

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PATERNALISME ET SES LIMITES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Décembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

JACQUES DELPY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants { *MM. HITIER, professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

10

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LE PATERNALISME ET SES LIMITES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

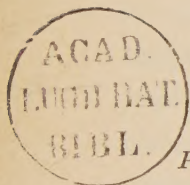
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 12 Décembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

JACQUES DELPY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES



Président : M. LARNAUDE.

Suffragants { MM. HITIER, *professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *agréé*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le sociologue qui, dans quelques centaines d'années, essayera d'établir le bilan moral de notre époque n'aura certes pas de guide plus certain, de point d'appui plus assuré que l'idée paternaliste, qui se présente de plus en plus comme la principale inspiratrice des législateurs de tous les pays.

Plus que jamais, en effet, les hommes tendent à s'en remettre à l'Etat du soin de les protéger, non seulement contre les adversités du destin, mais même contre leurs propres passions ou faiblesses ; plus que jamais l'Etat se sent fier de ce rôle de père de famille, de tuteur universel, pourrait-on dire, puisque le Paternalisme poussé dans ses limites extrêmes n'aboutit à rien moins qu'à la mise en tutelle de tous les hommes, même adultes.

Cette orientation nouvelle du droit qui restreint la liberté de l'individu (même lorsque l'exercice de cette liberté, loin d'être nuisible à autrui, ne peut être préjudiciable qu'à celui qui en est le sujet) a des causes mo-

rales, historiques, sociales et politiques qu'il est du plus haut intérêt de rechercher et de déterminer. Elle entraîne d'autre part, des conséquences profondes qui, dépassant le domaine pourtant si vaste du droit, de l'histoire et de la politique, atteignent à cette entité supérieure d'où dépendent toutes les transformations qui s'accomplissent dans le monde : la conscience de l'homme.

C'est donc une bien vaste et bien passionnante question que nous avons entreprise, avec présomption peut-être, de traiter dans le cadre restreint de cette courte étude. Nous allons avoir d'abord à définir, et ce n'est pas si aisé qu'on pourrait le croire, ce qu'on entend ordinairement par le mot Paternalisme, puis nous rechercherons les causes psychologiques, historiques et politiques de son développement actuel.

Nous étudierons ensuite ses diverses manifestations.

Et enfin, sortant un peu du domaine du droit pour entrer dans celui de la morale sociale, nous essayerons de dégager les conséquences néfastes que pourrait entraîner un développement exagéré de cette tendance.

Qu'il nous soit permis enfin, en terminant cette rapide introduction, de nous excuser par avance d'avoir à traiter, en quelques centaines de pages, un nombre relativement très grand de questions des plus diverses, sans pouvoir en approfondir aucune. Les dangers qui menacent l'homme sont si nombreux et le zèle des législateurs est si grand que notre étude aura, par la force

même des choses, l'apparence d'une de ces dissertations superficielles qui effleurent mille sujets, mais n'en approfondissent aucun. Notre excuse et notre justification c'est qu'entre les multiples et divers problèmes que nous allons envisager tour à tour, il existe un lien commun et le lien commun c'est le point de vue paternaliste auquel nous les envisagerons.

Ainsi, en étudiant la législation antialcoolique, nous aurons seulement pour but de discerner dans les diverses mesures prises à ce sujet, les tendances paternalistes, et d'en rechercher le bien ou le mal fondé ; mais nous n'aurons nullement la prétention de traiter à fond une question aussi complexe, ni même d'en donner une idée d'ensemble.

Les mesures d'essence paternaliste que nous aurons à étudier sont très nombreuses et très diverses. Il est nécessaire cependant dans l'exposé que nous ferons de ces mesures, d'apporter un certain ordre ; aussi croyons-nous devoir les ranger sous trois rubriques principales qui correspondront à autant de chapitres. Dans la première, nous ferons rentrer toutes les mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme et, d'une manière générale, contre tous les excitants : opium, morphine, etc...

La seconde comprendra l'ensemble des lois et des règlements ayant pour but de protéger le travailleur.

Avec la troisième division, nous aborderons enfin le redoutable problème des rapports de l'Etat avec la morale ; nous nous demanderons si l'Etat a le droit d'impo-

ser aux hommes certaines règles de morale ayant un suffisant caractère d'universalité ; puis, après avoir envisagé l'idée, nous envisagerons le fait et nous étudierons les principales immixtions de l'Etat dans le domaine de la morale.

LE PATERNALISME ET SES LIMITES

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LE PATERNALISME ?

Et d'abord qu'est-ce que le Paternalisme ? Où commence-t-il ? Où finit-il ? A-t-il des limites fixes ? des caractéristiques qui lui soient propres ? Constitue-t-il une catégorie juridique nettement distincte de toutes les autres ? Y a-t-il enfin un critérium universellement admis qui permette de dire avec certitude : « Telle mesure est d'inspiration paternaliste ; telle autre ne l'est pas ».

Autant de questions qu'il est indispensable d'examiner avant d'aborder cette étude. Nous disons d'examiner, et non de résoudre, car il ne faut pas espérer, en une telle matière, arriver à des solutions précises, à des définitions nettes, à des démarcations infranchissables.

La science du Droit, et plus encore du droit public que du droit privé, n'est pas une science mathématique. Il faut, en l'abordant, renoncer à ces solutions trop pré-

cises et trop nettes qui, pour satisfaire l'esprit, déforment la réalité des faits. Pas d'exclusivisme, pas d'idées absolues, mais au contraire la ferme résolution de ne pas sacrifier la sagesse à la logique (elles sont quelquefois en désaccord) et de nous plier à l'infinie variété des faits, telle sera donc notre ligne de conduite.

Au reste, si nous ne prenions la précaution de nous l'imposer nous-même au début de cette étude, la force des choses ne tarderait pas à nous y contraindre.

Il est peu de matières, en effet, dans tout le domaine du Droit, qui soient aussi vagues, aussi peu déterminées, qui rentrent autant dans le domaine de l'appréciation personnelle que celle dont nous avons entrepris l'étude.

Et, tout d'abord, nous n'avons, pour ainsi dire, pas de guide. La bibliographie du droit public et des sciences politiques, pourtant si riche et si variée, ne comporte aucun ouvrage d'ensemble sur la question du Paternalisme. Le mot même semble inconnu et la plupart des dictionnaires ne le mentionnent pas. Leurs auteurs auraient-ils reculé devant la difficulté d'une définition, ou bien ont-ils cru que le mot était assez expressif par lui-même et que ne pas limiter son domaine, c'était lui permettre de l'étendre encore davantage ? Toujours est-il qu'ils ont gardé à ce sujet un silence prudent.

Nous n'avons pas la prétention de réussir là où ils ont échoué, et de synthétiser en une phrase le contenu de ce mot, mais nous allons essayer, partant de la concep-

tion la plus large qu'on puisse se faire du Paternalisme, de restreindre progressivement cette notion, pour arriver à découvrir et à déterminer un certain nombre de caractéristiques qu'on puisse regarder comme propres au Paternalisme.

Examinons d'abord le mot « Paternalisme » en lui-même. Il est très expressif et, s'il ne nous a pas été possible de découvrir dans quelles circonstances il avait été employé pour la première fois, nous pouvons du moins deviner aisément son origine. Le Paternalisme, le mot l'indique, c'est la conception qui tend à faire de l'Etat un *père universel* disposant de l'*autorité paternelle* vis-à-vis de tous ses ressortissants et l'exerçant à leur profit.

L'idée mère, l'inspiratrice du Paternalisme est bien simple et montre nettement le domaine immense de cette catégorie juridique. On peut la résumer d'un mot : Le Paternalisme se propose de faire, par voie d'autorité, le bonheur de tous les hommes.

Bien vaste, bien téméraire ambition et qui remonte à la plus haute antiquité !

L'Etat antique n'était, en effet, que l'ampliation du pouvoir paternel. La société naissante était comme une grande famille, et son chef ou patriarche y exerçait tous les droits et devoirs de l'autorité domestique. De patriarche devenu roi, de chef de clan devenu empereur, de pater familias devenu César, le chef de la cité antique a toujours eu sur les membres de la cité tous les droits

et tous les devoirs du père sur ses enfants et même du pâtre sur son troupeau. Homère n'appelle-t-il pas, en effet, les rois, pasteurs de peuples : Ποιμεναὶ λαῶν !

Et en outre, indépendamment de cette origine historique, y a-t-il un projet plus capable d'enthousiasmer un cœur généreux que celui d'imposer le bonheur à tous les hommes et de réaliser, par voie d'autorité, la splendeur de leurs rêves ?

Lucrèce dans l'antiquité, Montaigne à la Renaissance, Rabelais lui-même par certains points, et tant d'autres, peuvent être, à ce point de vue, considérés comme des paternalistes.

Et plus près de nous, en ce XVIII^e siècle, qu'on a si justement caractérisé en l'appelant le « siècle de la sensiblerie », la préoccupation de faire le bonheur de l'humanité est encore l'idée dominante des esprits éclairés, des philosophes, des gens du monde. C'est le but des encyclopédistes, c'est la « marotte » de Rousseau, c'est la manie respectable des physiocrates. On ne s'entretient que de ce rêve dans les salons et la Cour elle-même ne dédaigne pas de s'en occuper.

C'est l'époque où celui que l'enthousiasme de ses contemporains a surnommé du titre de son principal ouvrage, le vertueux « Ami des hommes », Mirabeau le père, déplore que la machine de Marly soit employée à amener l'eau dans les solitudes de Versailles au lieu de servir à « établir sur les places et promenades de la capitale, des fontaines jaillissantes, dont la vue et la

« chanson réjouiraient l'esprit de tous les citoyens » (1).

C'est l'époque où Christian Wolff essaie de mettre le droit de la nature d'accord avec le droit civil, et écrit dans la préface de ses « Institutions du droit de la nature et des gens » : *Ac propterea officia ergo se ipsum cum officiis erga alios amico charitatis vinculo ipsa natura copulavit, ut ad utraque eadem fit obligatio necessaria et in se immutabilis* (2). « La nature a uni intimement entre « eux les devoirs de l'homme envers lui-même et envers « les autres, en sorte qu'il y a une même obligation « nécessaire et immuable à remplir les uns et les « autres. »

C'est l'époque enfin où « l'esprit nouveau » commence à se révéler et où s'accomplit la grande transformation morale qui, sur les débris d'une société politique condamnée, devait édifier un ordre nouveau offrant, par sa nouveauté même, un vaste champ aux plus beaux rêves.

Rien d'étonnant qu'à une telle période de notre histoire, une élite de gens du monde raffinés, de philosophes et d'économistes que le siècle avait doués de l'esprit critique le plus pur, se soit préoccupée de faire le bonheur de tous. Les grands écrivains de cette époque n'ont été que les puissants propagateurs d'idées généreuses qui vivaient dans l'atmosphère de leur siècle,

(1) MIRABEAU l'aîné, *L'Ami des hommes*, page 114.

(2) Christian WOLFF, *Institutions du droit de la nature et des gens*, Introduction, pages xxx et xxxi.

mais qu'ils ont eu le grand mérite de condenser et de répandre sur le monde.

Le raffinement même du luxe et des plaisirs conduisait cette société, à la fois si aveugle et si cultivée, si amoral et si sympathique, à la bonté, ou plutôt à la sensibilité, à un besoin naturel, presque inconscient, d'assurer le bonheur à tous les hommes.

Rien n'est plus triste que de voir le luxe cotoyer la pauvreté. Le bonheur n'est plus complet si le spectacle des misères voisines vient jeter une ombre, si légère soit-elle, à travers son rayonnement. Le ^{xviii}^e siècle était trop raffiné pour se contenter d'un plaisir restreint, du bonheur pour quelques-uns. Il a voulu le bonheur pour tous. Noble ambition, et dont il ne faut pas sourire. Ce fut le siècle des illusions, de la franchise et de la sincérité. Il ne saurait avoir de plus beau titre à notre respect.

De si grandes idées ne pouvaient avoir la fragilité de la mode, qui assura leur succès aux environs de 1750. Elles survécurent à l'ancien régime et, après l'éclipse de l'Empire, reparurent, non plus, il est vrai, sous le galant patronage de la vogue et du bon ton, mais dans l'austère cabinet des économistes et des philosophes.

N'est-ce pas, en effet, en vue d'assurer le bonheur positif de l'humanité, et au besoin de le lui imposer, que se dessine tout le vaste mouvement d'idées qu'on désigne sous le nom de socialisme utopique ?

C'est le but poursuivi, sinon par saint Simon, du moins

par ses disciples. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à ouvrir les œuvres de ce génie méconnu, à la fois homme de science et homme de rêve, ingénieur et utopiste, Prosper Enfantin. Nous y lisons notamment dans sa « Vie Eternelle » :

« Que me fait la perpétuité prospère de ma petite vie
« toute personnelle ? C'est le salut éternel, le bonheur
« grandiose de ce coin de terre qu'il me faut, et je dis,
« comme Horace :

Hic mihi præter omnes angulus ridet.

« Que me fait de conserver éternellement l'égoïste
« souvenir, la vaniteuse conscience de mes prétendus
« mérites, de mes soi-disant vertus, si je ne les vois pas
« éclater sur le monde entier, pénétrer jusque dans
« l'oreille du sourd, dans l'œil de l'aveugle, dans le cœur,
« dans la vie de tous, des hommes, des femmes, des
« vieillards, des enfants et de la postérité la plus re-
« culée. »

C'est l'idée d'Auguste Comte, dans sa « Religion de l'Humanité », idée qui se manifeste nettement dans la trilogie dont il fait en quelque sorte l'emblème de la société positiviste :

« L'amour pour principe.

« L'ordre pour base.

« Le progrès pour but. »

C'est encore l'idée de Fourier, qui va jusqu'à protéger les passions mêmes des hommes et à en faire le substratum de leur vie morale.

C'est l'idée de Cabet, avec l'« Icarie » ; de Louis Blanc, avec l'organisation du travail.

La réaction qui suivit les événements de 1848 devait jeter pendant plusieurs années, sinon le discrédit, du moins l'oubli sur ces idées généreuses. C'est au point que les socialistes eux-mêmes bannissent le sentiment et que dans le socialisme scientifique de Karl Marx, la conception matérialiste de l'Histoire remplace la préoccupation sentimentale ou philosophique qui était le point de départ exclusif des doctrines socialistes antérieures. Marx ne fait pas de sentiment. C'est un homme de science qui constate des faits historiques et cherche à déduire de leur enchaînement une loi du développement des sociétés.

Mais la tendance au sentimentalisme politique est si inhérente au cœur de l'Homme qu'elle ne saurait disparaître complètement. Aussi bien est-elle maintenant plus forte que jamais. M. Paul Deschanel le constatait avec toute l'autorité qui s'attache à son nom, au cours d'une conférence qu'il faisait le 23 février 1910, à la Ligue de l'Enseignement, sur l'« Œuvre sociale de la troisième République » :

« Et que faisons-nous maintenant ? s'écriait-il, que « fait la troisième République ? Elle renoue, si je puis « dire, par-dessus les économistes de l'école de Manchester, « ter, par dessus les libéraux et les économistes de la « Restauration et de la monarchie de Juillet, par-dessus « les théoriciens du socialisme allemand et leurs disciples

« qui furent les fils révoltés de l'école utilitaire anglaise,
« la grande tradition française du XVIII^e siècle, à savoir :
« l'Etat intervenant lorsque l'Association ou l'Individu
« sont trop faibles : intervention bienfaisante pourvu
« qu'elle s'exerce à l'avantage du droit individuel ; car il
« ne suffit pas d'assurer à l'homme une liberté théori-
« que, et, suivant la parole de Louis Blanc : « La liberté
« n'est pas seulement un droit, elle est un pouvoir » (1).

Nous nous bornons pour le moment à constater cette tendance, nous réservant de rechercher ultérieurement les causes historiques, politiques, sociales et morales d'un mouvement d'idées si nettement caractérisé.

Il y a donc là, c'est manifeste, une tendance générale inhérente à la nature même de l'homme, qui remonte à la plus haute antiquité et qui a laissé sa trace à toutes les époques, même les plus troublées.

De tous temps, il y a eu des hommes au cœur généreux qui se sont préoccupés du sort de leurs semblables, et ont cherché à l'améliorer.

Mais faut-il voir là du Paternalisme ? et ne vaut-il pas mieux, pour désigner cette tendance imprécise et sans limites fixes, employer le mot le plus vague, le plus inconsistent dont on puisse se servir en pareille matière ? Ne vaut-il pas mieux dire que c'est là, tout simplement, de l'humanitarisme ?

L'emploi abusif qui a été fait un peu partout, dans la

(1) *Revue politique et parlementaire*, mars 1910.

presse et dans les réunions publiques, de tous les termes de politique et de sociologie a eu pour résultat de les déformer à tel point qu'on n'ose plus les employer, ou du moins, qu'on ne le fait qu'en précisant bien le sens qu'on entend leur donner. Il y a certains de ces mots, dont il a été fait un abus particulièrement grand, qu'il vaut mieux abandonner tout à fait. Le mot « humanitarisme » est de ce nombre. La langue du Droit, qui doit être précise entre toutes, ne saurait s'accommoder d'un terme aussi vague. Mais ce manque de précision qui est le plus souvent un défaut, peut être parfois une qualité. Aussi croyons-nous devoir y recourir pour désigner la tendance (beaucoup plus philosophique que juridique : c'est là notre excuse) dont nous parlons ci-dessus.

Pour qu'il y ait Paternalisme, il ne suffit pas qu'il y ait mesure destinée à assurer le bonheur des hommes ou d'un groupe d'hommes ; sans cela, la politique des peuples libres tout entière serait paternaliste. On ne conçoit même pas, en effet, un Etat qui chercherait à produire le mal. Or, nous croyons que les théoriciens qui ont créé et qui emploient le mot de Paternalisme ont voulu lui donner un sens beaucoup plus restreint. Ce qui le prouve, c'est qu'ils ont senti le besoin de créer un mot nouveau. S'ils n'avaient voulu désigner par là que la tendance séculaire au mieux-être de tous les hommes, les mots, et des mots vieux comme le monde, ne leur auraient certes pas manqué. Il faut donc chercher dans le Paternalisme autre chose qu'une tendance vague ou qu'un

sentiment. Il faut tâcher de déterminer des caractéristiques qui nous permettent de préciser l'étendue de son domaine.

Et d'abord, ne faut-il pas exclure dès maintenant du Paternalisme toutes les mesures qui, tout en ayant pour but le mieux-être des individus, ne s'adressent cependant pas à ces individus ? C'est ainsi, par exemple, que la réglementation des établissements dangereux ou insalubres (1) ne saurait être considérée comme d'essence paternaliste.

Il ne nous semble pas que cela puisse être contesté par personne ; ce qui nous permet de poser une première règle, d'établir une première précision :

Pour qu'il y ait Paternalisme, il faut qu'il y ait mesure s'adressant à l'Individu.

Mais il ne s'ensuit pas que toute mesure s'adressant à l'Individu soit paternaliste.

L'interdiction de tuer son semblable, de le blesser, de le voler s'adresse bien à l'Individu, et cependant il ne viendrait à l'esprit de personne de soutenir que c'est là du Paternalisme.

Le Paternalisme finit là où commencent les rapports d'une personne avec une ou plusieurs autres personnes.

L'Etat, en effet, qui protège les individus dans leurs rapports entre eux, n'accomplit pas, ce faisant, une mission en quelque sorte facultative, et dont il pourrait

(1) Décret du 15 octobre 1810.

se dispenser. Il remplit, au contraire, le premier et le plus essentiel de ses devoirs, qui est d'assurer à tous la sécurité.

Cela non plus ne nous semble pas pouvoir être contesté. Aussi croyons-nous pouvoir énoncer dès maintenant ce qui nous apparaît comme la seconde caractéristique du Paternalisme :

Pour qu'il y ait Paternalisme, il faut que la contrainte d'où résultera la protection s'exerce sur l'individu même qui agit, ou, autrement dit, que le sujet et l'objet se confondent dans une seule et même personne.

C'est ici que commencent les difficultés.

Rien n'est plus difficile, en effet, que de rechercher et d'établir les actions et réactions mutuelles qu'exercent les hommes entre eux. Ce phénomène est si connu qu'il est presque devenu un lieu commun. Tout le monde reconnaît que tel fait, qui, en apparence, n'intéresse qu'un seul individu, intéresse, en réalité, autour de lui un groupe d'hommes plus ou moins considérable, parfois tout un peuple, parfois même l'humanité tout entière. Des exemples multiples nous en sont fournis par le monde physique; nous ne citerons que ceux qui apparaissent de la façon la plus indéniable.

En ce qui concerne d'abord la propagation des maladies épidémiques, n'est-il pas évident que nous avons intérêt, et un intérêt immédiat, à ce que nos voisins conservent une bonne santé et à ce qu'ils observent dans la tenue de leur maison les règles de l'hygiène la plus stricte?

Un autre exemple n'est pas moins frappant : c'est celui qui concerne le développement de l'alcoolisme. Les savants, les médecins, les criminalistes, les magistrats, tous les gens compétents sont unanimes à reconnaître que l'alcoolisme conduit fatalement ses victimes à la misère physique ou morale, à l'hôpital ou à la prison. Là encore le bon sens suffit à reconnaître qu'ils ne sont pas seuls punis de leurs vices, mais qu'ils font, à côté d'eux, des victimes innocentes : leur femme, leurs enfants d'abord et d'une façon immédiate, et même ensuite d'une façon plus indirecte, mais certaine, tous leurs contemporains. Ce sont leurs contemporains, en effet, qui souffriront de leurs crimes, de leurs violences, de leurs misères ; ce sont eux enfin qui seront obligés d'entretenir à grands frais, dans un hôpital ou dans une prison, la vie inutile de tous ces dégénérés.

Mais cette solidarité de fait entre tous les hommes, quelque grande qu'elle soit dans le monde physique, l'est encore beaucoup plus dans le monde moral. Il apparaît nettement qu'il se produit entre tous les hommes comme une sorte d'équilibre moral, de commune mesure qui peut être considérée comme la moyenne de l'humanité. C'est ce qui explique que le même fait qui, à nous, hommes du ^{xx}^e siècle, nous semble friser l'immoralité, paraissait tout naturel à nos ancêtres, ou vice-versa.

Et ces variations dans le temps, existent aussi dans l'espace. Tel pays, telle ville, telle capitale admettra

comme parfaitement licite un fait qui, quelques kilomètres plus loin, soulèverait la réprobation universelle. Comment nier que s'il en est ainsi, c'est que la conduite de chaque homme exerce sur chacun de ses contemporains une influence qui n'aboutit à rien moins qu'à modifier, et parfois profondément, la conscience de tous.

Si, d'autre part, l'on considère que la vie morale de chaque individu est son bien propre sur lequel nul, même s'il s'appelle l'Etat, ne saurait étendre sa domination, si l'on considère, ce qui nous paraît indéniable, que toute action, si immorale soit-elle, est licite du moment qu'elle ne nuit pas à autrui, n'apparaît-il pas qu'il y a là, sinon une contradiction, du moins une difficulté très réelle d'accorder ces deux propositions : d'une part, le respect des droits de l'individu dans la conduite de sa vie privée, d'autre part, le droit et même le devoir pour l'Etat de sauvegarder la santé morale de la nation et d'opposer aux menaces de décadence une barrière infranchissable ?

C'est là qu'est le nœud du problème.

Comment concilier ces deux tendances qui constituent pour l'Etat, l'une un devoir négatif contre la violation duquel tout esprit libre s'élèverait avec indignation, l'autre un devoir positif dont la méconnaissance pourrait avoir les conséquences les plus funestes pour le pays tout entier ?

Il y a une phrase d'un antipaternaliste notoire dans Stuart Mill, qui montre bien toute la difficulté de la question :

« La corruption des mœurs et le jeu, dit-il, doivent
« être tolérés. Mais une personne doit-elle être libre de
« faire un métier tel que d'encourager cette corruption
« ou de tenir une maison de jeu ? Le cas est de ceux
« qui se trouvent sur l'extrême limite des deux principes
« et l'on ne voit pas tout d'abord auquel il appartient
« réellement. Il y a des arguments de part et d'autre (1) ».

C'est ici qu'apparaît nettement la nécessité de la résolution que nous avons prise dès le début de cette étude de nous affranchir de tout principe trop absolu, de toute idée *a priori*, de tout point de vue exclusif.

De tels problèmes ne peuvent pas être résolus par des principes ni par des théories ; c'est seulement en s'inspirant de la réalité des faits qu'on peut leur apporter une solution. C'est donc là uniquement une question de fait.

La difficulté n'en subsiste pas moins pour nous qui nous préoccupons en ce moment de rechercher ce qui est paternalisme et ce qui ne l'est pas.

Nous avons remarqué déjà qu'il n'y a pas encore de définition du Paternalisme. On ne sait ni où il commence, ni où il finit. Aussi, grand est notre embarras ! Nous avons admis, conformément à l'opinion universelle, que lorsque la protection tend à défendre les individus dans leurs rapports entre eux, il n'y a certainement pas paternalisme. Nous avons admis également que lorsque la

(1) Stuart MILL, *La Liberté*, page 290.

protection s'adresse à l'individu pris en lui-même, il y a paternalisme.

Mais que décider lorsqu'il s'agit d'une mesure qui a pour but de les protéger tous les deux à la fois : l'un directement, l'autre par réaction ?

Là encore nous croyons qu'il ne faut pas chercher une solution nette, une démarcation précise, car il n'y en a pas dans la réalité. Le mieux, semble-t-il, est de s'inspirer du but poursuivi, en fait, par le législateur.

Sa préoccupation dominante a-t-elle été la poursuite d'un but social ou national ? Il n'y a pas paternalisme ; a-t-elle, au contraire, été dictée surtout par le désir de protéger l'individu en tant qu'individu ? Il y a paternalisme.

Il ne faut pas se dissimuler qu'une telle distinction est une solution un peu naïve, une solution qui consiste à répondre par les données mêmes du problème, mais ne vaut-il pas mieux une solution naïve qu'une solution fausse ou même qu'une solution douteuse qu'on ne pourrait justifier que par des arguments *a priori* ?

Le problème subsiste donc sous une forme nouvelle. Quel a été le but essentiel du législateur en édictant telle mesure ? Est-ce l'Individu ou bien est-ce la société qu'il a voulu protéger ? C'est là une précision qu'il est impossible d'apporter dans la plupart des cas.

Aussi, admet-on généralement qu'est d'essence paternaliste toute mesure de protection qui se réalise immédiatement dans l'Individu, qu'il y ait ou non une ré-

percussion sur les autres individus. C'est ainsi que l'on considère à peu près unanimement comme paternalistes les mesures législatives qui tendent à enrayer les progrès de l'alcoolisme. Et cependant il est bien manifeste, nous l'avons déjà dit, que la lutte contre l'alcoolisme vise au moins autant à réaliser l'intérêt de la société tout entière que l'intérêt de l'Individu.

C'est ainsi également que nous considérons comme paternaliste la plus grande partie de la réglementation du travail, bien que la contrainte y porte le plus souvent sur l'employeur et non sur celui qu'on veut protéger. Il est manifeste, en effet, que si la contrainte directe et légale porte sur le patron, il y a en outre, parallèlement à celle-ci, une contrainte indirecte, une contrainte de fait, qui porte sur l'ouvrier qu'on a voulu protéger. Limiter, par exemple, la durée de la journée de travail, c'est limiter du même coup la marge d'accroissement des salaires. Qu'il le veuille ou non, l'ouvrier ne pourra pas travailler au delà de la limite légale, et son salaire subira ainsi une limitation de fait contre laquelle il ne peut rien. C'est donc bien du paternalisme, quoique le sujet de la contrainte soit *en apparence*, mais en apparence seulement, distinct du sujet protégé.

Nous sommes ainsi arrivés à la conception ordinaire, courante du Paternalisme. On peut dire dans ce sens que le Paternalisme comprend l'ensemble des mesures destinées à protéger l'Individu contre lui-même,

contre ses passions, contre sa faiblesse ou contre son ignorance.

Mais cette définition, qui semble être celle qui répond le mieux à la conception ordinaire du Paternalisme, laisse subsister la difficulté que nous avons signalée. Elle parle, en effet, de « protéger l'Individu ». Or, nous avons montré que, dans la plupart des cas, il semblait impossible de faire le départ dans les intentions du législateur entre les préoccupations d'ordre social et les préoccupations d'ordre individualiste.

Il faut donc se soumettre à la force des choses, ne pas chercher à mettre dans les mots une précision qui n'existe pas dans les faits, et accepter ce terme de Paternalisme pour désigner toute mesure de protection de l'Individu contre lui-même, quelles que puissent être ses répercussions sociales.

Mais nous devons rechercher maintenant si, à côté de ce paternalisme au sens large, il n'existe pas un domaine, beaucoup plus restreint, il est vrai, qu'on pourrait appeler le domaine du *Paternalisme proprement dit*. Nous voulons parler de la protection de l'Individu contre un péril qui le menace personnellement, mais qui ne menace en rien la société, même par contre-coup. On peut concevoir également, dans le même ordre d'idées, un péril individuel, dont la réaction menace bien d'être dangereuse pour la société, mais c'est un danger si

lointain, c'est un lien si ténu qui relie, en l'espèce, l'intérêt individuel à l'intérêt social que l'on est en droit de supposer que c'est uniquement la considération de cet intérêt individuel qui a dicté au législateur la mesure en question.

C'est le cas, d'après nous, de la loi récente sur les retraites ouvrières obligatoires (1). On a soutenu, il est vrai, et non sans éloquence, que les conséquences sociales de cette loi seraient immenses, qu'elle renforcerait la cohésion et la solidarité nationales, qu'elle atténuerait les luttes de classes et par là exercerait une heureuse influence sur les rapports existant entre les diverses catégories de citoyens. Mais faut-il voir là autre chose qu'une vaine rhétorique destinée soit à relever le ton d'un éditorial, soit à enlever un vote douteux ?

En réalité, pour qui ne se paie pas de mots, la loi sur les retraites ouvrières obligatoires et un certain nombre d'autres que nous nous proposons d'étudier ultérieurement constituent bien des mesures destinées à protéger l'Individu pris en lui-même et considéré comme une fin en soi.

Il y a donc bien aujourd'hui place pour un paternalisme spécial, pris dans un sens très restreint et que nous appelions plus haut Paternalisme proprement dit, puisque seul il a uniquement pour but l'intérêt de l'In-

(1) Loi du 5 avril 1910 (*Journal officiel*, 6 avril 1910, page 2998.)

dividu pris en lui-même. Le champ de ce Paternalisme proprement dit étant plus limité, nous pourrions déterminer ses caractéristiques. On en peut, semble-t-il, relever quatre.

La première, c'est l'idée de *protection*. C'est l'idée essentielle, sans laquelle le Paternalisme ne se conçoit même pas.

La seconde caractéristique du Paternalisme proprement dit concerne l'Individu. Il faut que la protection s'adresse à *l'Individu pris en lui-même*, et non en vue d'un but social ultérieur.

La troisième, c'est l'idée de *contrainte*. Il faut que pour assurer cette protection de l'Individu il y ait contrainte. Sans cela, nous serions en présence d'un bienfait purement gratuit, ce qui ne saurait rentrer dans le domaine du Paternalisme.

Enfin, la quatrième condition pour qu'il y ait Paternalisme proprement dit, c'est *que cette contrainte s'exerce, soit directement, soit indirectement, sur l'individu même qui doit profiter de la protection*. Sans cela, il y aurait obligation de M. X vis-à-vis de M. Z, mais il n'y aurait pas paternalisme.

Nous sommes ainsi arrivés, grâce à cette conception du Paternalisme proprement dit, à apporter un peu de précision dans ce domaine si vague et si vaste. Mais, nous le répétons, il ne faudrait pas que cette précision relative nous fasse perdre de vue la réalité des faits, dont la complexité se plie mal aux classifications. Il ne

faut pas oublier que l'opinion courante ne s'occupe pas de savoir si telle mesure de protection de l'Individu contre lui-même réagit ou ne réagit pas sur la collectivité. Elle se borne à considérer le but immédiat, sans envisager ses conséquences. Si nous avons cru devoir faire une distinction entre les mesures qui, dépassant l'Individu, intéressent la collectivité tout entière et celles qui limitent leur action à l'Individu pris en lui-même, c'est uniquement afin d'apporter un peu de clarté dans l'exposé d'un sujet par lui-même vague et imprécis.

D'autre part, cette distinction a un autre intérêt : On verra plus loin, en effet, que lorsque nous parlons des limites du Paternalisme, nous ne prétendons nullement par là borner son domaine lorsqu'il s'agit de lutter contre les contre-coups, les réactions dangereuses pour la société, nous voulons seulement parler des mesures qui se réalisent pleinement dans l'individu et qui ne poursuivent d'autre but que l'amélioration de la vie morale ou physique de cet individu pris en lui-même.

Au reste, pour montrer combien le domaine du Paternalisme est indéterminé, nous ne saurions mieux faire que de citer intégralement cette page extraite de la remarquable préface que Dupont White a écrite en tête de l'ouvrage de Stuart Mill sur « la Liberté » :

« On sait, écrit Dupont White, combien la Grande-Bretagne est manufacturière. En cette qualité, elle a des désastres qui tiennent à l'insuffisance et à l'insta-

« bilité des salaires parmi une population trop nom-
« breuse. Or, il ne saurait être question de toucher di-
« rectement aux salaires.

« Mais peut-être n'en est-il pas de même pour la po-
« pulation. Est-il donc impossible de modérer le ma-
« riage, qui la développe avec excès, qui procrée une
« offre de bras surabondante et finalement qui avilit les
« salaires, ce patrimoine des masses, ce grand objet de
« la sollicitude publique et législative ? Pourquoi ne pas
« mettre ordre à l'indiscrétion des naissances ? Quand la
« loi protège l'enfant contre l'excès de travail, ne pour-
« rait-elle protéger l'adulte contre l'excès d'enfants ?
« C'est fort bien fait de mesurer la besogne à ceux-ci ;
« mais si on leur épargnait la vie ?

« D'étranges questions, direz-vous ; elles n'étonnent
« pas nos voisins. Tel est chez eux l'empire de l'obser-
« vation et de la nécessité économique que l'auteur de
« *La Liberté* propose nettement de subordonner le ma-
« riage à la justification de certaines facultés pécuniaires.
« à un cens conjugal, en quelque sorte. Prouvez que
« vous avez le droit d'aimer et de renaître... Telle est la
« conclusion d'un esprit judicieux et puissant qu'il ne
« faut pas condamner avant de l'avoir entendu.

« Après cela, cherchez donc la formule générale de la
« liberté, du droit individuel ! Tout en cette matière est
« à la merci de nécessités aussi variables qu'impérieuses.
« En tous cas, je vous défie bien de tracer à l'usage des
« sociétés en général le programme des lois à faire ou

« à ne pas faire, quand c'est l'avis des sages dans la
« patrie même de l'Individualisme qu'on ne soit époux
« et père que de l'aveu de l'État, sous le sacrement admi-
« nistratif ! » (1)

Les journaux (2) ont publié, tout récemment, une dépêche de Berlin qui semble transporter sur le terrain de la réalité les spéculations idéales de Dupont White. Aux termes de cette dépêche (3), la Direction des Postes à Dusseldorf aurait pris un arrêté suivant lequel les employés devront faire savoir à leurs chefs s'ils ont l'intention de se marier. Dans l'affirmative, une enquête serait faite sur la situation du postulant et les autorités décideraient s'il peut véritablement fonder une famille. Nous ne saurions trouver aucun autre exemple qui montre mieux combien vaste et imprécis est le domaine du Paternalisme.

Il ne faudrait pas cependant que cette imprécision conduise à assimiler le Paternalisme avec certaines catégories juridiques qui se rapprochent sensiblement de lui, mais sans qu'il soit permis de les confondre.

C'est ainsi qu'il importe de bien distinguer le Paternalisme de l'Etatisme, de l'Interventionnisme, de l'Associationnisme et du Préventisme.

(1) DUPONT WHITE, préface de *La Liberté*, pages 68 et 69.

(2) *Le Journal*, 31 août 1910.

(3) Naturellement nous ne reproduisons cette nouvelle que sous toutes les réserves qui s'imposent en pareil cas.

1° *L'Etatisme*. — L'Etatisme, pour ne prendre ce mot que dans sa signification générale, c'est la doctrine en vertu de laquelle il faudrait remettre entre les mains de l'Etat, non seulement tous les pouvoirs politiques, mais encore tous les pouvoirs économiques et moraux ; c'est la doctrine qui tendrait à faire de l'Etat le régulateur suprême de la vie économique et morale de chacun de nous. Plus d'autonomie individuelle ; tous les hommes ramenés au type uniforme d'atomes composant un tout ; tel serait l'idéal de la doctrine étatique.

Toutes les mesures tendant à réaliser, même très partiellement, cet idéal sont prônées par les étatistes. C'est ainsi que l'extension des monopoles d'Etat constitue le premier article de leur programme. Or, il est évident que cette mesure n'a rien de paternaliste. Il en est de même pour la plupart des revendications étatistes.

Ces réserves faites, il faut reconnaître que le Paternalisme est cependant prôné par la plupart des étatistes, car il a, sinon pour but, au moins pour effet, d'étendre à l'individu pris en lui-même, le champ d'action de l'autorité gouvernementale. Cela suffit à lui concilier la faveur de ceux qui voudraient faire de l'Etat le centre unique de pensée et de volonté de tout un peuple.

2° *L'Interventionnisme*. — La distinction de l'Interventionnisme et du Paternalisme est un peu plus délicate à établir, ce dernier constituant en somme un chapitre, —

et un chapitre important, — de la doctrine interventionniste.

Alors que l'Interventionnisme comprend aussi bien les mesures concernant les rapports de deux ou plusieurs individus que celles s'adressant à une seule personne, le Paternalisme, au contraire, ne comprend que ces dernières. C'est dire que tout interventionniste est paternaliste ; mais, à l'inverse, on peut être paternaliste sans admettre la doctrine générale de l'Interventionnisme.

Un exemple est nécessaire pour éclairer cette théorie un peu obscure par elle-même. La loi du 9 avril 1898 qui établit de plein droit la responsabilité pécuniaire de l'employeur pour tout accident survenu à un de ses ouvriers à l'occasion du travail, constitue un acte d'interventionnisme ; et cependant, ce n'est pas une mesure paternaliste, puisqu'aucune contrainte n'en résulte pour l'ouvrier bénéficiaire de la loi.

Inversement, la loi du 5 avril 1910 rendant obligatoires pour tout ouvrier certains versements en vue d'une retraite, est une mesure paternaliste et, en même temps une mesure interventionniste.

Il en est de même pour toute mesure paternaliste. Il est impossible d'en concevoir une seule qui ne soit en même temps interventionniste.

3° *L'associationnisme*. — La distinction entre l'Associationnisme et le Paternalisme est plus facile à établir. Qu'est-ce, en effet, que l'Associationnisme ? C'est la li-

mitation des droits d'un individu dans l'intérêt d'un ou de plusieurs groupes dont cet individu fait partie. Il n'est pas possible, en effet, de concevoir l'existence d'un groupe qui n'enlèverait rien à ceux qui le composent.

C'est ainsi, par exemple, que la liberté du travail subit quelques atteintes inévitables du fait des groupements professionnels, qu'ils s'appellent corporations ou syndicats.

C'est ainsi encore que le fait de s'affilier au groupe constitué par l'ordre des avocats entraîne, dans l'intérêt de l'indépendance et de la dignité de chacun de ses membres, — et, par suite, du corps tout entier, — la limitation, ou même la suppression complète de certaines libertés, celle par exemple de faire du commerce.

Mais cette limitation ou cette suppression ne sont effectuées que dans l'intérêt du groupe et nullement dans l'intérêt de l'Individu ; il ne saurait donc être question de Paternalisme.

4° *Le Préventisme.* — La confusion du Préventisme et du Paternalisme est celle qui semble avoir été commise le plus fréquemment (1). Il suffit cependant d'envisager un certain nombre de mesures paternalistes pour se rendre compte que si la plupart sont prévenistes, il en est, — et non des moindres, — qui sont répressistes.

(1) Dunoyer notamment semble avoir fait cette confusion, au moins jusqu'à un certain point, dans son ouvrage sur *La liberté du travail*.

Nous n'en citerons pour exemples que les nombreuses lois qui punissent l'ivresse, ou encore les contraventions et amendes prévues par la loi française du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire obligatoire.

Il y a, en outre, une seconde différence qui distingue encore plus nettement peut-être le Paternalisme du Préventisme, c'est que toute mesure paternaliste s'exerce, par essence même, dans l'intérêt de l'agent soumis à la contrainte, tandis que l'on pourrait citer de nombreuses mesures préventistes s'exerçant soit dans l'intérêt de l'Etat, soit dans l'intérêt d'autrui.

Nous n'en voulons d'autre preuve que les très nombreuses mesures préventistes qui ont été appliquées à la presse politique jusqu'en 1881 ; mesures qui n'étaient en rien paternalistes.

Le Paternalisme nous apparaît donc comme une catégorie juridique nettement distincte de toutes les autres. Il se rencontre parfois, nous l'avons vu, avec la doctrine générale de l'Interventionnisme, mais il ne se confond jamais avec elle.

Après avoir envisagé le Paternalisme objectivement, en lui-même, il faut maintenant, afin de compléter la notion d'ensemble que nous cherchons à en donner au début de cette étude, l'envisager subjectivement, dans les personnes auxquelles il s'applique.

Faut-il faire rentrer dans le domaine du Paternalisme les mesures de protection concernant les mineurs, les

incapables, ou faut-il dire, au contraire, que ces questions rentrent dans les attributions strictes de l'Etat, attributions dont il ne saurait se dispenser ? Que penser de la question des femmes ? Faut-il voir en elles des incapables que l'Etat a, non pas le droit, mais le *devoir* de protéger contre leur faiblesse ou leur ignorance ? Faut-il, au contraire, faisant d'elles les égales des hommes adultes, faire rentrer les mesures qui les concernent dans le domaine du Paternalisme ?

Autant de questions qu'il nous faut maintenant examiner.

Mettons d'abord de côté la question des enfants. L'accord quasi unanime qui se manifeste sur ce point nous permet de ne pas y insister.

De tous temps, on a considéré que la protection des incapables était un des premiers devoirs de l'Etat. Tous les philosophes, tous les législateurs ont reconnu le caractère sacré de l'enfance et ont élevé au rang des plus grands crimes ceux dirigés contre elle. Protection qui commence avant même la naissance, puisque, dès la gestation, les quelques cellules à peine existantes, et en tout cas inconscientes, qui formeront plus tard un être humain, ont déjà un droit que nul ne peut leur enlever : le droit à la vie et que presque toutes les législations punissent sévèrement l'atteinte portée à ce droit, alors même qu'elle vient de la personne la plus intéressée et qui semble la seule juge en la matière : la mère.

Du reste, en l'espèce, il ne saurait être nullement

question de paternalisme puisque le sujet de la contrainte se distingue nettement du sujet de la protection. Il y a deux êtres distincts en présence. Nous sommes donc dans le domaine du droit commun.

C'est plutôt en matière de protection légale du travail des enfants que la question pourrait se poser. Mais, là encore, il est bien manifeste qu'il n'y a pas paternalisme.

Ce qui pourrait, à première vue, permettre le doute en cette matière, c'est que la protection légale des travailleurs, même enfants, est un fait moderne, presque contemporain. Cela pourrait faire croire que cette protection ne constitue pas une obligation stricte pour l'Etat, puisque pendant longtemps il a cru pouvoir s'en dispenser.

Il est bien exact que, il y a seulement un siècle, nul ne songeait à réglementer les conditions du travail en vue de protéger les travailleurs, et spécialement les travailleurs incapables de se protéger eux-mêmes ; mais, si nul n'y songeait, c'est que le besoin ne s'en faisait pas encore sentir. C'est le mal qui a engendré le remède. La protection légale des travailleurs trop jeunes pour se défendre eux-mêmes est née de la liberté du travail, dont elle est le correctif, et de la concentration industrielle qui l'a rendue à la fois nécessaire et possible.

Dès 1833 en Angleterre, grâce à l'énergique campagne de lord Shaftesbury (1), dès 1841 en France, le

(1) Loi Althorp, du 29 août 1833.

principe est admis que l'Etat a le devoir strict de réglementer le travail des enfants et de lui imposer certaines limites (1). Aujourd'hui, la légitimité de cette réglementation ne se discute même plus. Elle est admise par tout le monde et sanctionnée par toutes les législations.

L'Etat seul, en effet, est en mesure de protéger l'enfant, alors que tous les intérêts semblent ligués contre lui : intérêt des parents, puisque, trop souvent, dans la famille ouvrière, le maigre salaire des enfants, même les plus jeunes, apparaît comme un appoint nécessaire au budget familial ; intérêt des industriels, qui ont besoin, pour beaucoup de travaux, de main-d'œuvre à bon marché.

Il faut donc, de toute nécessité, que l'Etat intervienne pour permettre à l'enfant de s'instruire, de se développer physiquement, intellectuellement et moralement. C'est là, pour l'Etat, un devoir strict qui ne constitue en rien une mesure paternaliste.

Pour les femmes, la question est beaucoup plus délicate ; il ne s'agit plus, en effet, d'êtres incapables de se défendre. De plus en plus, la femme apparaît comme libre de sa conduite, comme maîtresse de ses actes. La femme mariée elle-même n'est plus, même au point de vue juridique, une simple émanation de son mari. Des lois récentes, la loi du 13 juillet 1907, par exemple, tendent à lui conférer une existence juridique bien dis-

(1) Loi du 22 mars 1841.

tincte. Elle a désormais des droit à défendre, des décisions à prendre, des intérêts à gérer.

Dira-t-on que si la femme est libre, en fait, autant que l'homme et use autant que lui de sa liberté, elle n'en reste pas moins affligée d'une infériorité morale et intellectuelle qui fera d'elle, pendant de longs siècles encore, un être, charmant sans doute, mais agissant plutôt par impulsion que par raison et incapable par suite de diriger sa vie suivant son intérêt bien compris ? C'est là une opinion qui compte, nous le savons, de nombreux adeptes ; mais ce n'est qu'une opinion, et une opinion qui a, elle aussi, bien des contradicteurs.

Nous pourrions encore ici faire appel au grand principe dont nous avons voulu faire notre guide et notre soutien dans le cours de cette étude : pas d'idées trop absolues, pas de sentences exclusives. S'il y a un cas dans lequel cette méthode relativiste doit trouver son application, c'est bien lorsqu'il s'agit de la Femme. En cette matière, comme en toute autre, la vérité n'est pas dans une solution absolue et exclusive. Ce ne sont que les poètes ou les artistes qui peuvent avoir la prétention de symboliser en une statue, en un tableau, en quelques vers la femme dans toute sa généralité. Ce qui nous apparaît, au contraire, comme la caractéristique charmante du sexe, c'est sa complexité, sa variété. Il y a des femmes qui, au point de vue du caractère et de la volonté, sont fort au-dessus de la moyenne ordinaire des hommes ; mais il y en a aussi, il faut avoir le courage de

le dire, — il y en a même beaucoup, — qui sont fort au-dessous. Toutes sont par-dessus tout douées d'une grande sensibilité qui porte, tantôt sur les nerfs, tantôt sur l'esprit, tantôt sur le cœur. C'est là évidemment, au point de vue de la vie pratique, de la conduite journalière, une notable infériorité vis-à-vis de l'homme. Ce dernier, plus froid, sera beaucoup plus apte à discerner son véritable intérêt et à le suivre, sans que rien puisse l'en détacher.

Mais cette trop grande sensibilité féminine, si elle a ses défauts, a aussi ses qualités. Il ne faut pas, en effet, considérer les différentes actions de notre vie comme une série de lignes géométriques devant toujours avoir certains rapports entre elles. A côté de la froide raison, l'imagination, la sensibilité, le cœur, les sens mêmes sont parfois un levier puissant, un mobile d'actions capable d'engendrer de grandes choses. Pour nous en convaincre, nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil sur le livre d'or des gloires féminines, depuis Jeanne d'Arc jusqu'à telle ou telle contemporaine qui, pour avoir été la compagne aimante d'un artiste, d'un littérateur, d'un savant, a exercé sur son œuvre une heureuse influence, et, souvent, a su la continuer.

Et à côté de ces femmes que la renommée désigne à l'admiration de tous, n'y a-t-il pas une multitude innombrable d'héroïnes obscures qui savent se dévouer toute leur vie (ce qui est bien rare chez un homme) et qui acceptent avec une simple mais grandiose résignation d'être

continuellement privées des plaisirs et des joies qui les environnent? N'est-ce pas la meilleure preuve que la sensibilité extrême de la femme, si elle est souvent chez elle une source de faiblesse, est aussi, non moins souvent, une source de force bienfaisante?

Et c'est une pareille force sociale qu'on voudrait imposer à l'Etat le devoir d'enchaîner? Tout au plus peut-on admettre que, sur certains points très strictement déterminés, l'Etat a, non plus le devoir, mais le simple droit de prendre en mains la défense des intérêts de la femme et au besoin contre elle-même. Il est évident, en effet, que la femme est physiquement plus faible que l'homme, qu'elle a reçu une instruction en général moins étendue et que sa vie plus retirée ne lui a pas permis d'acquérir l'expérience que possède tout homme dès l'âge mûr. Il y a donc là *possibilité* pour l'Etat de jouer le rôle de père protecteur qu'on tend de plus en plus à lui imposer.

Et comme nous avons établi plus haut que ce rôle est, en l'espèce, purement facultatif, puisque la femme jouit d'autre part de qualités suffisantes pour se conduire seule dans la plupart des cas, il s'ensuit bien que les mesures de protection de la femme contre elle-même constituent un chapitre nouveau du Paternalisme.

Nous devons enfin en terminant ce chapitre destiné à établir les caractéristiques de l'intervention paternaliste,

montrer sous quelle forme juridique se traduit cette intervention et indiquer les principales restrictions qu'elle entraîne pour les libertés.

Les deux grandes catégories juridiques dont la combinaison forme l'ensemble du droit, — le préventisme et le répressisme, — ont été toutes les deux mises au service du Paternalisme.

Le préventisme, certes, mérite la première place en la matière, car c'est à lui que se réfèrent la plupart des mesures paternalistes ; mais il y a aussi un certain nombre de ces mesures qui ont revêtu la forme répressiste ; les lois sur l'ivresse en sont un exemple. Il en est enfin qu'il est à peu près impossible de ranger sous l'une de ces rubriques plutôt que sous l'autre. Elles sont sur la limite du préventisme et du répressisme et semblent le plus souvent se référer aux deux à la fois. C'est le cas notamment de la loi sur le repos hebdomadaire obligatoire. Elle est préventiste dans son ensemble ; mais elle est aussi répressiste par certains points, puisqu'elle édicte des sanctions pénales contre ceux qui la méconnaissent.

Mais, ce sont là des cas assez rares, et on peut considérer que le légistation paternaliste, dans son ensemble, est préventiste. Aussi tous les adversaires du préventisme condamnent-ils implicitement le Paternalisme. Nous en aurons un exemple plus bas, en étudiant les critiques adressées par Dunoyer à la méthode préventiste (1).

(1) Voyez plus bas, page 63.

Une autre question se pose maintenant : de quelle autorité va émaner l'intervention paternaliste ? Est-ce de l'autorité gouvernementale ? Est-ce de l'autorité législative ? Est-ce de l'autorité régionale ou communale ?

Cette intervention revêt des formes si diverses qu'il serait facile de citer des exemples de mesures paternalistes émanant de chacun de ces différents pouvoirs.

L'autorité gouvernementale intervient en cette matière par des décrets, par des arrêtés ministériels, par des circulaires même ; nous n'en voulons pour preuve que la circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 29 juillet 1910 qui a pour but de réglementer les « appareils à sous » (1).

L'autorité législative intervient plus souvent encore, car, toute mesure paternaliste atteignant forcément quelque liberté, une loi est le plus souvent nécessaire pour en rendre l'exécution obligatoire.

Enfin, il y a un certain nombre de mesures paternalistes dont la nécessité peut ne se faire sentir que dans un rayon assez limité, dans un département, dans une ville, c'est ce qui se présente notamment en cas d'épidémie (2). Dans ces circonstances-là, c'est l'autorité locale qui est la mieux placée pour agir rapidement et en connaissance de cause. Aussi le législateur, lorsqu'il s'est efforcé en 1902 de condenser en un seul texte toutes les

(1) Voyez plus bas, page 187.

(2) Voyez plus bas, page 191, l'étude de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique.

mesures destinées à protéger la santé publique, n'a-t-il pas craint d'accorder au maire de chaque commune et, à son défaut, au préfet, les pouvoirs les plus larges à ce sujet.

Dans les pays organisés en confédérations d'Etats ou de cantons, comme aux Etats-Unis ou en Suisse, il est intéressant de remarquer que presque toutes les lois d'inspiration paternaliste émanent non de l'autorité fédérale, mais de l'autorité législative ou gouvernementale de chaque Etat. On en verra de multiples preuves lorsque nous étudierons, dans un chapitre ultérieur, les mesures destinées à combattre l'alcoolisme. Cela, du reste, s'explique aisément : La population de ces Etats fédéraux étant très composite et formée d'un mélange non seulement de peuples, mais de races, il n'y a à peu près aucune mesure touchant à la liberté de chacun qui pourrait être acceptée dans l'ensemble de la confédération. C'est ainsi que la prohibition de la danse admise dans certains cantons de la Suisse allemande, ne le serait probablement pas dans la Suisse française (1).

Deux autorités différentes peuvent être appelées à assurer le respect des prescriptions paternalistes : l'autorité administrative, s'il s'agit de mesures préventistes ; l'autorité judiciaire, s'il s'agit de mesures répressives, et enfin l'autorité administrative et l'autorité judiciaire réunies, s'il s'agit de mesures à la fois préventistes et répressives.

(1) Voyez plus bas, page 177.

L'autorité administrative agit de bien des manières différentes : par des autorisations (1), par des prohibitions (2), par des constatations (3), etc. Ce rôle de surveillance dévolu à l'administration est même si important que le législateur a été appelé parfois à créer pour l'exercer des organismes nouveaux. C'est ainsi que dans la plupart des pays, — et en France notamment, — on a créé un corps spécial d'inspecteurs du travail.

D'autres fois, l'administration délègue ce rôle de surveillance, au moins en partie, à des organes privés, indépendants, mais sur lesquels, toutefois, elle peut exercer une certaine influence. C'est ce qu'a fait le gouvernement russe en instituant des « curatelles de tempérance », chargées d'empêcher toute infraction à la législation antialcoolique (4).

Le rôle de l'autorité judiciaire est plus simple : elle se borne à appliquer les sanctions prévues par les lois.

Mais la forme préventiste étant, nous l'avons vu, la forme habituelle de l'intervention paternaliste, c'est le rôle de l'Administration qui est, de beaucoup, le plus important.

(1) Voyez plus bas, page 82, l'étude du système anglais des licences en matière de débits de boissons.

(2) Par exemple, l'obligation de fermer les débits de boissons à une certaine heure ; voyez plus bas, page 74.

(3) Voyez plus bas, page 197, ce qui concerne la présentation obligatoire d'un certificat de vaccination.

(4) Voyez plus bas, page 103.

Il en résulte d'assez graves atteintes pour les libertés. Il n'en est aucune peut-être, à part la liberté de conscience, qui n'ait eu à souffrir du développement du Paternalisme. Et ce ne sont pas seulement les libertés politiques qu'il atteint, ce sont, avant tout, les libertés privées, les droits qui semblent être les plus inhérents à la nature même de l'Homme et par suite les plus inattaquables, le droit par exemple de boire telle ou telle liqueur, de travailler plus de douze heures par jour ou de danser en plein air sans se préoccuper d'obtenir au préalable une autorisation souvent refusée.

Nous venons d'examiner ainsi le côté purement théorique de l'intervention paternaliste. Nous l'avons fait assez brièvement, estimant qu'en cette matière, ce qui importe ce n'est pas tant de dissenter sur des abstractions que de montrer par des exemples concrets l'immense étendue et aussi les limites d'un domaine encore peu connu.

CHAPITRE II

PRINCIPALES CAUSES DU DÉVELOPPEMENT MODERNE DES LÉGISLATIONS PATERNALISTES

Le fait essentiel que nous chercherons à mettre en lumière dans les derniers chapitres de cette étude, c'est que le Paternalisme envahit, de plus en plus, tous les domaines et tous les pays.

Depuis telle décision de la municipalité de Hambourg qui interdit aux constructeurs de maisons neuves d'établir des doubles fenêtres s'ouvrant vers l'extérieur, afin d'éviter qu'en se penchant pour les ouvrir ou les fermer, leurs habitants ne risquent de tomber dans la rue, jusqu'aux lois de certains cantons suisses qui interdisent de garnir les lampes à pétrole le soir, ou de laisser du feu allumé la nuit dans une pièce où il n'y a personne pour l'empêcher, le cas échéant, de déclencher un incendie (1), ou jusqu'à cette ordonnance Khédivale du

(1) Voy. notamment, canton de Lucerne : loi sur la police des incendies, 4 décembre 1903 (*Annuaire de législation étrangère*, 1903, page 458).

27 mai 1899 (1), qui réglemente la vente des boissons alcooliques dans le Soudan égyptien, tout semble indiquer que nous nous acheminons vers une réglementation de plus en plus étroite des moindres actions de chaque individu.

Nous avons à rechercher maintenant quelles peuvent être les causes d'une tendance si caractérisée : Nous disons « les causes », car il serait puéril de vouloir attribuer à une cause unique, une tendance si générale et si forte.

L'étude raisonnée de l'Histoire, ou plutôt de ce qu'on appelle depuis quelques années la Philosophie de l'Histoire, nous apprend que chaque grand mouvement d'idées a, non pas une, mais plusieurs causes.

Les unes, résultant des événements antérieurs, sont purement historiques.

D'autres sont la conséquence d'institutions politiques nouvelles.

D'autres encore, déterminées par les transformations économiques qui s'accomplissent sans cesse dans le monde, ont plutôt un caractère social.

D'autres enfin, et ce ne sont pas les moins importantes, résultent de l'évolution continue de la Conscience de l'Homme : ce sont les causes morales. Et elles sont elles-mêmes déterminées par les causes historiques, politiques et sociales dont nous avons parlé en premier lieu.

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1899, page 663.

1° *Causes historiques.* — Si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur l'histoire du xix^e siècle, on est amené à constater que deux grands faits s'en dégagent avec une particulière netteté.

Le premier, c'est une tendance générale à la concentration et à la constitution d'unités nationales solides et fortes.

Le second, qui n'est que la conséquence du premier, c'est la rareté de plus en plus grande des guerres et l'organisation des peuples en vue de la paix.

Il s'en est suivi, tout naturellement, que la plupart des hommes, ayant perdu l'habitude de tourner leur activité vers les arts de la guerre, ont entrevu la possibilité de voir leur vie entière s'écouler sans qu'aucun des si fréquents intermèdes belliqueux d'autrefois vienne détruire, en quelques mois, tout l'effort de leur jeunesse, et ont été amenés, par suite, à demander à l'Etat de défendre, contre tous les dangers secondaires qui la menacent, une existence qu'ils savaient être désormais à peu près à l'abri du danger des champs de bataille.

Un autre fait historique qui semble avoir exercé une assez grande influence sur le développement du Paternalisme, c'est le rôle de plus en plus considérable que jouent dans le monde les peuples anglo-saxons.

Ces peuples anglo-saxons, dont il nous est si difficile, à nous Latins, de comprendre la mentalité, laissent apparaître dans leurs doctrines un rare mélange d'Individualiste et de Paternalisme.

D'une race avant tout pratique, qui a vu le jour et qui s'est développée dans des pays dont le climat et la nature du sol exigeaient, pour nourrir leurs habitants, des qualités incompatibles avec le dilettantisme latin, les Anglo-Saxons ne sont pas de ceux qu'une théorie peut enchaîner ; mais ils savent, au contraire, distinguer l'idée du fait et abandonner la première lorsqu'elle nuit à ce dernier.

Leur législation est avant tout pratique et il ne faudrait pas trop y chercher ces principes généraux qui sont la gloire du Droit romain et qu'on retrouve à la base des législations de tous les peuples latins.

Ils exaltent l'Individu et cherchent à augmenter, par tous les moyens, sa libre initiative, parce qu'ils voient en elle la source féconde de toutes les richesses. Ils exaltent la Liberté, parce qu'elle est un bien en elle-même, et aussi parce qu'elle est l'indispensable condition d'exercice de la libre initiative de chacun.

Mais à partir du moment où l'exercice de cette liberté individuelle, dont toute la législation anglo-saxonne proclame le caractère inviolable, menace d'entraîner pour l'Individu des dangers capables d'avoir une réaction sociale, le principe est tenu en échec par les faits, et le point de vue utilitaire l'emporte sur le point de vue doctrinal. Ce sont les peuples anglo-saxons, en effet, qui, les premiers, ont apporté certaines restrictions à la liberté de l'Individu, afin d'assurer un bien ou d'éviter un mal, pour l'Individu d'abord et pour la société ensuite, par contre-coup.

Dès la première page de son livre sur « L'Etat dans ses rapports avec le travail », Stanley Jevons met très bien en relief cette idée de la supériorité du point de vue pratique sur le point de vue théorique :

« C'est très bien pour les théoriciens, dit-il, et pour
« les philosophes en chambre de discuter sur ce que l'on
« doit faire, mais si les statistiques nous apprennent
« qu'en fait, des milliers de malheureux individus ont été
« écrasés ou mutilés par des machines non clôturées, il
« n'en reste pas moins que ce sont là des malheurs dont
« aucune théorie ne peut affaiblir la gravité (1). »

Une opinion analogue a été encore émise par Sidgwick, dans ses *Elements of politics*. Il écrit à la page 131 :

« Quand il est établi que les hommes sont grande-
« ment sujets à vider leur bourse par le jeu, ou à ruiner
« leur santé par l'opium, ou à s'exposer sciemment à
« des méthodes industrielles dangereuses et qu'il serait
« facile d'éviter, j'estime qu'il serait déraisonnable de
« laisser ces habitudes se perpétuer sans intervenir,
« uniquement par suite de la faveur généralement éta-
« blie en faveur du « laisser faire ».

Aujourd'hui encore, les peuples anglo-saxons ont conservé leur avance dans le domaine du Paternalisme, et si les peuples de race latine tendent à se rapprocher d'eux dans cette voie, ce n'est que par suite de la faveur

(1) STANLEY JEVONS, *The State in relation to Labour*, page 2.

grandissante qui accompagne de plus en plus, dans l'Europe entière, la culture anglo-saxonne, auréolée de tout le prestige que lui donnent ses rapides succès.

Nous avons ainsi examiné les deux grandes causes qui, au point de vue historique, semblent avoir joué le principal rôle dans l'avènement et l'extension du Paternalisme. Nous ne voulons pas dire par là qu'il n'y en ait pas d'autres et que l'étude approfondie de l'histoire du xix^e siècle ou de ses devanciers ne nous fasse connaître d'autres origines historiques du Paternalisme. Bien au contraire, nous ne sommes pas de ceux qui croient aux causes uniques. Elles sont rares dans tous les domaines ; mais en Histoire plus que partout ailleurs.

Cependant, si tous les grands mouvements d'idées ont plusieurs causes, ces causes sont loin d'avoir entre elles la même importance, ni le même degré de certitude.

Nous avons signalé celles qui nous sont apparues comme les plus caractéristiques. Il ne nous appartient pas de pousser plus loin cette étude.

2^e Causes politiques. — Parmi les causes politiques du développement du Paternalisme, il en est une qui domine et résume toutes les autres. C'est, d'un mot, l'avènement de la démocratie.

Que ce soit par une série d'actions et de réactions violentes et subites, comme en France, ou, par une évolution lente mais ininterrompue, comme en Angleterre,

tous les pays d'Europe, et même hors d'Europe, ont conquis un suffrage de plus en plus élargi. Il en est résulté l'arrivée au pouvoir d'une classe sociale, qui n'est plus le Tièrs-Etat, mais ce qu'on appelle aujourd'hui la classe moyenne, et qui constitue assez bien l'intermédiaire entre le Tiers et le Quatrième Etat.

Cette classe nouvellement arrivée au pouvoir manque naturellement de traditions historiques ; mais elle est douée par contre, et c'est la qualité de son défaut, d'une grande souplesse politique et d'un éclectisme éclairé qui lui permet, désertant les solutions traditionnelles de toute classe vieillie au pouvoir, de s'inspirer des exemples puisés chez les autres peuples et de faire toujours plus large le domaine des solutions empiriques.

Si, à ce besoin qui caractérise toutes les jeunes démocraties de compenser par une observation vigilante et une étude approfondie de leurs voisins, leur manque de traditions politiques, l'on ajoute la tendance moderne à un rapprochement de plus en plus grand des mœurs et des législations de tous les peuples, on comprendra aisément comment, tandis que les peuples anglo-saxons puisaient chez les peuples latins les principes et les qualités qui leur faisaient défaut, les Latins et les Slaves, de leur côté, apprenaient des Anglo-Saxons cette pratique des affaires, cet empirisme politique que la complication croissante de la vie moderne rend de plus en plus indispensable.

Il s'ensuit qu'il se produit entre les peuples, ou plutôt

entre les races, un échange de leurs qualités dominantes qui semble à première vue anarchique, mais qui, en réalité, tend à établir entre tous les peuples une sorte d'équilibre, de moyenne de leurs traditions politiques, qui ne saurait produire que d'excellents effets.

C'est ainsi que la vulgarisation de la culture anglo-saxonne dans les pays de l'Europe centrale et méridionale a eu pour effet de donner à la politique de ces pays une certaine tendance utilitaire qui, jusqu'alors, lui faisait complètement défaut. Le Paternalisme, envisagé au moins sous un certain aspect, n'est qu'une forme de cette tendance.

Mais il y a, entre l'avènement de la démocratie et le développement du Paternalisme, un lien de causalité qui apparaît avec une netteté encore plus grande.

Dès que les nouveaux souverains ont eu assuré leur autorité, leur première préoccupation a été de chercher à se protéger chacun contre les principaux dangers qui le menaçaient.

Pendant de longs siècles, l'Individu, considéré comme quantité négligeable, avait été abandonné à lui-même. L'Etat ne considérait comme siennes que ses fonctions essentielles de sécurité et de justice, et il ne songeait même pas qu'il pût en exister d'autres. Quant à assurer le bonheur de ses ressortissants, ou même à protéger chacun d'eux contre certains dangers particulièrement redoutables, il n'aurait vu là qu'une œuvre bienfaisante, qui pouvait être avantageusement poursuivie par quelque

association privée, mais qui dépassait son rôle à lui, Etat.

D'autre part, les dangers qui menaçaient l'Individu étaient bien minimes à côté de ceux qui le menacent aujourd'hui. Dix années de la vie calme de nos ancêtres présentaient moins de tentations et moins de périls qu'une seule journée de notre vie intense.

Or, le jour où le pouvoir est tombé aux mains du plus grand nombre est précisément celui où l'existence de chacun a commencé à devenir périlleuse et compliquée, et où l'homme a eu un besoin de plus en plus grand de se fortifier, pour se prémunir contre de nouveaux et redoutables dangers.

Qu'y a-t-il d'étonnant, dès lors, à ce que les nouveaux souverains aient songé à faire usage de leur autorité d'abord pour se protéger eux-mêmes contre ces risques que leurs ancêtres n'entrevoient seulement pas ?

Il y avait là un terrain tout préparé pour la tendance nouvelle à la protection de l'Individu, et il apparaît ainsi très nettement que la politique sociale, à l'éclosion de laquelle nous avons assisté et dont nous constatons tous les jours les rapides progrès, n'est que la conséquence du suffrage universel.

3° *Causes sociales.* — Avec les causes sociales, nous arrivons aux éléments prépondérants qui ont amené et la naissance et le développement de la législation paternaliste.

Il est manifeste, en effet, que les transformations économiques doivent être rangées parmi les causes principales de la plupart des grands faits historiques et politiques. N'oublions pas que si la théorie marxiste du matérialisme historique est trop absolue en la forme, elle n'en contient pas moins une certaine part de vérité.

« Le moulin à eau, a dit Marx, a créé la société féodale, de même que le moulin à vapeur a créé la société capitaliste. » Nous pouvons ajouter que le développement de la grande industrie a créé le Paternalisme.

Lorsque en étudiant plus haut les causes politiques du développement du Paternalisme, nous indiquions comme une des principales, la complexité et la difficulté croissante de la vie, nous ne le faisons que pour expliquer comment les classes nouvellement appelées au pouvoir avaient été amenées à user de leur autorité dans un but de protection de l'Individu.

Nous avons maintenant à étudier, au point de vue social, cette difficulté croissante de la vie qui, par elle-même et indépendamment de toute autre considération, constitue certainement la cause primordiale du développement moderne des législations paternalistes.

C'est un fait indéniable que l'Homme travaille aujourd'hui plus qu'autrefois. Le développement de la grande industrie, les découvertes nouvelles, la facilité des moyens de communication, le goût, on pourrait presque dire le besoin du luxe correspondant au déve-

loppement corrélatif de l'instruction, sont autant de causes qui expliquent la vie intense que mène l'homme du xx^e siècle, par rapport à ses devanciers.

Une telle manière de vivre comporte de redoutables dangers que ne connaissaient pas nos ancêtres.

C'est ainsi, par exemple, que le groupement d'un grand nombre d'hommes dans un espace restreint, autour des usines ou des centres d'activité comme les grandes villes, a eu pour conséquence le développement de l'alcoolisme.

C'est ainsi que le relâchement de la Famille, conséquence inévitable de la difficulté plus grande de gagner sa vie, entraîne pour l'Etat le devoir de protéger, jusqu'à un certain point, les membres épars d'une collectivité qui aurait trouvé jadis dans son chef une protection suffisante.

C'est ainsi enfin que la grande industrie a créé entre l'employeur et l'employé une différence de situation telle que, si l'Etat ne venait l'empêcher, ce dernier serait obligé d'accepter aveuglément les conditions les plus dangereuses pour sa santé physique ou morale, voire même pour son existence.

Ces quelques exemples, pris entre bien d'autres, suffisent à faire apparaître le rapport étroit de causalité qui existe entre la grande transformation économique du xix^e siècle et le développement de la législation paternaliste. Il suffit, d'ailleurs, pour s'en rendre compte, de remarquer que les mesures paternalistes ont pour

but de remédier à des maux que ne connaissaient pas nos ancêtres et qui sont la conséquence directe ou indirecte du développement de la grande industrie.

Cette transformation complète des conditions de la vie a, du reste, entraîné des changements un peu dans tous les domaines, même dans le domaine moral, et ceci nous amène aux causes les plus immédiates du développement du Paternalisme.

4° *Causes morales.* — Parmi ces causes morales, il en est une qui, par sa généralité, domine toutes les autres : c'est la disparition de l'idée religieuse dans beaucoup de pays et son affaiblissement marqué dans la plupart des autres.

Nous voulons parler ici uniquement des religions se rattachant au groupe chrétien (Catholicisme, Protestantisme et Judaïsme) car les deux autres groupes de religions semblent, au contraire, se développer de plus en plus ; l'Islam compte chaque année par centaines de milliers le nombre de ses nouveaux adeptes, et quant aux religions d'Extrême Orient, elles règnent sur des territoires si vastes et encore si peu connus qu'il serait peut-être présomptueux de parler de leur déclin.

Les religions chrétiennes, au contraire, voient leur autorité s'affaiblir chaque jour avec une rapidité de plus en plus grande, et si le nombre des catholiques, des protestants et des juifs de nom semble rester stationnaire, le nombre des vrais croyants, par contre, et des

pratiquants diminue de jour en jour. C'est là un fait dont la constatation s'impose.

Une telle évolution, — on pourrait dire une telle révolution morale, — n'est pas sans entraîner de graves conséquences. Ce qu'il y a de bienfaisant, en effet, dans une religion et d'important au point de vue social, ce n'est pas l'observation de certains rites, de certaines pratiques extérieures, c'est la discipline morale qui se dégage de l'ensemble de la doctrine.

Or, c'est précisément cette discipline morale qui se désagrège et la survivance actuelle et partielle de la plupart des rites ne peut rien pour l'empêcher de disparaître.

Il en résulte que l'Homme qui, hier encore, se voyait imposer, dès l'enfance, une règle de conduite assez conforme à l'intérêt social et qu'il ne pouvait enfreindre puisqu'elle était d'origine divine, se trouve aujourd'hui seul et sans soutien au milieu du désarroi des doctrines et de la contradiction des théories.

Une seule loi morale subsiste, la seule qui soit éternelle : celle de l'intérêt personnel. Nous ne songeons pas à dénier sa valeur qui est réelle (1), mais si elle peut constituer une excellente règle de conduite pour l'homme fort, instruit et énergique, que sera-t-elle pour l'homme faible ou ignorant, pour l'immense légion des

(1) Voir à ce sujet l'œuvre de Bentham, de Stuart Mill et de toute l'école utilitaire anglaise.

malheureux qui vivent au jour le jour ? Comment pourront-ils envisager l'avenir et se faire une idée juste de leur véritable intérêt, ceux qui sont obligés chaque jour de songer au pain du lendemain ?

Nous ne voulons pas dire que la Religion apportait avec elle le remède à tous les maux ; il n'y a pas de panacée universelle ; mais elle était pour l'homme faible et malheureux, pour la femme et pour l'enfant un guide et un soutien. Ce guide on le délaisse sans cesse davantage et dans quelques années peut-être on le délaissera tout à fait. Et cependant inconsciemment, sans s'en rendre compte, on souffre de son absence et c'est ainsi qu'on demande à l'Etat de remplacer par les règles rigoureuses de la loi, les règles plus malléables et plus souples à l'aide desquelles la religion dirigeait jadis la vie privée de nos ancêtres.

A côté de cette cause religieuse du développement du Paternalisme, il y a d'autres causes morales, qui, pour être d'une portée moins générale, n'en sont pas moins fort importantes. Il nous reste maintenant à les étudier.

La philosophie scientifique de la seconde moitié du XIX^e siècle, le déterminisme transporté du domaine de la physiologie dans celui de la psychologie ont eu certainement pour résultat de diminuer chez l'homme la notion de responsabilité, surtout vis-à-vis de lui-même.

D'autre part, la vie devenant de plus en plus périlleuse, il était naturel, il était humain que l'individu, prompt au découragement, adoptât une attitude voisine du fatalisme

et s'en remît à la puissance publique du soin de le protéger, au besoin contre lui et malgré lui.

Enfin, l'Etat n'est plus, comme autrefois, la chose de quelques-uns ; il est la chose de tous et c'est l'ambition de tous de devenir l'un de ses rouages. Il s'ensuit que l'Etat, aiguillonné d'autre part par la complexité croissante des relations sociales, a été amené à accroître sans cesse son champ d'activité. Rejetant presque au second plan sa fonction de maître, il est devenu le père, et même, à certains point de vue, le serviteur de ses sujets ; lorsqu'il lui arrive encore parfois de parler en souverain, ce n'est plus qu'à la façon de ces vieux serviteurs d'autrefois, qui ne craignaient pas d'opposer leur autorité à celle de leur maître, lorsqu'ils croyaient pouvoir ainsi lui éviter quelque désagrément.

Quoi de plus naturel, dès lors, que l'individu se soit laissé aller à s'en remettre entièrement à l'Etat du soin de le protéger ? Sachant qu'il avait au-dessus de lui celui de tous les protecteurs sur lequel il est le plus aisé de rejeter toutes les responsabilités, il eût été vraiment curieux qu'il consentît à en garder quelques-unes pour lui.

Pour bien comprendre l'influence énorme qu'ont pu exercer ces diverses causes morales sur le développement du Paternalisme, il faut se rappeler enfin qu'elles ont trouvé dans l'état de nos mœurs un terrain merveilleusement préparé. Nous vivons, c'est indéniable, à une époque de « sensiblerie ». Par suite de l'extension (probablement juste et fondée, mais socialement dangereuse) qui a été

donnée à l'idée déterministe, la notion de responsabilité s'est estompée à un point tel qu'on peut dire qu'elle n'a presque plus, en fait, de valeur sociale. Il en est résulté une tendance de plus en plus générale à voir dans les fautes des hommes, soit vis-à-vis de leurs semblables, soit vis-à-vis d'eux-mêmes, beaucoup plus la résultante des conditions de leur vie ou de leurs antécédents que la conséquence d'une action volontaire, positive ou négative.

L'assassin lui-même n'excite plus l'horreur, mais la curiosité d'abord et la pitié ensuite.

Comment s'étonner dès lors que l'homme qui tend à admettre l'irresponsabilité des autres, se refuse à reconnaître l'existence de sa propre responsabilité ?

Il y a là une tendance dangereuse à l'affaiblissement des caractères et des volontés, et cet affaiblissement, par une contradiction étrange, se manifeste précisément à l'époque « des nerfs tendus », à l'époque où tous les hommes dirigent leur énergie vers un but éminemment louable, mais de plus en plus difficile à atteindre : l'élévation sociale.

Comment expliquer la coexistence de cette double tendance : énergie exacerbée d'une part, affaiblissement moral de l'autre ? A première vue, il y a là une contradiction ; mais, si l'on va au fond des choses, on ne tarde pas à constater que les deux éléments sont parfaitement conciliables. Ils peuvent même, à certains points de vue, être considérés comme corrélatifs. Leur synthèse se réalise dans cette maladie moderne : l'arrivisme.

Intention bien arrêtée de réaliser dans sa personne une certaine élévation sociale et, pour atteindre ce but, de fouler aux pieds, si c'est nécessaire, toutes les règles morales, tous les obstacles, quels qu'ils soient, qui pourraient s'opposer à sa réalisation, tel est l'arrivisme.

Nous relevons donc en lui deux éléments : poursuite d'un but, d'une part ; intention, d'autre part, de renverser tous les obstacles matériels ou moraux qui pourraient s'y opposer.

Ce second élément de l'arrivisme n'aboutit à rien moins qu'à la suppression de toute morale, si ce n'est cette morale de la force, dont certains individualistes extrêmes, comme Nietzsche et Stirner, se sont faits les apôtres, sans se douter que détruire la responsabilité de l'homme vis-à-vis de ses semblables, c'était risquer fort de détruire, du même coup, la responsabilité de l'homme vis-à-vis de lui-même.

Ce rapide exposé des principales causes morales du développement du Paternalisme ne serait pas complet si nous ne mentionnions enfin une théorie qui n'est pas nouvelle, mais qui, chaque année, marque de nouveaux succès : c'est l'idée d'après laquelle tous les hommes d'un même pays, et même, pour certains, de tous les pays, formant un même corps, chacun d'eux a *droit* à la protection de tous ; idée noble entre toutes, et capable de servir de base à la morale sociale, capable peut-être même de remplacer, plus tard, sur le terrain de la morale

individuelle, le sentiment religieux qui, jusqu'ici, en avait été pour les masses le principal soutien.

Cette théorie de la solidarité morale de tous les hommes et de la mise en commun de toutes les énergies constitue le côté noble, l'aspect esthétique de la doctrine paternaliste.

Il n'y a pas, semble-il, d'idéal plus grandiose que cette idée du savoir, de l'expérience et de la puissance de tous mises au service de chacun et s'exerçant, au besoin par la force, pour réaliser, par l'intermédiaire de chaque individu, cette harmonie sociale parfaite que le monde n'atteindra vraisemblablement jamais, mais qu'il ne faut cependant pas cesser de poursuivre, d'abord parce que c'est déjà un beau résultat de s'en approcher ; ensuite et surtout, parce qu'à notre époque de réalités, il est bon de conserver un idéal capable encore de susciter l'enthousiasme.

Le Paternalisme se présente ainsi sous deux aspects très différents, suivant qu'on envisage en lui l'homme ignorant et faible qui a besoin de trouver en l'Etat un tuteur pour lui imposer telle ligne de conduite et lui interdire telle autre, ou qu'on envisage, au contraire, la collectivité mettant ses connaissances, sa force et sa volonté au service de chacun pour réaliser, au moins dans une certaine mesure, l'harmonie sociale.

D'un côté, c'est le spectacle mesquin de l'Individu diminué dans sa dignité ; de l'autre, le spectacle grandiose d'une collectivité consciente et énergique, travaillant à

réaliser son perfectionnement par celui de chacun de ses membres.

Ce second aspect de la question a d'autant plus d'intérêt que le perdre de vue conduirait fatalement les hommes doués par eux-mêmes de quelque volonté à se désintéresser du sort de ceux qui leur sont moralement inférieurs, et à répudier toute idée paternaliste. Les hommes forts trouveraient d'ailleurs une approbation de ce dédain instinctif pour les faibles dans les théories de l'école anglaise, qui n'a pas craint d'étendre à tous les phénomènes sociologiques la loi de la sélection naturelle. Herbert Spencer, entre autres, a fort bien mis en lumière cette idée ; pour lui, toute faiblesse, toute infériorité a sa cause en elle-même et ne peut engendrer que faiblesse et infériorité. Tout ce qui est faible doit donc périr *naturellement* et ce serait un crime contre la société de chercher à assurer la survivance de ses pires éléments, crime d'autant plus grand que fortifier les faibles, c'est toujours, du même coup, affaiblir les forts :

« En concurrence avec les membres de sa propre espèce, écrit Spencer, en lutte avec les membres d'autres espèces, l'Individu dépérit et meurt ou bien prospère et se multiplie, selon qu'il est bien ou mal doué. Evidemment un *régime* contraire, s'il pouvait être maintenu, serait, avec le temps, fatal à l'espèce. Si les bienfaits reçus par chaque individu étaient proportionnés à son infériorité, si, par conséquent, la multiplication des individus inférieurs était favorisée et la multiplica-

« tion des individus supérieurs entravée, il en résulte-
« rait une dégénérescence progressive ; et bientôt l'es-
« pèce dégénérée ne pourrait plus subsister en présence
« de l'espèce qui est en lutte et de l'espèce qui est en con-
« currence avec elle (1) ».

Plus loin il ajoute :

« Il y a une idée plus ou moins répandue de tout temps,
« mais proclamée de nos jours avec grand fracas, à sa-
« voir que toute souffrance sociale peut être écartée et
« que c'est le devoir de l'un ou de l'autre de la faire dis-
« paraître. Les deux opinions sont fausses, séparer la
« souffrance de la mauvaise action, c'est lutter contre la
« nature des choses et amener une quantité de souffrances
« encore plus grande. Epargner aux hommes la punition
« naturelle d'une vie dissolue, nécessite à l'occasion l'in-
« fliction de punitions artificielles dans les cellules soli-
« taires, sur les moulins à marcher, et avec le fouet (2) ».

C'est la condamnation, au nom de l'intérêt social, du Paternalisme tout entier.

Mais ce n'est pas seulement en se basant sur les théories darwiniennes de sélection des espèces qu'on a dénoncé le péril moral et social de l'intervention abusive de l'Etat dans le domaine propre de chaque individu.

Bien avant 1859, date de la bruyante apparition de

(1) Herbert SPENCER, *L'Individu contre l'Etat*, page 97. — Voyez encore sur cette même idée du bienfait social de l'écrasement des faibles par les forts, même ouvrage, pages 100 et 101.

(2) H. SPENCER, *L'Individu contre l'Etat*, pages 27 et 28.

L'ouvrage de Darwin sur « l'origine des espèces par voie de sélection naturelle » qui peut être regardé comme le point de départ de la doctrine de Spencer, dès 1845, un économiste français, Charles Dunoyer, s'élevait contre l'abus du préventisme (1). Il serait facile de relever maintes pages de son livre sur la « Liberté du Travail », condamnant implicitement l'Interventionnisme tout entier et *a fortiori* le Paternalisme. Nous nous bornerons à citer un seul passage de son ouvrage qui met fort bien en relief les dangereuses conséquences d'un abus d'intervention de la part de l'État :

« Au tort d'amortir ainsi l'activité des populations, le
« régime préventif ajoute celui de nuire aux progrès de
« leur intelligence. La conséquence est naturelle et pour
« ainsi dire forcée. Tous les genres d'activité se tiennent,
« et l'on conçoit aisément que ce qui diminue le mouve-
« ment des travaux et des affaires doit ralentir aussi celui
« des idées. Il y a d'ailleurs dans la tutelle sous laquelle
« ce régime retient les hommes à tant d'égards, et dans
« la censure préalable qu'il fait subir à la plupart de leurs
« projets, quelque chose qui nuit à la sagacité de l'es-
« prit, à la sûreté du jugement ; et qui prévient l'expé-
« rience, qui ne va pas sans liberté et sans responsabi-
« lité.

« La conséquence est que chez un peuple ainsi conduit

(1) Le préventisme, tel que le comprend Dunoyer, ne se confond pas avec le paternalisme, mais il le renferme presque tout entier.

« comme par la main, l'esprit d'entreprise doit demeurer relativement faible ; et, pour s'en convaincre, il n'y a qu'à comparer cet esprit, tel qu'il existe chez nous, à ce qu'il est resté chez les nations qu'on a laissées davantage à leur libre arbitre, en Angleterre et aux Etats-Unis, par exemple. N'est-il pas malheureusement de notoriété, en effet, que notre nation, malgré la vacuité d'esprit et l'ardeur de caractère qui lui sont naturelles, se trouve à cet égard fort en arrière des deux peuples qui viennent d'être nommés, et qu'en fait de travaux de beaucoup d'espèces, elle est infiniment moins expérimentée, moins sûre d'elle-même, et, par suite, moins entreprenante et moins hardie qu'ils ne le sont.

« Un autre effet qui se confond, pour ainsi dire, avec celui-là, c'est qu'à force de voir le gouvernement se mêler à toutes leurs affaires, les populations contractent la triste habitude de ne pouvoir se passer de lui pour rien, d'invoquer à tous propos son assistance, de n'oser rien entreprendre d'un peu considérable sans son concours, et de travailler ainsi elles-mêmes à entretenir l'état de faiblesse et d'inexpérience où il les retient.

« Une autre conséquence des mêmes dispositions, c'est leur tendance à imposer au gouvernement une responsabilité sans bornes, et, à force de le voir se mêler directement de tout, à le rendre responsable de tout, à n'accuser que lui des maux qu'elles éprouvent,

« du mauvais succès de leurs spéculations, de l'encom-
« brement des marchés, de l'inégalité des conditions, de
« l'infortune des classes les moins heureuses, et finale-
« ment à vouloir toujours lui demander compte du ré-
« sultat de leur sottise ou de leur folie. Disposition
« d'esprit détestable et précisément contraire à celle qu'il
« faudrait leur inspirer ; car qu'y aurait-il de plus dési-
« rable que de les accoutumer à voir les causes de leurs
« maux où elles sont véritablement, c'est-à-dire en elles-
« mêmes, et à leur inspirer le sentiment de leur propre
« responsabilité (1). »

Et quelques pages plus loin (2), faisant ressortir l'avantage qui résulte pour le corps social de la diversité de chacun de ses membres, il montre bien le danger d'une conception législative enlevant à chaque homme toutes les qualités qui constituent sa personnalité et ne lui laissant que ce qui serait en harmonie avec le type uniforme consacré par le législateur.

La vérité n'est pas, selon nous, dans une solution aussi absolue ; elle est plutôt, semble-t-il, dans une juste combinaison de l'Individualisme et du Paternalisme appropriée au temps, au lieu et aux individus visés par telle ou telle mesure. C'est, du reste, l'opinion des au-

(1) DUNOYER, *De la liberté du travail*, tome I, pages 302, 303 et 304.

(2) Voyez *id.*, page 309.

Jacques Delpy.

teurs anglais qui, comme Stanley Jevons (1) et Sidgwick (2), ont étudié le problème de la *paternal interference*.

Selon eux, le degré d'intervention paternaliste admissible est uniquement une question d'espèce qui dépend d'un grand nombre de considérations telles que l'état moral du pays, le degré d'instruction, les usages industriels et sociaux existants, le degré de solidarité des citoyens entre eux, etc.

Nous ne saurions mieux faire sur ce point que de citer intégralement la conclusion du chapitre que Sidgwick a consacré à cette question :

« En résumé, écrit-il, il est bon de faire remarquer que
« le développement que devra atteindre, dans un Etat
« moderne, l'intervention dont il a été question dans ce
« chapitre dépendra de considérations variables, dont le
« plus ou moins de puissance ne peut pas être apprécié
« ici. C'est ainsi qu'il faut faire entrer en ligne de compte
« l'état des mœurs et des idées dans le pays, — la con-
« damnation par le mépris public d'une conduite mal-
« faisante pouvant en rendre la répression par la loi
« inutile, — la diffusion de l'instruction dans les masses,
« les habitudes industrielles et sociales actuellement do-
« minantes et le développement des habitudes de coopé-
« ration volontaire entre citoyens (3). »

(1) STANLEY JEVONS, *The State in relation to labour*.

(2) SIDGWICK, *The elements of Politics*.

(3) SIDGWICK, *The Elements of Politics*, pages 135 et 136.

L'importance de l'idée de causalité en matière sociale est telle que nous avons été entraînés logiquement à dépasser le cadre que nous nous étions tracés dans ce chapitre, et à passer de l'idée de cause à celle de résultat, ou plutôt de plus ou moins grande *désirabilité* de ce résultat ; mais cette seconde idée nous n'avons fait que l'effleurer, nous réservant de l'approfondir lorsque nous étudierons, dans un chapitre ultérieur, s'il y a une limite que le Paternalisme ne doit pas dépasser et, le cas échéant, quelle est cette limite.

Si, maintenant, nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur les causes plus ou moins complexes du développement du Paternalisme que nous venons de relever, nous constaterons qu'en somme la législation paternaliste, fille de la vapeur et du bulletin de vote, est à la fois la résultante et l'expression même de l'évolution si rapide qui, au cours du xix^e siècle, s'est produite corrélativement dans tous les domaines.

C'est dire que ce n'est pas un mouvement qu'on puisse dédaigner, ni combattre aveuglément. C'est une situation de fait, qui s'impose et, semble-t-il, s'imposera de plus en plus à l'homme du xx^e siècle. On peut chercher à limiter son domaine, si l'on juge cette tendance dangereuse, mais il serait aussi pueril de chercher à la nier qu'à l'anéantir.

CHAPITRE III

LE PATERNALISME ET LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

Nous venons tour à tour de chercher à définir le Paternalisme et à préciser quelques-unes des causes de son développement de plus en plus grand. C'était le prélude indispensable d'une étude d'ensemble sur cette question. Il nous reste maintenant à étudier en elles-mêmes les principales mesures paternalistes.

Commençons d'abord par les principales et les moins critiquables : celles qui ont pour but de protéger l'homme contre le péril alcoolique.

Ce qui rend pour nous à la fois particulièrement intéressante et particulièrement délicate l'étude des législations tendant à prévenir les progrès de l'alcoolisme, c'est que ces législations présentent au premier chef le caractère mixte que nous avons déjà maintes fois signalé comme la grosse difficulté qui s'oppose à toute détermination précise du domaine paternaliste. Nous voulons dire par là que la législation anti-alcoolique poursuit à

la fois un triple but : but individualiste, but social, but national, et qu'il est quasi impossible de discerner dans quelle mesure chacun de ces différents intérêts a influencé le législateur. Il est peu de questions, en effet, sur lesquelles on puisse constater une solidarité d'intérêts aussi complète entre l'Individu, la Famille et le pays tout entier. Tous les trois ont intérêt à ce que la consommation de l'alcool soit aussi limitée que possible : l'Individu ; parce que l'habitude des boissons alcooliques est pour lui le prélude de toutes les déchéances physiques et morales, parce que l'alcool, comme le disait, dans un magistral discours, le docteur Lannelongue, alors député, à la séance de la Chambre du 6 juin 1895, « entame et « désorganise le système nerveux, et amoindrit dans de « notables proportions la force de résistance que l'homme « sain peut opposer aux épidémies (1) », parce que l'alcool, en affaiblissant et en détruisant peu à peu ses forces physiques et morales, le rend incapable de se conduire honnêtement et de gagner sa vie.

C'est aussi l'intérêt de la Famille, parce qu'il suffit qu'un seul de ses membres soit un dipsomane pour que le malheur s'abatte sur tous. Non seulement, en effet, ce membre gangrené d'un corps sain ne profitera en rien à la collectivité familiale, mais encore il l'appauvrira, en l'obligeant à faire les dépenses indispensables pour soutenir sa vie inutile ; parfois même, il lui fera

(1) *Journal Officiel*, Séances de la Chambre, 1895, page 1602.

supporter le prix de son vice. C'est l'intérêt de la Famille, parce que l'alcoolique, irascible et brutal, insulte et bat sa femme et ses enfants, et devient pour ces derniers soit un redoutable exemple, soit, ce qui n'est pas moins à redouter chez un père, un objet de mépris.

C'est aussi l'intérêt de la Société, parce que la Famille, malgré les attaques qui sont dirigées contre elle, constitue le cadre essentiel de la vie sociale, et que tout ce qui affaiblit la Famille affaiblit aussi la Société. C'est l'intérêt de la Société, parce que l'alcoolisme est le grand pourvoyeur des hôpitaux, des asiles d'aliénés et surtout des prisons ; parce qu'il nous prépare enfin une génération d'êtres incomplets.

Il a été constaté, en effet, à la suite d'observations qui, ayant porté sur un très grand nombre de cas, ont une réelle valeur scientifique, qu'il manque toujours quelque chose à un fils d'alcoolique. Si ce n'est pas une infirmité physique, c'est une infirmité morale dont il sera atteint, et la plus fréquente comme la plus dangereuse. De ces infirmités, c'est l'absence complète de la notion du bien et du mal.

C'est enfin l'intérêt de la Nation, parce qu'il est de toute évidence, que les pays où l'alcoolisme, même sans se développer, reste stationnaire, verront leur population d'infirmes, d'idiots, de non-valeurs sociales, croître sans cesse et suivant une progression forcément de plus en plus rapide ; et il en résultera fatalement que ces malheureux pays seront, vis-à-vis de leurs rivaux, dans

un état d'infériorité de plus en plus sensible tant sur le terrain des luttes pacifiques du commerce et de l'industrie que, le cas échéant, sur les champs de bataille.

Il résulte de cette union de tous les intérêts contre l'alcoolisme qu'il est bien difficile de dire si c'est l'Individu, la Famille, la Société ou la Nation que le législateur cherche à protéger. La solution la plus simple, et probablement la plus rapprochée de la vérité, ne consiste-t-elle pas à dire qu'il voudrait les protéger tous à la fois ?

C'est par suite de cette impossibilité de distinguer nettement les intentions du législateur en cette matière que l'on fait rentrer communément dans le domaine du Paternalisme toutes les mesures destinées à enrayer les progrès de l'alcoolisme. C'est une solution un peu large du problème ; mais elle présente l'inappréciable avantage d'éviter des distinctions d'une trop grande subtilité. Ces mesures anti-alcooliques constituent même à l'heure actuelle le principal champ d'activité du Paternalisme. Nous devons donc leur réserver ici une place toute spéciale ; mais, malgré tout, le caractère de généralité de cette étude ne nous permettra pas de traiter à fond l'immense question des remèdes contre l'alcoolisme. Ce serait sortir du rôle que nous nous sommes tracé. Nous nous bornerons donc à indiquer les principaux remèdes qui ont été proposés ou expérimentés et à essayer de déterminer leur nature juridique d'une part et leur valeur pratique de l'autre.

On a employé pour combattre l'alcoolisme les remèdes les plus variés. Nous les rangerons, pour plus de clarté, sous deux grandes rubriques.

La première, qui sera aussi la plus importante, comprendra les mesures préventistes.

La deuxième, les mesures répressistes.

Nous ferons rentrer dans le domaine du préventisme, toutes les mesures ayant pour but d'enrayer les progrès de l'alcoolisme, même si, pourvues d'une sanction pénale, elles semblent à première vue rentrer dans le domaine du répressisme. C'est ainsi, par exemple, que nous considérerons comme d'ordre préventiste, les mesures qui interdisent aux débitants de boissons d'exercer leur commerce au delà de certaines heures de la nuit, bien que l'infraction à ces mesures doive entraîner pour eux une peine d'amende ou d'emprisonnement.

Nous considérerons comme répressiste, au contraire, toute mesure destinée, non pas à prévenir le mal, mais à le punir ou à y remédier ; et ici par le mal nous entendons, non pas l'infraction aux règles imposées par la loi ou le règlement, mais le fait même que la législation antialcoolique a pour but de prévenir, c'est-à-dire l'intoxication, définitive ou momentanée. Ainsi, nous croyons devoir faire rentrer dans le répressisme, non seulement les lois contre l'ivresse, qui en font manifestement partie, mais même les lois ayant plutôt un caractère de protection de l'alcoolique, telle que la loi anglaise sur les buveurs d'habitude, bien que nous soyons obligés, pour le

bon ordre de cet exposé, d'étudier cette loi en même temps que les mesures préventistes.

1° *Mesures préventistes.* — Le système préventiste le plus simple consiste à réglementer rigoureusement les droits et les devoirs des débitants de boissons. C'est pour l'Etat l'exercice d'un droit indiscutable. Il y a peu de pays où les débits de boissons ne soient pas soumis à certaines règles spéciales, relatives soit à leur aménagement, soit aux conditions ou aux heures auxquelles ils peuvent rester ouverts. L'observation prouve, en effet, que, parmi tous les lieux publics, les débits de boissons sont ceux qu'il est le plus nécessaire de surveiller ; d'abord, parce qu'ils servent d'asile à toute une population flottante sans domicile fixe bien déterminé, qui, plus que toute autre, doit retenir l'attention de la police. C'est dans les cabarets bien souvent que se réunissent les criminels et les maraudeurs ; c'est là que parfois ils préparent leurs méfaits. En outre, l'absorption qu'on y fait de boissons excitantes tend à y rendre plus fréquentes que partout ailleurs les rixes, les violences, le tumulte, en un mot, les atteintes de toutes sortes à la paix publique. Enfin, il est reconnu par tout le monde que, dans les grandes villes comme dans les chefs-lieux de canton, ce sont les cabarets qui servent de quartier général à la prostitution.

« Il y a évidemment, écrivait en 1894 le docteur Bian-
« quis, un courant continu de l'intempérance alcoolique

« à la débauche et de la débauche à l'alcoolisme. Chacune de ces inclinations vicieuses attise l'autre. En permettre la réunion et en tolérer la satisfaction dans un même endroit, marque une imprévoyance impardonnable et un incompréhensible mépris de la santé physique, intellectuelle et morale (1) ».

Aussi les débits de boissons ont-ils toujours été soumis à une certaine surveillance de la part de la police, et leurs tenanciers contraints de fermer leurs portes à une certaine heure.

Mais, ce ne sont là que des mesures générales destinées à faciliter le maintien du bon ordre public, et qui sont tout à fait insuffisantes pour lutter efficacement contre les progrès de l'alcoolisme. Interdire le débit des boissons entre minuit et six heures du matin, c'est évidemment très bien ; mais, il est manifeste que les buveurs consomment plus d'alcool entre huit heures et dix heures du soir qu'ils n'en consommeraient dans tout le reste de la nuit si les débits restaient ouverts.

C'est donc à une réglementation beaucoup plus sévère qu'il faut recourir, et même à une réglementation qui côtoie presque la prohibition.

C'est ainsi que la loi hollandaise du 16 avril 1885 (2)

(1) *Rapport* du Dr BIANQUIS au Congrès de l'Association protestante pour l'étude pratique des questions sociales, tenu à Montauban en 1894, page 108.

(2) « Loi pour réglementer la vente en détail des boissons fortes et réprimer l'ivresse publique. » *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 384.

interdit pour l'avenir de cumuler un débit de boissons avec d'autres commerces, « afin que personne ne soit « contraint d'entrer dans un débit de boissons pour acheter autre chose ».

C'est là une mesure très intéressante et basée sur une observation très juste, à savoir que beaucoup d'alcooliques boivent sans avoir soif et uniquement parce que l'occasion s'en présente à eux. Par conséquent, si l'on parvient à rendre ces occasions moins fréquentes, il est manifeste qu'ils boiront moins.

On peut rapprocher cette mesure de la loi française du 7 novembre 1909 (1) « sur le mode de paiement des salaires », qui, dans le but de prévenir les abus connus sous le nom de truck system, et de lutter contre les progrès de l'alcoolisme, interdit à l'employeur d'effectuer la paie de ses ouvriers dans des locaux où ils pourraient être naturellement incités à des consommations inutiles ou nuisibles, et notamment dans des débits de boissons.

En Angleterre, cette interdiction existe depuis le règne d'Edouard IV.

C'est encore la même idée qui a inspiré l'article 25, paragraphe 1^{er} de la loi suédoise du 29 mai 1885 (2) :

« Dans les campagnes, la vente de l'eau-de-vie en « détail ou à la consommation, est interdite dans un

(1) *Journal Officiel*, 8 décembre 1909, page 41638.

(2) « Loi sur les conditions de la vente des eaux-de-vie et des autres liqueurs. » *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 524.

« rayon de 0,2 mille des lieux où se tient une vente aux
« enchères, un marché, une foire, une convocation
« pour la perception des impôts ou un exercice mili-
« taire ».

C'est une mesure qui doit produire d'excellents effets, car c'est précisément dans les cas énumérés par cet article que les personnes, ainsi éloignées de leur domicile, sont les plus portées à se rendre au cabaret, pour y boire, le plus souvent sans avoir soif.

Et l'article 31 de cette même loi vient encore renforcer cet article, puisqu'il ajoute : « Dans les boutiques
« ouvertes au public où se fait un autre commerce que
« celui de l'eau-de-vie, et dans les ventes aux enchères,
« la distribution d'eau-de-vie, *même gratuite*, est inter-
« dite ».

Signalons enfin, dans le même ordre d'idées, l'art. 21 de la loi norvégienne du 24 juillet 1894 (1) :

« Le fait de servir ou de livrer des spiritueux à l'occa-
« sion d'une vente, dans les boutiques ou autres lieux pu-
« blics de vente, ou à cette même occasion, lors des
« pêcheries ou des visites aux Finnois de la montagne,
« dans leurs villes ou près de leurs troupeaux, sera con-
« sidéré comme vente illicite de spiritueux, *alors même*
« *qu'il aurait eu lieu sans rémunération.* »

« Il en sera de même lorsque ceux qui, contre paie-
« ment, servent à boire ou à manger, tiennent des jeux

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1894, page 755.

« de quilles ou de billard ou exercent un métier analogue, « bien que non autorisés à la vente au débit, serviront « *sans rémunération* des spiritueux à leurs hôtes. »

On remarque que dans ces différents articles de loi, la préoccupation paternaliste du législateur est particulièrement manifeste. Il semble bien, en effet, que lorsqu'il interdit la distribution d'eau-de-vie même faite gratuitement, dans les boutiques ou à l'occasion des ventes aux enchères, le législateur a songé à protéger chaque individu contre des entraînements contraires à son intérêt, entraînements provoqués par l'absorption exagérée de spiritueux.

L'article 28 paragraphe 1^{er} de cette même loi norvégienne de 1894 va encore plus loin dans ses préoccupations paternalistes : comme il est plus nuisible pour la santé de boire à jeun que de boire en mangeant ou après avoir mangé, il oblige les débitants de boissons à vendre aussi des aliments préparés.

Ce sont là des mesures intéressantes, et même fécondes en résultats ; mais leur portée est assez restreinte, et, en outre, elles sont restées localisées dans les différents pays où elles ont pris naissance.

Voyons maintenant s'il n'y a pas des mesures d'une portée plus générale et ayant trouvé leur application dans différents pays.

Une première mesure de ce genre consiste à interdire la vente au détail des boissons à certains jours de l'année et à certaines heures de la journée.

C'est ainsi que l'article 14 de la loi norvégienne du 18 juin 1884 (1) donne aux syndics de chaque ville le droit de désigner certains jours et certaines heures où le débit des boissons sera interdit.

Une mesure analogue est édictée par l'article 26 de la loi suédoise du 29 mai 1885 (2), « sur les conditions de la vente de l'eau-de-vie et des autres liqueurs ».

L'article 17 de la loi du 24 octobre 1885 (3) devait enfin étendre cette disposition relative à la limitation des jours et heures de vente, au débit même du vin, des boissons fermentées, du café et des autres boissons préparées non spiritueuses.

Que penser de ces dispositions? Il est évident qu'elles doivent avoir une certaine efficacité, car les jours où le débit sera interdit seront précisément ceux où les consommateurs auraient pu se rendre le plus facilement dans les cabarets, les jours de repos, par exemple, le dimanche, ou à certaines heures de la soirée, après le travail du jour. On ne peut donc nier l'efficacité de ces mesures, mais il semble bien difficile de soutenir qu'elles ne constituent pas une atteinte grave à la liberté de l'Individu (4).

(1) « Loi sur le débit et la vente au détail de la bière, du vin, de « l'hydromel et du cidre dans les villes et bourgs. » *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1884, page 615.

(2) *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 521.

(3) *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 542.

(4) Nous n'avons en vue ici, bien entendu, que la liberté du consommateur.

Sans doute, la législation antialcoolique contient par essence même certaines restrictions à la liberté, mais il semble qu'on pourrait (et nous aurons à étudier plus loin des dispositions législatives qui semblent réaliser assez bien ce double but), il semble qu'on pourrait, tout en prenant une série de mesures indirectes pour détourner autant que possible les individus du cabaret, maintenir et sauvegarder le droit absolu pour chacun et la possibilité de s'y rendre, s'il le veut.

Une autre mesure qu'on retrouve également dans un grand nombre de législations, et qui est beaucoup moins vexatoire (au moins pour le consommateur) consiste à refuser aux débitants toute action pour réclamer en justice le prix du vin vendu à crédit. Cette disposition est d'autant plus intéressante, — tous ceux qui ont étudié la question sont unanimes à le reconnaître, — que la vente à crédit chez les marchands est doublement dangereuse : d'abord au point de vue de l'alcoolisme, parce que, rendant la consommation plus facile, elle tend à l'augmenter et, en second lieu, au point de vue de l'intérêt pécuniaire de l'ouvrier ou du paysan victime de ce prétendu avantage. Il y a là un phénomène psychologique assez facile à comprendre ; il semble aux consommateurs d'une certaine classe sociale qu'acheter à crédit est moins coûteux pour eux qu'acheter au comptant.

C'est donc une excellente mesure que celle qui interdit aux débitants de réclamer en justice le prix des boissons vendues à crédit, car le résultat inévitable de cette

mesure sera de supprimer ou, tout au moins, de restreindre considérablement la vente à crédit. Notons du reste à ce sujet que les lois contre l'alcoolisme qui semblent jusqu'à présent les plus fertiles en résultats ne sont pas les plus sévères, ni les plus générales, mais celles qui édictent des mesures de détail, en apparence peu importantes, mais basées sur l'observation psychologique des faits.

L'idée de refuser aux débitants toute action pour le recouvrement des créances résultant des boissons vendues par eux, n'est pas nouvelle. Elle remonte même à l'heureux temps où l'alcoolisme était encore tout à fait inconnu, puisque nous en relevons la trace dans l'article 126 de la Coutume de Paris : « N'ont les taverniers
« et cabaretiers aucune action pour vin ou autres choses
« par eux vendus en détail par assiettes en leurs mai-
« sons » (1).

Mais il nous faut arriver à la loi autrichienne du 19 juillet 1877 (2) pour trouver une mesure de ce genre destinée cette fois dans l'esprit du législateur, à enrayer les progrès de l'alcoolisme. L'article 2 de cette loi dispose en effet :

« Les créances contre des consommateurs pour four-

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1887, page 606, note 2.

(2) « Loi pour la répression de l'ivrognerie, applicable dans les
« royaumes de Gallicie et de Lodoménie y compris le grand duché
« de Cracovie, et dans le duché de Bukowine. » — Voy. *Annuaire de
législation étrangère*, 1877, pages 207 et 210.

« nitures de boissons spiritueuses dans des auberges ou
« débits de boissons ne donnent pas d'action si celui qui
« a consommé à crédit n'avait pas encore acquitté, au
« moment où les boissons lui ont été fournies, une dette
« du même genre envers le même créancier. Ces créances
« n'entrent pas en compensation avec les créances de
« celui qui a consommé à crédit. »

Dans le même sens, la loi du canton de Vaud du 29 mai 1888 (1) dispose que « toute personne qui estime
« avoir à se plaindre de l'exagération d'un compte d'auberge ou de cabaret peut s'adresser au juge de paix,
« qui a compétence pour régler le compte sommairement et définitivement ».

La même disposition est édictée par l'article 34 de la loi suédoise du 29 mai 1885 (2), que nous avons déjà eu l'occasion de citer :

« Nul n'est recevable à réclamer le paiement d'eau-de-vie vendue à crédit à la consommation.

« Il en est de même pour l'eau-de-vie vendue au détail à crédit pour moins de 3 litres. »

Et cette mesure est encore reproduite pour la vente du vin, du café et autres boissons préparées non spiritueuses, par l'article 17 de la loi du 24 octobre 1885 (3).

(1) « Loi sur la vente au détail de boissons alcooliques et sur la police des établissements destinés à cette vente. » *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1888, page 737.

(2) *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 521.

(3) *Voy. Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 542.

Enfin, il y a une mesure d'une portée plus générale : celle en vertu de laquelle nul débit ne pourra être ouvert sans une autorisation administrative préalable. C'est ce qu'on appelle le système des Licences.

Il semble avoir pris naissance en Norwège, puisque nous y trouvons, dès 1866, deux lois du 26 mai (1), qui subordonnent à une autorisation préalable, le droit de vendre du vin au débit, c'est-à-dire destiné à être consommé sur place.

Cette mesure produisit de si excellents effets que les législateurs norvégiens étendirent encore son champ d'action au débit de la bière, du vin et de l'hydromel par la grande loi du 18 juin 1884 (2), que nous avons déjà citée et qui doit être regardée beaucoup plus comme une codification de la législation antérieure que comme contenant des dispositions nouvelles.

L'article 2 renforce encore la portée de cette loi en prouvant que l'autorisation n'est pas une vaine formalité, puisqu'elle pourra être refusée à certains.

De plus, cette autorisation n'est pas permanente. Sa durée de validité sera déterminée par les syndics, et, en aucun cas, elle ne pourra dépasser trois ans (article 6).

L'article 22 va plus loin encore puisqu'il pose le prin-

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, page 615.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, page 615. Comme on le verra plus loin, les mesures édictées par cette loi et que nous exposons ci-dessous, ne sont plus aujourd'hui en vigueur, la loi du 24 juillet 1894 y ayant apporté de nombreuses modifications.

cipe de la spécialisation possible des Licences, spécialisation portant sur les différentes boissons qu'elles donnent l'autorisation de débiter :

« L'autorisation de vendre de la bière peut être limitée à certaines espèces de bière » (1).

Un système analogue, quoique moins sévère dans ses détails, a été établi en Angleterre par le Licensing Act de 1872 (2).

Aux termes de l'article 3 de cette loi, il est défendu de « vendre ou mettre en vente des liqueurs enivrantes pour « être achetées au détail, sans être muni d'une licence « régulièrement délivrée à cet effet et dans un endroit « autre que celui qui est déterminé dans la licence ».

Un act canadien du 25 mai 1883 (3) devait reprendre le système des licences et même l'aggraver, puisqu'il oblige les licenciés à fournir un cautionnement, et limite le nombre de ces licenciés suivant la population.

Dans le même sens encore, la loi du canton de Vaud du 29 mai 1888 (4) décide qu'à la demande des autorités communales et lorsqu'il sera constaté que le nombre des établissements existants est suffisant pour les besoins

(1) Article 22.

(2) « An act for regulating the sale of intoxicating liquors. » Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1872, page 40.

(3) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1883, page 854.

(4) Loi sur la vente en détail des boissons alcooliques. Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1888, page 737.

d'une localité, le Conseil d'État pourra refuser l'octroi de nouvelles patentes (1).

La loi autrichienne du 23 juin 1881 contient une disposition analogue et établit, en outre, un impôt spécial sur tous les débitants de boissons alcooliques. On retrouve la même idée dans l'article 11 de la loi norvégienne du 18 juin 1884 (2) qui permet aux « syndics et « représentants de soumettre la licence à une redevance « spéciale ».

Le système des Licences fonctionne aussi en Suède, depuis la loi du 29 mai 1885 (3), que nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de citer. Cette loi prend même un luxe inouï de précautions dans le but d'éviter qu'on n'accorde plus de licences qu'il n'est nécessaire. On en jugera par son article 8, paragraphes 2 et 3 :

« Tous les ans, dans les villes, l'administration municipale, sur l'avis du conseil municipal ou des représentants, adresse au préfet un rapport faisant connaître « si le droit de vendre l'eau-de-vie au détail avec ou sans « consommation peut être accordé à d'autres personnes « pour 3 ans au plus, et propose dans ce cas le nombre « de licences à accorder, et les quartiers de la ville où « il convient de les accorder, s'il y a lieu de régler aussi « ce point. »

(1) Gesetz vom 23 juin 1881, betreffend den Handel mit gebrannten geistigen Getränken den Ausschank und den Kleinverschleiss derselben. — Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1881, page 301.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, page 615.

(3) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 521.

« Le préfet prononce, et informe de sa décision l'autorité municipale. Toutefois, l'allocation de nouvelles licences ne peut être décidée contrairement à l'avis du Conseil municipal et de l'administration municipale, s'ils sont d'accord, et le nombre n'en peut pas non plus être fixé plus haut qu'ils ne l'ont proposé d'accord. »

En outre, les licences ne sont pas accordées à l'amiable, mais moyennant une redevance, et aux enchères (articles 9 et 18).

C'est encore cette même idée qui inspire le législateur alsacien-lorrain lorsque, en 1880, il décide d'élever le prix de la licence des débitants pour diminuer par contre coup le nombre des débits (1). Les travaux préparatoires font ressortir le caractère nettement paternaliste de cette loi, et la réduction, quelques articles plus loin, de trois marks à un mark cinquante du droit de circulation sur les vins vient encore souligner les intentions du législateur.

On peut discuter sur la question de savoir jusqu'à quel point ce système des licences présente un caractère paternaliste. On peut même, à première vue, lui dénier ce caractère, puisqu'il semble n'imposer de contrainte qu'au débitant, et nullement au consommateur. Mais, si l'on va au fond des choses, on est amené à reconnaître qu'en dernière analyse, la contrainte porte bien sur le

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1880, page 194.

consommateur, puisque la limitation légale du nombre des débits n'a d'autre but que de diminuer la consommation, c'est-à-dire d'exercer une contrainte indirecte sur chaque consommateur. Ceci nous amène à répéter ce que nous disions au début de ce chapitre : à savoir qu'il faut envisager, non l'apparence, mais le fond des choses, et reconnaître le caractère paternaliste à toutes les mesures antialcooliques, même si elles semblent ne pas réunir toutes les caractéristiques que nous avons reconnues comme propres au Paternalisme.

Enfin, il y a un système plus perfectionné encore que celui des licences, c'est le système de Gothenbourg. Il consiste à n'accorder la licence qu'à des sociétés de tempérance qui, s'étant interdit par leurs statuts le droit de faire des bénéfices, ou, tout au moins, de conserver pour elles les bénéfices qu'elles pourraient faire, n'ont aucun intérêt à ce que la consommation de spiritueux s'accroisse. C'est le système actuel des pays scandinaves.

Nous avons vu précédemment que la loi norvégienne du 18 juin 1884, tout en permettant encore d'accorder des licences à des particuliers réunissant certaines conditions d'âge et de moralité, prévoyait déjà et cherchait à répandre de plus en plus l'attribution des licences à des sociétés constituées dans ce but et s'engageant (article 7 de la loi) à employer leurs bénéfices à des objets d'intérêt public (1).

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, page 615.

Un an plus tard, c'est la Suède qui adopte le système et qui cherche à introduire chez elle des sociétés du type norvégien (1).

L'article 18, paragraphe 2 de la loi de 1885 précise bien que toute idée de lucre, ou même de commerce, devra être bannie de ces sociétés, puisque aucun bénéfice, même légitime et honnête, ne pourra rester dans leur caisse.

Mais il faut arriver à la loi norvégienne du 24 juillet 1894 (2) pour trouver le système de Gothenbourg appliqué dans toute sa rigueur.

« Dans les villes et bourgs ayant une administration
« communale distincte, dit l'article 5 de cette loi, le
« commerce des spiritueux par fractions moindres de
« 250 litres et la vente des spiritueux au débit ne
« pourront être exercés que par des associations dont
« les statuts auront été approuvés par l'administration
« communale du lieu et sanctionnés par le roi.

« Le nombre des lieux de vente au détail sera déter-
« miné par l'administration communale. Le choix des
« préposés à chacun de ces lieux de vente devra être
« approuvé par les officiers municipaux.

« Les actionnaires de ces associations ne pourront re-
« cevoir plus de 5 0/0 du capital versé sur les ac-
« tions. »

(1) Loi du 29 mai 1885, article 9. Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 521.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1894, page 755.

Et l'article 15 précise l'emploi qui sera fait de ces bénéfices :

« Lorsque les comptes d'une association ont été
« apurés,

« 15 0/0 des bénéfices nets appartiennent à la com-
« mune.

« 20 0/0 à l'association, pour répartir entre des so-
« ciétés de tempérance et autres institutions ou sociétés
« de la ville ou du district ayant pour but des objets
« d'utilité publique.

« Le surplus des bénéfices est versé à la caisse de
« l'Etat. »

Des dispositions d'une telle sévérité sembleraient devoir être de nature à rassurer pleinement les antialcoolistes, même les plus convaincus. Non seulement, en effet, le nombre des débits est ainsi strictement limité, mais encore, même dans ces débits ainsi raréfiés, tout favorisera la tempérance. Et cependant, le législateur norvégien a cru devoir aller encore plus loin et décider (article 6) qu'un vote des « électeurs spéciaux » serait nécessaire pour autoriser dans chaque bourg l'établissement d'une association de ce genre. Or les « électeurs spéciaux » comprennent tous les hommes et toutes les femmes âgés de plus de 15 ans (1). Il suffit donc d'une

(1) Notons en passant cette idée très intéressante et très féconde en résultats dans un pays non encore contaminé par l'alcoolisme, d'accorder aux femmes un droit de vote égal à celui des hommes, pour tout ce qui concerne la lutte contre ce fléau.

majorité de tempérants pour imposer la sobriété à une minorité, même considérable, d'intempérants.

Dans ces bourgs ainsi privés de débits de spiritueux, les hôteliers et aubergistes conservent seuls le droit de vendre des liqueurs au détail, et encore ne peuvent-ils en vendre qu'aux voyageurs descendus chez eux. Les habitants de ces communes ne peuvent donc plus boire de spiritueux que chez eux ou chez leurs amis. Il y a mieux encore, puisque l'article 23 limite strictement les invitations qu'ils peuvent faire à ce sujet :

« Il sera défendu, sous peine d'amende, à toute personne ayant domicile, de permettre, *tacitement* ou *expressément*, à des passants ou vagabonds *qui apportent eux-mêmes des spiritueux*, de se réunir chez eux pour s'y asseoir et les consommer (1) ».

Que penser d'une pareille législation ? Le mieux n'est-il pas de la juger d'après ses résultats ? Laissons de côté ce qu'elle peut avoir d'inutilement vexatoire et d'exagéré dans ses détails pour ne considérer que son idée directrice et fondamentale, c'est-à-dire l'attribution des licences à des sociétés de tempérance placées dans l'impossibilité légale de conserver aucun de leurs bénéfices.

Une première constatation s'impose : c'est que la liberté de l'individu qui veut consommer des boissons spiritueuses est pleinement sauvegardée. L'individu non

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1894, pages 755 et suivantes.

seulement conserve le droit mais encore, ce qui est beaucoup plus important, la possibilité de boire des liqueurs spiritueuses. Il n'a donc pas lieu de se plaindre. Et, cependant, cette loi est très efficace.

Pour critiquer le système norvégien, il faudrait abandonner le point de vue pratique pour se placer au point de vue théorique, et dire que la question n'est pas de savoir si la loi norvégienne du 24 juillet 1894 a porté atteinte aux droits de l'Individu, mais si elle avait le droit de chercher à entraver le développement de l'alcoolisme.

La question ainsi posée, il est facile d'y répondre. Il est évident qu'outre son attribution essentielle qui consiste à assurer l'ordre et la sécurité à l'intérieur et la paix à l'extérieur, l'Etat a d'autres devoirs, moins essentiels sans doute, mais dont il ne pourrait néanmoins se départir sans qu'il en résulte de graves inconvénients pour le progrès ou même l'existence de la nation. Le rôle de l'Etat n'est pas seulement de réprimer les atteintes qui peuvent être portées à l'ordre ou à la paix publique ; c'est aussi, et surtout, de les prévenir. Il a donc le droit et le devoir de lutter contre les fléaux physiques et moraux qui menacent le pays et contre lesquels les individus et les groupes seraient impuissants. Il a même le devoir, lorsqu'il s'agit d'un fléau particulièrement redoutable et qui menace l'existence même du pays, de prendre des mesures susceptibles parfois de léser les intérêts des individus, en vertu de ce grand principe,

dicté par le bon sens et consacré à des degrés divers par toutes les législations, que l'intérêt privé doit céder le pas à l'intérêt général.

Or, le système scandinave présente le rare avantage, tout en étant très efficace, de ne restreindre en rien la liberté de l'individu.

Est-ce à dire qu'on doive chercher à l'introduire du jour au lendemain dans tous les pays ? Evidemment non ; car aucun système, si excellent soit-il, n'est susceptible de s'adapter aux mœurs de tous les peuples. Le système de Gothenbourg s'est acclimaté assez facilement dans les pays scandinaves, d'abord parce qu'on n'a pas cherché à l'y introduire brusquement, mais patiemment et par étapes successives : loi de 1884 d'abord, loi de 1894 ensuite. D'autre part, la Norvège était beaucoup moins contaminée que ne le sont actuellement la plupart des pays, et en particulier la France. Le « marchand de vin » n'y était pas le personnage important qu'il tend de plus en plus à devenir chez nous.

Aussi il ne faudrait pas que la supériorité du système scandinave nous conduise à des illusions et nous fasse croire à l'efficacité universelle d'une méthode qui, nous le répétons, a donné de très heureux résultats dans son pays d'origine mais dont la mise à exécution serait probablement beaucoup plus difficile à réaliser dans la plupart des autres pays.

On peut aller plus loin encore dans la réglementation de la vente des boissons alcooliques. On peut même aller

jusqu'à la prohiber complètement. C'est ce qu'a fait la loi canadienne de 1878 (1), relative à la vente des boissons enivrantes, plus connue sous le nom d' « Acte de tempérance du Canada ». Cette loi interdit formellement de « mettre en vente, exposer et vendre, soit directement, soit indirectement, aucun spiritueux, aucune « boisson enivrante, aucune liqueur mélangée pouvant « se boire et contenant quelque élément spiritueux ou « enivrant, sauf pour les usages exclusivement sacra- « mentels ou médicaux et sur certificat ».

Il est vrai que cette loi n'est applicable que dans les provinces qui en font la demande par pétition.

Dans d'autres pays, l'interdiction, au lieu d'avoir une portée si générale, ne porte que sur certaines boissons particulièrement dangereuses, notamment l'absinthe. C'est ce qu'ont fait l'Etat du Maine aux Etats-Unis et la Suisse. C'est là évidemment du Paternalisme. Il est même difficile de concevoir un paternalisme plus absolu, puisque cette mesure va jusqu'à la prohibition complète de l'acte nuisible. A première vue son efficacité semble devoir être très grande ; mais, en cette matière comme en toute autre, il faut se garder de confondre l'apparence avec la réalité, et ne pas oublier que la solution la plus radicale n'est pas toujours la plus efficace. Le plus souvent, en effet, la prohibition complète entraîne des conséquences diamétralement opposées aux intentions du législateur.

(5) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1878, page 720.

Dans d'autres cas, l'interdiction, au lieu d'être objective, est subjective et porte sur certaines personnes. Dans cet ordre d'idées, on peut signaler une loi de la Louisiane du 5 juillet 1882 (1), qui interdit, sous peine d'une amende de 25 à 50 dollars, la vente au détail de boissons spiritueuses aux mineurs de 21 ans, sans une permission signée de leur père ou de leur tuteur. Dans le même Etat encore, les Acts des 7 et 28 juin 1894 (2) interdisent, sous peine d'amende et même de prison, la vente des boissons spiritueuses, dans un rayon de 5 milles autour de certains collèges.

Dans le même ordre d'idées, la loi californienne du 19 mars 1889 (3), aux termes de laquelle quiconque après avoir reçu avis que telle personne est adonnée à l'usage immodéré des liqueurs, lui fournira, dans les douze mois qui suivront, des liqueurs spiritueuses, vins ou bière, commettra un délit et sera passible de six jours d'emprisonnement et 200 dollars d'amende. L'avis en sera donné par écrit, par un membre adulte de la famille ou par un allié de celui qui est l'objet de cette mesure.

Signalons encore une loi du Massachussetts, du 29 mai 1885 (4), aux termes de laquelle, « il est loisible au « maire ou à un des notables d'une ville où réside un « individu ayant des habitudes connues d'intempérance

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1882, page 1012.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1894, page 908.

(3) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1889, page 906.

(4) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 626.

« alcoolique, de donner avis à toute personne de ne
« vendre et de ne remettre aucune liqueur à l'individu
« précité et dénommé. Si, dans le délai d'un an après cet
« avis, l'individu précité fait un achat, ou reste à vaguer
« dans les locaux de la personne ainsi avisée, le maire
« ou le notable peut intenter contre elle, au nom du mari,
« de la femme, des enfants, des parents ou du gardien
« dudit individu une action en dommages-intérêts de 100
« à 500 dollars ».

Dans le même sens encore en 1887, la loi n° 30 de l'Etat de Newada (1), élève à deux années d'emprisonnement et à mille dollars d'amende les peines contre
« les personnes ayant vendu ou procuré aux Indiens de
« l'eau-de-vie ou des liqueurs fermentées ».

C'est une idée analogue enfin qui a inspiré les représentants des nations réunis à La Haye, dans la convention internationale du 16 novembre 1887, « pour mettre
« fin aux abus résultant de la vente de boissons alcooliques
« aux pêcheurs de la mer du Nord, en dehors des eaux
« territoriales » (2).

Ces mesures sont évidemment d'essence paternaliste. Cela ne saurait être mis en doute ; mais il y a lieu de remarquer cependant qu'elles ne s'adressent pas à des hommes normaux ; à des hommes sains ou parvenus à leur complet développement. Tantôt, ce sont les mineurs

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1887, page 869.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1887, page 610.

de 21 ans ; tantôt, ce sont les hommes déjà atteints de dipsomanie ; tantôt, les Indiens ; tantôt enfin, les pêcheurs de la mer du Nord, que le législateur se propose de protéger contre leur inexpérience, leur faiblesse ou les conditions particulières de leur existence. Mais il ne s'agit nullement d'empêcher l'Homme, en tant qu'Homme, de boire des spiritueux. La question de la protection, malgré lui, de l'homme normal et sain, reste donc entière. Ce ne sont que des catégories spéciales d'individus qui sont visées. Voyons rapidement si ces interventions ne sont pas justifiées.

Nous pouvons tout d'abord éliminer l'interdiction, en Louisiane, de vendre au détail des boissons spiritueuses aux mineurs de 21 ans non munis d'une permission signée de leur père ou de leur tuteur (1). Nous avons posé en principe, dès le début de cette étude, que devait être exclue du domaine du Paternalisme, toute mesure de protection concernant les enfants. Certes, les mineurs de 21 ans ne sont pas tous des enfants ; mais, c'est là une question plutôt de degré que de nature. Il est évidemment très difficile de déterminer à quel âge on cesse d'être un enfant, pour devenir un homme capable de se diriger seul. Chez certains, cette évolution se fait très rapidement. D'autres, au contraire, voient leurs cheveux blanchir et tomber avant de savoir se diriger eux-mêmes. On

(1) Loi du 5 juillet 1882 (*Annuaire de législation étrangère*, 1882, page 1012).

estime généralement, dans nos pays, que c'est entre 16 et 18 ans que cette évolution se produit. Avec plus de prudence, et peut-être aussi plus de vérité, le législateur de la Louisiane a pensé qu'il était bon d'attendre que l'individu ait 21 ans, avant de lui permettre d'accomplir, en pleine liberté, certains actes, qu'il serait susceptible de regretter plus tard. Nous le répétons, c'est uniquement là une question de degré ; le principe lui-même ne saurait être mis en cause.

Tout à fait spéciale également, est la loi de l'Etat de Newada, qui interdit de vendre, ou de procurer aux Indiens de l'eau-de-vie, ou des boissons spiritueuses. La sévérité des peines (2 années d'emprisonnement et 1.000 dollars d'amende) montre bien que l'intérêt poursuivi par le législateur dépasse évidemment celui qui peut s'attacher à la santé des quelques misérables représentants d'une race déchue, et destinée à disparaître fatalement à plus ou moins bref délai.

Mais, le Newada est un Etat désertique de l'Ouest, où les Indiens, chassés de partout, s'étaient peu à peu retirés. Il y avait donc un intérêt d'Etat à ce que cette race, déjà déchue par elle-même, n'aille pas déchoir encore par un abus sans limite des vices de ses conquérants, et peupler ainsi d'individus à la fois dangereux et stupides, une région, désertique sans doute, mais pleine de richesses futures. Il ne faut donc voir là qu'une mesure politique, dictée par la raison d'Etat.

Beaucoup plus délicat est le problème posé par la loi

californienne du 16 mars 1889 (1), et par la loi du Massachusetts du 29 mai 1885 (2), qui interdisent aux débitants de servir des spiritueux aux buveurs d'habitude à eux désignés, dans certaines conditions. La question est de savoir si un buveur d'habitude doit être considéré comme un homme normal, ou comme un malade, comparable, sinon à un fou, du moins à un faible d'esprit, et à l'égard duquel il appartient à l'Etat de prendre des mesures de protection, au besoin contre sa propre volonté. C'est un point de vue qu'on peut parfaitement soutenir. Des médecins éminents n'ont pas craint de le faire, et d'établir ainsi une base solide pour une législation antialcoolique plus sévère.

Il est évident que si l'on considère le buveur d'habitude comme un incapable, l'Etat aura non plus seulement le droit, mais le devoir de le protéger contre sa propre faiblesse. Or, c'est là, nous le répétons, une idée qui a déjà acquis droit de cité dans plusieurs pays, et qui a inspiré d'assez nombreuses lois.

C'est d'abord la loi anglaise du 3 juillet 1879 « pour faciliter la surveillance et le traitement des ivrognes (3) ». Cette loi commence très sagement par définir, d'une façon assez limitative, celui qui pourra être qualifié

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1889, page 906.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 626.

(3) « An act to facilitate the control and cure of habitual drunkards. » Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1879, page 19 et suivantes.

d'ivrogne, ou plutôt de « buveur d'habitude » (habitual drunkard).

La loi vise « tout individu qui, ne pouvant être considéré comme aliéné aux termes de la loi, est néanmoins, « par suite de l'habitude de boire avec excès des liqueurs « enivrantes, dangereux, à certains moments, *pour lui-même* ou pour autrui, *incapable de diriger sa personne « ou ses affaires* ».

Les mots : « pour lui-même » et « incapable de diriger sa personne ou ses affaires » mettent bien en lumière le caractère paternaliste de cette loi.

Les articles suivants créent des asiles spéciaux, dans lesquels le buveur d'habitude pourra demander à rentrer. Mais, une fois qu'il y aura été admis, il ne pourra plus en sortir avant l'expiration du délai qu'il aura lui-même fixé dans sa demande d'admission. C'est une mesure originale, qu'on pourrait qualifier d'*autopaternaliste*, si la juxtaposition de ces deux mots n'était pas un peu incohérente. Cette loi tend, en effet, à permettre à chaque individu de se mettre lui-même en garde contre le danger de sa propre faiblesse et l'intervention de l'Etat se borne à l'obliger à mettre complètement à exécution les bonnes résolutions prises dans un moment d'énergie.

L'article 19 ajoute : « Un juge de paix pourra, sur « requête de l'administrateur autorisé, permettre au « buveur d'habitude interné de vivre chez une personne « digne de confiance, consentant à prendre soin de lui « pour un temps déterminé. Cette autorisation ne sera

« valable que pour deux mois, mais pourra être renou-
« velée de deux mois en deux mois. »

« Le buveur d'habitude qui s'échappera de chez la per-
« sonne qui le tiendra en garde, ou qui refusera de se
« laisser interdire les boissons enivrantes, sera réintégré
« dans la maison de retraite » (art. 21).

« Le buveur d'habitude interné qui a refusé de se sou-
« mettre à la discipline de la maison peut être condamné
« à une amende de £ 5 ou à un emprisonnement de
« 7 jours au maximum » (art. 25).

Cette loi ne semble pas avoir donné de grands résultats, et il est facile de comprendre pourquoi ; ce n'est pas à un buveur d'habitude qu'on peut demander l'énergie nécessaire pour signer lui-même l'aliénation de sa liberté et l'interdiction de satisfaire désormais son vice préféré ; mais il y a là, néanmoins, une idée intéressante, et qui, reprise dans d'autres conditions, ou mieux adaptée à la vérité psychologique, pourrait être plus fertile en résultats.

Pour nous, ce que nous y voyons surtout, c'est la création légale d'une catégorie nouvelle d'incapables : les buveurs d'habitude, et la possibilité, par conséquent, d'établir pour eux des mesures de protection spéciales.

Cette loi anglaise n'est pas, du reste, une mesure isolée ; nous trouvons, dans cette même année 1879, une loi à peu près analogue au Canada, dans l'Act 28 destiné à amender l'Act de la province de Québec intitulé « Act pour pourvoir à l'interdiction et à la guérison

« des ivrognes d'habitude (1) ». Cette loi canadienne de 1879 a pour but de donner à l'interdiction de toute personne interdite comme ivrogne d'habitude, les mêmes effets qu'à l'interdiction pour cause de prodigalité.

Nous relevons encore cette idée d'une législation spéciale pour les buveurs d'habitude, dans une loi de l'Etat de l'Illinois du 21 février 1872 (2), qui autorise les Cours de Comté à donner des tuteurs aux ivrognes d'habitude reconnus par le jury incapables de pourvoir à l'administration de leur fortune et à la garde de leurs enfants.

De même, la loi du canton de Saint-Gall (Suisse), du 29 juin 1891 sur « le traitement des buveurs d'habitude (3) ». Cette loi va même plus loin que la loi anglaise de 1879, puisqu'elle décide (article 3) que les buveurs d'habitude pourront être internés dans des asiles de tempérance, non seulement sur leur propre demande, mais encore sur décision du Conseil municipal de leur domicile.

Et l'article 4 ajoute : « Les Conseils municipaux statuent soit d'office, soit à la requête d'une autre autorité, soit à celle du tuteur ou d'un parent. »

Cependant, un certificat médical est nécessaire pour reconnaître l'état alcoolique du buveur d'habitude, et

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1879, page 904.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1872, page 65.

(3) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1891, page 769.

pour déclarer que son internement s'impose pour arriver à le guérir.

Enfin, l'article 9 ajoute : « Un tuteur peut être donné « au patient durant son internement, ou même dès que « le certificat médical exigé a constaté la débilitation de « sa volonté. »

L'idée d'une protection particulière du buveur d'habitude est donc déjà assez répandue ; et il n'y a qu'à s'en féliciter, car c'est une tendance heureuse que celle qui, dans les inévitables restrictions à la liberté de l'Individu, distingue entre les hommes, ceux qui sont et ceux qui ne sont pas aptes à se diriger eux-mêmes.

Les buveurs d'habitude peuvent-ils protester contre cet accroc à leur liberté ? et s'indigner de se voir refuser le droit de nuire à leur santé, alors qu'ils pourraient se donner la mort sans commettre un délit ? N'y a-t-il pas là enfin une anomalie ? une atteinte au droit qu'a tout homme de disposer librement de sa personne ?

A ces arguments, il est facile de répondre que si le fou a le droit de se jeter à la rivière, l'homme sain qui le voit sur le point d'accomplir cet acte désespéré a le droit également de le retenir et de l'empêcher, au besoin par la force, de mettre fin à ses jours. Ce droit, l'homme sain ne le tient d'aucun texte, mais du droit naturel, de la loi non écrite ; et il est tellement sacré, qu'aucun législateur n'a songé à le mettre en doute. Or, si l'on reconnaît à tout homme ce droit de sauvetage, comment ne le reconnaîtrait-on pas, à plus forte raison,

à l'Etat, protecteur naturel de tous les êtres sans défense ?

Mais, même si l'on se refuse à admettre ce rôle protecteur de l'Etat, son intervention en l'espèce n'en reste pas moins inattaquable. Nous l'avons montré, en effet, le buveur d'habitude n'est pas seulement dangereux pour lui-même ; il l'est aussi pour la société. Le laisser croupir dans son vice, c'est lui permettre de continuer à semer le malheur autour de lui, et d'engendrer des êtres incomplets, qui ne pourront jouer plus tard dans l'Etat qu'un rôle néfaste, ou à tout le moins inutile.

Il y a donc dans cette distinction des buveurs d'habitude, une idée très intéressante, et qui peut permettre d'édicter une législation antialcoolique sévère et efficace, tout en maintenant entière la liberté des hommes sains et normaux.

Avec cette législation des buveurs d'habitude, nous avons un peu empiété sur le domaine du répressisme. Il s'agit là, en effet, d'une mesure qui intervient postérieurement à l'intoxication, ou, au moins, pendant que l'intoxication est en train de se produire, et qui a pour but d'y remédier. Il nous faut maintenant revenir un peu en arrière, et examiner rapidement les quelques mesures préventistes dont nous n'avons pas encore parlé.

Il en est une, d'abord, qui est particulièrement intéressante à noter, parce qu'elle constitue une mesure dont les antipaternalistes les plus convaincus admettent eux-mêmes la légitimité. Il s'agit des tentatives qui ont été

faites, non pour interdire aux hommes certains actes nuisibles, mais simplement pour les prévenir des effets nocifs qui pourraient résulter pour eux de l'accomplissement de ces actes. Une fois avertis, leur liberté reste entière. Leur dignité et leur indépendance d'Homme sont donc pleinement sauvegardées ; mais ils reçoivent plus tard, en bonne justice, la punition de leur faiblesse, qui n'a même plus l'excuse d'être aveugle, ou bien, au contraire, la récompense de leur énergie consciente et éclairée.

C'est cette idée d'avertissement à donner à l'individu qui a inspiré la loi américaine du 20 mai 1886 (1), qui ajoute aux matières d'enseignement de toutes les écoles publiques, l'étude de la nature des boissons alcooliques et des narcotiques, et de leurs effets sur l'homme, au point de vue physiologique et hygiénique.

Dans le même sens encore, on trouve une loi de l'Etat de Massachussetts, du 18 juin 1885 (2), qui rend l'enseignement antialcoolique obligatoire, dans toutes les écoles publiques.

Enfin, c'est une idée analogue qui est à la base d'une organisation très importante de l'empire russe : les *curatelles de tempérance*.

Elles ont été instituées à la suite d'un avis du Conseil de l'Empire, approuvé par l'Empereur le 20 décembre

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1886, page 768.

(2) Chapitre 332. — Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 626.

1894 (1). L'article 3 expose très nettement ce que le Conseil de l'Empire attendait de cette institution nouvelle :

« Ces curatelles sont chargées :

« *a*) De veiller, dans l'intérêt de la santé et de la moralité publique, à ce que le commerce des boissons spiritueuses se fasse conformément aux règles prescrites ;

« *b*) De répandre parmi les populations la notion du danger de l'abus des boissons spiritueuses et de rechercher les moyens d'éloigner les travailleurs, pendant leurs instants de liberté, des débits de spiritueux, en leur ouvrant des débits de thé, des cabinets de lecture, et en organisant des lectures publiques, des conférences, etc. ;

« *c*) D'ouvrir et de surveiller des asiles, destinés au traitement des alcooliques ;

« *d*) De prêter leur concours aux institutions et sociétés particulières, qui poursuivent également un but de tempérance ».

L'Etat subventionne ces curatelles, et en confie la gestion à des comités provinciaux et à des comités de district, composés des hauts fonctionnaires de la province et du district.

Ces curatelles délèguent, elles-mêmes, dans chaque canton, des curateurs chargés de : « remplir les missions

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1894, page 808 et suivantes.

« qui leur sont confiées par les comités de district, de
« surveiller de près le commerce des boissons spiri-
« tueuses, aussi bien dans les établissements de l'Etat
« que dans les établissements des particuliers, et surtout,
« de poursuivre le trafic clandestin de ces boissons (1) ».

Enfin l'article 21 ajoute que les curateurs cantonaux ont pouvoir de dresser procès-verbal, les autres membres des curatelles devant se borner à informer des irrégularités constatées les agents de la police ou des accises, afin qu'ils prennent des mesures pour poursuivre les coupables.

Cette institution russe des curatelles de tempérance renferme une idée originale et constituera, peut-être, une étape nouvelle de la législation antialcoolique. Il y a là, en effet, une sage combinaison des avantages des associations privées, jouissant d'une libre initiative et animées d'un zèle fécond en résultats, et de ceux qui peuvent résulter de l'autorité publique mise au service de ces associations.

Le rôle de ces curatelles est double : rôle de police d'abord, rôle de propagande ensuite.

Leur rôle de police consiste à faire respecter les lois et règlements en vigueur. Il n'y a là rien que de très naturel et aucun antipaternaliste ne saurait s'en indigner.

Leur rôle de propagande n'est pas moins inattaquable. Il ne s'agit, en effet, que d'*avertir* les populations, et

(1) Article 15 de la loi.

spécialement les classes laborieuses, des dangers résultant de l'abus des boissons spiritueuses, et de leur ouvrir des débits de thé et des salles de lecture, afin de les détourner, autant que possible, des cabarets. Mais il n'y a là rien de coercitif, rien d'attentatoire à la liberté de l'Individu, puisque, au point de vue préventif, les curatelles ne peuvent agir que par persuasion.

Le gouvernement russe a créé ainsi, avec les curatelles de tempérance, un organe nouveau, appelé peut-être à devenir, dans quelques années, grâce à sa souplesse, l'agent principal de la lutte contre l'alcoolisme.

Tels sont les principaux types de mesures préventistes qui ont été prises en vue de lutter contre l'alcoolisme. On voit que nous en avons trouvé fort peu qui violent ouvertement la liberté de l'Individu. La plupart d'entre elles n'y apportent qu'une entrave indirecte, et agissent plutôt par persuasion que par coercition.

2° *Mesures répressistes.* — Il nous reste, maintenant, à examiner les dispositions répressistes, c'est-à-dire celles qui interviennent postérieurement à l'intoxication alcoolique, et dans le but d'y remédier, ou, tout au moins, d'empêcher son aggravation.

Nous avons déjà dit un mot de ces mesures, en étudiant la législation anglo-saxonne relative aux buveurs d'habitude. Cette législation, en effet, est à la fois préventiste ou répressiste, suivant qu'on envisage en elle l'avenir ou, au contraire, le passé de l'individu qui y est

soumis. Il nous reste à étudier la partie la plus importante du répressisme en matière alcoolique : la répression de l'ivresse.

C'est une erreur fréquente que celle qui consiste à confondre l'ivrogne avec l'alcoolique. Rien n'est cependant plus facile à distinguer. L'ivrognerie est un état passager ; l'alcoolisme est un état chronique. L'ivrognerie aboutit à une exaltation factice des forces et de l'« entrain » de l'individu ; l'alcoolisme aboutit, au contraire, à son affaissement physique et moral, et à son abrutissement. L'ivrogne enfin est gai, son teint est rouge et ses yeux brillants ; l'alcoolique, au contraire, est taciturne, pâle et abattu.

Mais, s'il n'est pas permis de confondre l'ivrogne avec l'alcoolique, il est permis, par contre, de dire que l'ivrognerie habituelle est le prélude de l'alcoolisme et qu'elle en est souvent la marque extérieure.

C'est en l'envisageant sous cet aspect, que le législateur est amené à prendre des mesures contre elle. Comment ne le ferait-il pas ? C'est, pour lui, le seul moyen d'atteindre l'alcoolique et de le connaître.

Rien, en effet, ne désigne l'alcoolique à première vue. Certes, il mène une vie misérable et paresseuse ; sa volonté est anémiée ; sa famille manque de direction ; il vit dans le désordre. Mais si l'alcoolisme est la principale cause de toutes ces tares, il ne s'ensuit pas forcément qu'il n'y en ait aucune autre, et, en fait, le plus souvent, il y en a d'autres.

Ce n'est que lorsqu'une manifestation précise et caractéristique, comme l'ivresse, vient à se produire chez un homme, d'une façon habituelle, que l'Etat peut dire avec certitude : cet homme est alcoolique, ou, à tout le moins, est en train de le devenir. Il abdique une part de plus en plus grande de sa volonté ; il est en train de devenir un être incomplet, un incapable. Protecteur de tous les incapables, j'ai le devoir de prendre en mains sa défense et de réprimer un vice qui, si je n'y mettais bon ordre, ferait bientôt de cet homme un être morbide et peut-être dangereux, que je serais obligé d'entretenir toute sa vie, dans un hôpital ou dans une prison.

Il faut remonter, pour trouver les premières lois dans ce sens, à une époque fort éloignée, et où l'on ne songeait guère à lutter contre l'alcoolisme. C'est à un sentiment de dégoût, et aussi de colère, contre celui qui abaisse ainsi la personnalité humaine, qu'il faut, semble-t-il, attribuer les premières mesures prises pour réprimer l'ivrognerie. Il est désagréable, en effet, pour l'homme, même parfaitement sain, qui voit un ivrogne, de se dire : « C'est mon semblable ».

C'est ainsi que, dès la fin du xvi^e siècle, en Angleterre, le chapitre V de l'Acte 4 de Jacques I punissait de 5 shillings d'amende, le fait seul des'enivrer, et de 3 shillings à 4 pences, le fait de rester à boire dans un cabaret (1).

Il serait facile de relever de nombreuses mesures de

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1872, page 43, note 1.

ce genre en France dès le Moyen-Age. Nous ne le ferons pas, car ce sont là surtout des mesures de police, dans lesquelles il semble impossible de relever aucun caractère paternaliste.

Tout différend est le point de vue auquel se place l'article 12 du Licensing Act de 1872 (1), qui édicte que : « toute personne, trouvée ivre dans un lieu public ou « dans un local ayant licence, sera passible d'une amende « de 10 shillings au maximum, de 20 shillings au maximum en cas de récidive dans les douze mois, et de « 40 shillings en cas de récidive nouvelle ».

L'année suivante, c'est la loi française du 23 janvier 1873, « tendant à réprimer l'ivresse publique *et à combattre les progrès de l'alcoolisme* » (2).

D'après l'article 1 de cette loi : « seront punis d'une « amende de 1 à 5 francs inclusivement, ceux qui seront « trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics ».

En cas de seconde récidive dans les douze mois, la peine peut être portée à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 16 à 300 francs.

En outre, l'article 3 établit certaines déchéances qu'il est intéressant de signaler :

« Toute personne qui aura été condamnée deux fois en

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1872, page 40

(2) *Journal Officiel*, 1873, page 473.

« police correctionnelle, pour délit d'ivresse manifeste,
« conformément à l'article précédent, sera déclarée, par le
« second jugement, incapable d'exercer les droits sui-
« vants :

« 1° De vote et d'élection ;

« 2° D'éligibilité.

« 3° D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré,
« ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'ad-
« ministration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ;

« 4° De port d'arme pendant 2 ans, à partir du jour où
« la condamnation sera devenue irrévocable ».

Les articles suivants ont pour but d'établir la responsabilité du cabaretier, coupable d'avoir donné à boire à des gens manifestement ivres, ou de les avoir reçus dans son établissement, ou encore d'avoir servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de 16 ans accomplis (1).

Le cabaretier qui ne se soumettrait pas à ces défenses commettrait une contravention, punie d'une amende de 1 à 5 francs, et, en cas de récidive, un délit puni de peines correctionnelles, et même de la fermeture de son établissement, pendant un temps qui ne saurait excéder un mois (2).

Il y a là l'apparence d'une législation ferme et capable de donner de bons résultats. Mais une loi, si

(1) Article 4.

(2) Articles 5 et 6.

excellente soit-elle, ne vaut que par la manière dont elle est appliquée.

Certes, la loi de 1873 a permis de dresser de nombreuses contraventions et de prononcer beaucoup d'amendes pour ivresse publique. Condamner à une amende, ou même à quelques journées d'emprisonnement un ivrogne qui fait du scandale dans la rue, c'est très bien ; mais est-ce une garantie suffisante qu'il ne recommencera pas ? « Qui a bu boira », dit un proverbe, et il semble bien, malheureusement, que le proverbe n'est que l'expression stricte de la vérité. L'ivrogne est, le plus souvent, un homme faible, un fataliste, et ce n'est pas le souvenir, bien vite disparu, d'une condamnation minime, qui pourra l'empêcher de retomber dans son vice favori.

Ce qu'il y a de plus intéressant, au point de vue pratique, dans la loi de 1873, ce n'est donc pas la punition de l'ivrogne ; c'est la punition du cabaretier qui lui a permis de s'enivrer, et qui, bien souvent, l'y a poussé. Or, c'est précisément cette partie de la loi de 1873 qui reste lettre morte.

Cela se comprend aisément. D'abord, le cabaret, quoique public, est un lieu dans lequel il est plus difficile de constater une contravention que dans la rue. D'autre part, l'ivresse est manifeste ; c'est un état qui se traduit par des signes extérieurs qu'il est impossible de dissimuler. Le caractère délictueux de l'acte du cabaretier est, au contraire, beaucoup plus difficile à établir.

Est-il permis de servir des liqueurs spiritueuses à un homme qui se trouve simplement dans un état de gaieté prononcée ? Ou bien le cabaretier a-t-il, au contraire, le devoir légal de prévoir que l'absorption de ces liqueurs achèvera de l'enivrer, et, par suite, de refuser de servir un homme qui se trouve dans cet état ? Mais alors, où s'arrêter ?

En outre, il y a une seconde cause du peu d'effet de la loi de 1873 ; et c'est la principale. Dans les campagnes, en effet, les cabaretiers tendent de plus en plus à devenir des personnages de quelque importance, ou, à tout le moins, des personnages avec lesquels tout le monde, voire même le garde champêtre, a intérêt à conserver de bonnes relations.

Comment dresser une contravention à un homme si aimable, qui vend de si bon vin, et chez qui, peut-être, on a laissé s'établir un petit compte arriéré ?

Aussi, il est fort à craindre que cette partie de la loi de 1873, qui, en apparence, semble pouvoir donner de si fructueux résultats, ne reste toujours à peu près lettre morte.

La loi belge du 16 août 1887 (1), concernant l'ivresse publique, reproduit à peu près la loi française de 1873. Cette loi belge de 1887 établit, vis-à-vis de l'individu en état d'ivresse manifeste, deux sortes de peines :

1° Une amende de 5 à 15 francs, destinée à frapper les

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1887, page 600.

individus trouvés ivres dans un lieu public et qui « occasionnent du désordre ou du scandale, ou qui présentent du danger *pour eux-mêmes* ou pour autrui ».

2° Un emprisonnement de un à quatre jours, s'ils se livrent publiquement dans cet état « à des occupations qui exigent une prudence ou des précautions spéciales, afin d'éviter des dangers *pour leur vie ou sécurité propre*, ou celle d'autrui ».

D'autres articles prévoient, comme la loi française, des amendes contre les cabaretiers qui auront servi des boissons enivrantes à un homme déjà ivre ou à un mineur de 16 ans non accompagné.

Signalons enfin une disposition très intéressante édictée par l'article 11 :

« Seront punis d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 francs, ou d'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront proposé ou accepté un défi de boire, lorsque ce défi aura amené l'ivresse d'un ou de plusieurs parieurs. »

C'est malheureusement une habitude très fréquente, dans certaines classes de la société, que celle qui consiste à parier, par une sottise vantardise, « à celui qui boira le plus ». On a vu ainsi des gens qui, dans la vie normale, passaient pour intelligents, boire des verres entiers d'absinthe pure et mourir quelques heures après. L'article 11 de la loi belge est excellent, puisqu'il pose le principe de la responsabilité de ceux qui les

ont poussé indirectement à mettre leurs stupides fanfaronnades à exécution.

Nous avons souligné, dans ceux des articles de cette loi belge que nous avons cru devoir citer, un certain nombre de mots mettant en relief le caractère paternaliste assez marqué qui distingue cette loi de la loi française.

Le législateur français de 1873, tout en montrant, à chaque article de la loi, sa sollicitude pour l'individu, semble avoir légiféré principalement en vue de l'intérêt social. Le Parlement belge s'est placé, lui aussi, au point de vue social ; mais, il est allé plus loin, et non content de protéger le buveur en train de s'enivrer, il a voulu protéger l'ivrogne lui-même contre les dangers qui peuvent le menacer, par suite de son état.

C'est ainsi que l'ivrogne, qui se livre à une occupation exigeant des précautions spéciales afin d'éviter certains dangers *pour sa vie ou sécurité propre*, commet un délit passible de un à quatre jours d'emprisonnement. C'est ainsi encore que l'article 44, que nous citons tout à l'heure, punit, non seulement celui qui a proposé, mais même celui qui a *accepté* un défi de boire.

L'Etat, protecteur des incapables, croit devoir protéger ceux mêmes qui se sont rendus incapables par leur propre faute ; c'est un point de vue qu'il semble assez facile de justifier.

Citons encore une loi du Massachussetts du 13 mai

1881 (1), qui édicte des peines très sévères contre l'ivresse, surtout en cas de récidive. La première peine est une amende d'un dollar au maximum, ou une contrainte par corps de 10 jours. Mais, à la première récidive dans les 12 mois, l'amende est portée à 5 dollars et la contrainte par corps à 2 mois ; et, à la deuxième récidive, à 10 dollars et à un an. La loi du 19 juin 1885 (2) devait même porter de 1 à 2 ans la durée de l'emprisonnement, pour la seconde récidive d'ivresse, dans le délai d'un an.

La sévérité progressive de ces peines est intéressante à noter. Il semble, en effet, qu'en matière d'ivresse, comme on a à lutter contre un fait qu'il devient de plus en plus difficile d'éviter au fur et à mesure que l'habitude en devient plus invétérée, il est indispensable d'établir une progression très rapide dans l'échelle des peines punissant les récidives.

Une autre disposition intéressante à ce sujet, est celle de l'article 6 de la loi autrichienne du 19 juillet 1877 (3) « pour la répression de l'ivrognerie » :

« Si une personne encourt, dans une année, trois condamnations pour ivresse, les autorités administratives du ressort peuvent lui interdire, pour une année, l'entrée des auberges et débits de boissons du lieu de son domicile et dans les environs les plus proches. »

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1881, page 791.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 626.

(3) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1877, pages 201 et 210.

C'est une mesure grave, et qui semble, à première vue, porter atteinte à la liberté de l'individu qui en est frappé ; mais, si l'on songe que la loi pourrait, à bon droit, lui infliger une peine d'emprisonnement, on est conduit à penser que c'est là, en somme, un traitement de faveur qui lui est accordé. Il garde sa liberté dans tous les domaines où il peut l'exercer sans inconvénient ; mais comme il y a de fortes présomptions que si on lui permettait de revenir au cabaret, il retomberait fatalement, et malgré lui, dans son vice, l'Etat, protecteur des faibles et des incapables, prend le moyen radical pour l'empêcher d'avoir à livrer contre lui-même une bataille dont sa volonté ne sortirait probablement pas victorieuse.

Signalons enfin la disposition contenue dans l'article 33 de la loi suédoise du 29 mai 1885 (1). Cet article qui, par l'élasticité dont il semble capable, peut fournir une arme sérieuse contre les alcools les plus nuisibles, est ainsi conçu :

« L'eau-de-vie mélangée de substances nuisibles pour
« la santé, ou non purifiée, ou dont le degré n'atteint pas
« au moins 46 0/0, ne peut être mise en vente en détail
« ou à la consommation. »

Un décret espagnol, du 27 octobre 1887 (2), contient une idée analogue : il interdit la circulation et la vente

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 524.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1887, page 508.

des alcools destinés à la boisson, qui ne sont pas parfaitement purs.

Reste le remède principal, celui que beaucoup hésitent à employer, à cause de son ampleur même : le monopole de l'alcool. Mais cette mesure est proposée pour des motifs si complexes, que le point de vue paternaliste n'y apparaît que très indirectement. Ce sont surtout des préoccupations fiscales qui semblent avoir inspiré les différents systèmes mis en avant à ce sujet. Aussi, croyons-nous devoir sur ce point nous borner à signaler que le monopole de l'alcool comprend bien des modalités différentes, depuis la conception absolue, qui réserverait à l'Etat le droit exclusif de fabrication et de vente, jusqu'au simple monopole de la rectification. On voit par là, que la question de savoir si la monopolisation de l'alcool constitue ou ne constitue pas une mesure paternaliste, est une question d'espèce : tout dépend du point de vue auquel se place le législateur.

Nous avons étudié un peu longuement les mesures législatives destinées à nous préserver du péril alcoolique, car ces mesures constituent, actuellement, la plus grosse part de la législation paternaliste.

Certes, la protection des travailleurs contre eux-mêmes, que nous allons étudier dans un chapitre ultérieur, a, elle aussi, une très réelle importance, et tend à en acquérir de plus en plus ; mais c'est une matière beaucoup plus indécise et beaucoup plus controversée que la législation antialcoolique.

Avant de terminer ce chapitre, nous devons dire un mot de la prohibition ou de la réglementation de certaines consommations vicieuses, plus dangereuses encore que les boissons alcooliques, mais heureusement beaucoup moins répandues.

C'est d'abord l'opium (1). La fumée que donne cette pâte brune, brûlée dans de longues pipes, provoque d'abord une sensation des plus agréables, une sorte de rêverie insouciante, délicieuse oasis au milieu des préoccupations de tous les instants qui sont la trame de la vie moderne. Mais l'abus de cette drogue, en apparence calmante, ou à tout le moins inoffensive, a pour effet d'affaiblir la volonté, au point bientôt de la détruire complètement ; et ce n'est là encore que le moindre de ses méfaits.

Cantonné d'abord en Chine, l'opium tend aujourd'hui à en sortir, banni par un peuple qui veut secouer une léthargie séculaire, dont il ne connaît que trop l'origine.

Dès le ^{xvii}e siècle, en effet, de nombreux édits impériaux ont été promulgués dans le but de restreindre la consommation de l'opium. Ils sont restés lettre morte jusqu'au jour tout récent où le parti jeune chinois a réussi à s'introduire à la cour de Pékin. Mais aujourd'hui, il n'en est plus de même et l'édit du 21 novembre 1906, renforçant encore les prohibitions de ceux qui l'ont précédé, a déjà produit de très appréciables résultats.

(1) Pour l'étude détaillée de cette question, voir la *Thèse* de doctorat de M. PAUL GIDE, Paris, 19.0.

Chassé de Chine, l'opium cherche à s'implanter en Europe. Il est loin d'y constituer encore, dans aucun pays, un péril national ; mais il y est déjà devenu, pour certains hommes un véritable danger et l'Etat a trouvé là une excellente occasion de satisfaire ses tendances paternalistes en interdisant, par le décret du 3 octobre 1908 (1), l'introduction et la vente de cette dangereuse substance.

Un nouveau décret, en date du 20 mai 1909, a même étendu cette prohibition à toutes les colonies françaises, sauf à l'Indo-Chine.

L'Indo-Chine jouit, en effet, pour employer un mot à la mode, d'un véritable statut de l'opium, actuellement régi par l'arrêté du gouverneur général du 7 février 1899. L'opium est en Indo-Chine, comme l'alcool en France, une excellente matière à contribution. Cela suffit à expliquer la tolérance qui lui est accordée.

Ajoutons cependant que depuis quelques années l'administration semble avoir compris que des revenus de cette sorte coûtent fort cher et sont à peine suffisants pour compenser les dépenses de police et d'assistance qu'ils entraînent. Cet esprit nouveau se traduit notamment par l'arrêté du 19 juin 1907 qui interdit l'ouverture de fumeries nouvelles en Annam et au Tonkin et défend aux tenanciers des fumeries existantes de recevoir des femmes, des mineurs de 20 ans ou des Européens.

(1) *Journal Officiel*, 1908, page 6813.

Le ministre de la Marine a pu aller plus loin vis-à-vis de ses subordonnés et leur interdire la consommation de l'opium, même dans un lieu privé. Nous devons ajouter cependant que cette mesure disciplinaire semble avoir été inspirée au moins autant par l'intérêt de la défense nationale que par un désir de protection individuelle.

On peut rapprocher de l'opium quelques autres « excitants » ou « apaisants », tels que la morphine, la cocaïne, etc. Mais, beaucoup moins menaçants, ils n'ont pas encore donné lieu, au moins en France, à une réglementation spéciale. Ils sont simplement soumis à la réglementation générale des poisons, qui prescrit aux pharmaciens de ne les délivrer que sur le vu d'un certificat médical.

Arrivés au terme de ce chapitre, consacré à ce qu'on a très justement appelé la « consommation vicieuse », si nous jetons un regard d'ensemble sur les différentes mesures législatives que nous avons eu à étudier, nous constatons qu'en somme, il n'y a encore, en cette matière, à peu près aucune mesure paternaliste, qui viole ouvertement la liberté de l'individu. La plupart d'entre elles procèdent plutôt par voie détournée. C'est une heureuse tendance.

Nous allons voir maintenant que dans l'autre grand champ d'action du Paternalisme, dans la protection du travailleur salarié, il n'en est malheureusement pas toujours ainsi.

CHAPITRE IV

LE PATERNALISME ET LA PROTECTION DU TRAVAILLEUR

De tous les individus qui ont besoin de protection, le travailleur semble bien être le plus digne d'intérêt.

C'est d'abord parce que sa situation de salarié, de prolétaire, lui enlève, en fait, toute espèce de liberté dans la conclusion du contrat de travail.

C'est ensuite parce que son travail l'expose souvent à des dangers dont il ne voit plus la gravité, tant il est habitué à s'y exposer.

C'est surtout parce que, vivant au jour le jour, il est à la merci du moindre accident, maladie ou chômage, il est à la merci même de la vieillesse qui, en lui retirant la force de travailler, lui retirera souvent, du même coup, les quelques ressources avec lesquelles il se nourrissait.

Enfin, il ne faut pas oublier que, derrière l'ouvrier, il y a la famille ouvrière et que tout ce qui touche le premier atteint aussi la seconde.

Autant de raisons qui justifient l'élaboration d'un droit spécial, tendant à la protection de l'ouvrier.

Nous envisagerons, à ce sujet, une double série de mesures.

Dans la première, nous ferons rentrer tout ce qui concerne la *réglementation proprement dite du travail*, au point de vue de ses conditions techniques, de sa durée, des périodes de repos, des mesures de sécurité et d'hygiène, etc.

Dans la seconde, nous étudierons la question de la *prévoyance obligatoire*.

I. — La réglementation du travail.

Avant d'aborder l'étude de ce chapitre, il faut d'abord résoudre une question préliminaire qui se pose d'elle-même : C'est la question de savoir si la réglementation du travail rentre ou ne rentre pas dans le domaine du Paternalisme. On pourrait soutenir, en effet, qu'elle en est exclue, puisque elle n'impose d'obligation légale qu'à l'employeur et non à l'ouvrier. La loi du repos hebdomadaire, par exemple, n'interdit pas à l'ouvrier de travailler pendant sept jours consécutifs ; elle se borne à interdire au patron de *faire travailler* l'ouvrier pendant sept jours consécutifs. Et il en est de même de toutes les lois réglementant le travail : quoique visant l'ouvrier, elles n'imposent d'obligations qu'au patron. Il faudrait donc conclure qu'il n'y a pas là Paternalisme, puisqu'on n'y

trouve pas son élément essentiel, c'est-à-dire l'atteinte directe portée à la liberté d'une personne, dans l'intérêt de cette même personne.

C'est là un raisonnement auquel on ne peut guère reprocher que son excès de logique, et dont le vice est de prendre l'apparence pour la réalité. Certes, c'est bien aux patrons que s'imposent les obligations contenues dans les lois réglementant le travail des ouvriers ; mais, n'est-il pas évident que ces obligations s'imposent aussi aux ouvriers, par voie de conséquence ? Si tel patron fait travailler ses ouvriers plus de six jours consécutifs, il sait qu'il sera frappé d'une amende, quand bien même ses ouvriers auraient travaillé de leur plein gré. N'apparaît-il pas dès lors, que ces ouvriers, quand bien même ils le voudraient, ne pourront pas travailler le septième jour et que leur patron les *obligera* à se reposer. On voit donc que toutes les obligations de ce genre qui pèsent sur les patrons ne leur sont imposées qu'à titre d'intermédiaires entre le législateur et les ouvriers.

Envisagée sous cet aspect, la législation du travail toute entière est paternaliste. Or, c'est cet aspect, il ne faut pas l'oublier, qui correspond à la réalité et qui résulte de l'analyse des faits, débarrassés de toutes les apparences qui pourraient en fausser la nature. Nous concluons donc que la réglementation légale du travail est d'essence paternaliste.

Si nous éliminons la question de la réglementation du travail des enfants, qui ne saurait trouver place dans

cette étude, notre sujet se divise, de lui-même, en deux parties : l'une concernant le travail des femmes, l'autre celui des hommes adultes.

1° Réglementation du travail des femmes

Le travail des femmes a été, cela se conçoit, l'objet d'une attention toute spéciale de la part du législateur.

Les conditions physiologiques spéciales à l'organisme féminin l'ont doté d'une fragilité et d'une délicatesse particulières. S'il est vrai que la femme puisse aspirer à remplir presque toutes les fonctions qui ont été confiées à l'homme, elle ne pourra, dans la plupart des cas, l'y remplacer impunément. L'alternance régulière de ses fonctions organiques essentielles est déjà pour elle une cause d'attentions et de précautions forcées et l'oblige à éviter tout surmenage physique.

D'autre part, sa vie même ne lui appartient pas en propre ; jeune fille, elle doit préserver sa santé de tout ce qui peut entraver le développement parfait, harmonieux et complet de tout son être ; femme, la maternité exige d'elle des sacrifices incessants. Pour l'homme, le travail est déjà une source de fatigue. Que ne sera-t-il donc pas pour la femme ?

Et pourtant, de la vigueur et de la force de la femme, autant assurément que de celle de l'homme, dépendent à la fois la vitalité et la prospérité de notre population.

Est-ce à dire qu'il faille interdire aux femmes tout travail industriel ? Evidemment non ; mais il faut, semble-t-il, réglementer le travail des femmes d'une façon beaucoup plus stricte que celui des hommes.

Une première chose à réglementer, c'est la durée journalière du travail.

La femme n'a pas, en effet, comme l'homme, à s'occuper uniquement du travail extérieur. Il y a un certain nombre de tâches domestiques qui s'imposent à elle, qu'elle le veuille ou non ; elle a des devoirs d'épouse ; elle a des devoirs de mère ; elle est obligée, par la force même des choses, de préparer quelque nourriture pour elle et pour les siens. Il en résulte que permettre à la femme de rester à l'usine aussi longtemps que l'homme, ce serait lui permettre, en réalité, de travailler beaucoup plus que ce dernier. Reportons-nous par la pensée à l'époque relativement récente, où il était permis à la femme de travailler douze heures par jour, comme l'homme. Il faut, si l'on a quelque souci de la réalité, ajouter à ces douze heures de travail industriel, un minimum de trois heures de travail domestique : soit quinze heures de travail par jour. N'est-il pas manifeste qu'il y avait là un abus, auquel il appartenait au législateur de porter remède. C'est ce qu'il a fait par la loi du 2 novembre 1892, qui fixe à onze heures par jour la durée maxima du travail des femmes. Quelques années plus tard, la loi du 30 mars 1900 réduisit encore cette durée, et la ramena à dix heures, avec cette aggravation que dans tous les

ateliers où sont employés à la fois des femmes ou des enfants et des hommes adultes, ce maximum de dix heures s'appliquerait non seulement aux femmes et enfants, mais même aux adultes. Une limite unique dans un même atelier est, en effet, indispensable pour que la loi soit rigoureusement appliquée en ce qui concerne les femmes et les enfants.

A cette question du maximum de durée de la journée de travail des femmes, se rattache celle des veillées. Dans certaines industries saisonnières, telles que la mode et la couture, on est amené, par la force même des choses, à prolonger, exceptionnellement, pendant certaines périodes de l'année, la durée de la journée de travail bien au delà de la limite habituelle. Cette prolongation exagérée de la journée de travail, quoique exceptionnelle, méritait de retenir l'attention du législateur. Si l'on songe, en effet, que certaines ouvrières, employées dans les grandes maisons parisiennes de mode et de couture, fournissaient, il y a encore quelques mois, des journées de travail qui atteignaient, à certaines époques de l'année, quatorze et quinze heures, parfois plus ; si l'on songe que des ouvrières, parfois très jeunes, étaient ainsi mises dans l'obligation de regagner leur domicile à des heures fort tardives, souvent à pied ; si l'on songe, d'autre part, que les ouvrières mariées étaient ainsi privées de toutes les joies que peut procurer la vie familiale ; si enfin l'on considère que c'était vouer toute une catégorie de femmes et de mères futures à une déchéance

physiologique à peu près certaine, on ne pourra qu'approuver hautement le décret du 17 février 1910 (1), qui rastreint à la seule confection des vêtements et chapeaux de grand deuil, la tolérance de la veillée jusqu'à onze heures du soir, pendant soixante jours par an ; et encore, sans qu'en aucun cas, la durée totale du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures. Sans doute, la loi du 2 novembre 1892 et les décrets subséquents fixaient déjà à onze heures du soir, la limite de la veillée dans les industries saisonnières ; mais, comme cette tolérance s'appliquait à toutes les industries saisonnières, la surveillance à ce sujet était rendue à peu près impossible. Aussi, la veillée, même au delà de onze heures et sans autorisation, était devenue très fréquente dans la mode, et surtout dans la couture.

Le décret du 17 février 1910, en restreignant cette tolérance à des cas très précis et très limités, rendra la surveillance beaucoup plus facile et beaucoup plus efficace.

On a objecté que limiter ainsi la durée du travail des femmes, c'est nuire à tout le monde : à l'ouvrière d'abord en diminuant un salaire déjà très minime ; au patron ensuite, en rendant l'organisation du travail de plus en plus difficile ; au consommateur enfin, en augmentant sans cesse les prix. Cela est indéniable ; mais, la question est précisément de savoir s'il n'y a pas des intérêts plus

(1) *Journal officiel*, 1910, p. 1437.

élevés que ceux-là et dont le législateur doive avant tout assurer la sauvegarde.

Ce n'est pas seulement l'intérêt de la race qu'il faut ici sauvegarder ; c'est l'intérêt de chaque ouvrière prise en elle-même. L'Etat doit protéger chaque ouvrière, parce que aucune organisation syndicale féminine n'est encore assez puissante pour remplir ce rôle et parce que l'ouvrière se trouve ainsi isolée et sans force, en face d'une organisation du travail qui s'impose à elle d'une façon inéluctable.

Il faut même, semble-t-il, aller plus loin et dire que l'Etat a le droit de protéger l'ouvrière, non seulement contre une organisation du travail nuisible à ses intérêts essentiels, mais même contre ses propres entraînements. Nombreuses sont celles qui, pour augmenter de quelques sous, parfois de quelques centimes, leur maigre budget, seraient heureuses de pouvoir prolonger au delà de toute mesure leur travail quotidien.

Mais si l'on songe, d'autre part, que ce sont peut-être ces quelques sous, gagnés par son surmenage, qui vont parfaire la somme indispensable pour permettre à l'ouvrière de subsister sans être obligée de recourir à des moyens inavouables, il est permis d'avoir quelques scrupules et d'hésiter longuement avant de lui interdire ce gain sauveur.

C'est là encore une question de mesure des plus délicates à trancher. Aussi, il semble hors de doute que le législateur ne pourra jamais résoudre cette question

d'une façon identique pour toutes les industries. La simplicité est une excellente chose ; mais, en matière économique, elle se plie mal à la complexité des faits. C'est là une question d'espèces. Le législateur doit s'en occuper, mais avec d'infinies précautions.

C'est encore la loi du 2 novembre 1892 qui, dans son article 4, interdit le travail de nuit (1) aux enfants âgés de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes dans les « usines, manufactures, mines, minières et carrières, « chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, « même lorsque ces établissements ont un caractère « d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ».

C'est donc une prohibition assez étendue. Certains cependant ne s'en contentent pas. M. Germain Martin, dans un article de la *Revue d'Economie politique* (2), rapporte les délibérations de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, dans les deux séances qu'elle a consacrées à cette question (3). Voici, en effet, le vœu que cette assemblée a voté à l'unanimité, sauf quelques réserves de M. l'abbé Lemire :

« Considérant qu'il importe de faire complètement
« disparaître le travail de nuit des femmes, les membres

(1) Est qualifié travail de nuit tout travail effectué entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

(2) N° d'août-septembre 1902.

(3) 29 janvier et 12 mars 1902.

« de l'Association pour la protection légale des travailleurs sont d'avis qu'aucune des dérogations apportées par la loi du 2 novembre 1892 au principe de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, ne doit être maintenue. »

Un seul exemple suffira à montrer ce qu'il y a de trop simpliste dans un pareil vœu.

Il y a un travail qui ne peut s'exécuter que la nuit, entre 2 et 5 heures du matin, qui est presque toujours confié à des femmes, et qui n'a rien de fatigant ni de dangereux : c'est le pliage des journaux. Sans doute, l'usage des plieuses mécaniques s'est beaucoup répandu et enlève à cette question un peu de son très réel intérêt, mais il n'en reste pas moins qu'il y a encore de nombreux petits journaux, et même quelques grands quotidiens qui font appel à la main-d'œuvre féminine et cela, non pas seulement dans un but d'économie, mais encore parce que les petites mains féminines exécutent ce genre de travail avec beaucoup plus de rapidité que ne pourraient le faire les doigts plus gros des hommes. Faut-il donc, sous prétexte de défendre l'individu, interdire ce métier tout à fait inoffensif aux quelques centaines de femmes qui y trouvent leur subsistance? Ce serait une singulière façon de les protéger.

Un autre exemple fera mieux voir encore combien délicate est cette question du degré d'intervention de l'Etat dans la réglementation du travail et quelle prudence il doit y apporter, s'il ne veut pas que les mesures

prises se retournent contre ceux-là mêmes qu'elles ont pour but de protéger.

Nous l'emprunterons au rapport de l'inspecteur du travail de la VI^e circonscription pour l'année 1892. Ce rapport expose qu'avant la loi du 2 novembre 1892, le triage des vieux chiffons s'effectuait à Elbeuf, dans des fabriques. Une certaine surveillance était donc possible ; et les conditions d'hygiène dans lesquelles s'effectuait ce travail, sans être excellentes, n'étaient cependant pas trop mauvaises.

Survint la loi du 2 novembre 1892 qui, en imposant aux manufacturiers certaines conditions d'hygiène et en interdisant l'emploi des enfants de moins de 18 ans à ce genre de travail, a eu pour effet d'amener la fermeture des ateliers collectifs. Il en résulte que maintenant ce travail, particulièrement insalubre, est effectué à domicile, sans aucune surveillance, par des femmes et des enfants et dans des conditions d'hygiène encore plus déplorables.

Nous pourrions citer cent autres exemples montrant les conséquences inattendues et souvent néfastes de bien des lois de protection de l'individu ; nous ne le ferons pas, le petit fait que nous avons emprunté au rapport de l'inspecteur du travail de la VI^e circonscription nous semblant assez éloquent pour qu'il soit superflu d'insister davantage.

La loi de 1892 prescrit encore le repos hebdomadaire pour les femmes et les enfants de moins de 18 ans, et

l'interdiction, mais pour les femmes seulement, des travaux souterrains.

Mentionnons enfin, pour en finir avec les mesures paternalistes concernant spécialement les femmes, l'interdiction de les faire travailler pendant un certain temps avant et après leurs couches. Le principe du repos obligatoire pendant quelques semaines avant et après les couches, est maintenant reconnu et sanctionné par presque toutes les législations européennes (1).

C'est là, certes, de toutes les mesures paternalistes visant la femme, celle qui peut être le moins sujette à critique, puisqu'elle s'adresse à un être déjà faible par lui-même et atteint, en outre, de ce surcroît de faiblesse qui précède et accompagne la maternité.

Malgré cela, le législateur français n'a pas encore cru devoir aller jusque-là ; mais nous trouvons, dans ces dernières années, deux lois votées à moins de six mois d'intervalle, qui montrent que la question commence à

(1) Loi autrichienne du 21 juin 1884 (Voyez *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 283).

Loi espagnole du 13 mars 1900 (Voyez *Annuaire de législation étrangère*, 1900, page 291).

Loi suédo-norvégienne du 17 octobre 1900 (Voyez *Annuaire de législation étrangère*, 1900, page 421).

Loi néerlandaise du 5 mai 1889 (Voyez *Annuaire de législation étrangère*, 1889, p. 555).

Canton de Bâle-ville : loi du 23 avril 1888 (Voyez *Annuaire de législation étrangère*, 1888, page 682).

Canton de Zurich : loi du 12 août 1894 (Voyez *Annuaire de législation étrangère*, 1894, page 700).

préoccuper les pouvoirs publics. Aucune de ces lois n'a un caractère nettement paternaliste. Ce sont plutôt des lois d'administration ou de police générale. C'est ainsi que la première en date, celle du 27 novembre 1909 (1), se borne à garantir leur travail ou leur emploi aux femmes en couches employées dans l'industrie et à décider que toute convention contraire sera nulle de plein droit.

Quant à la seconde, qui date du 18 mars 1910 (2), elle a pour but d'accorder aux institutrices un congé de deux mois avec traitement entier, moitié avant, moitié après leurs couches. Une seule de ses dispositions présente un certain caractère paternaliste, c'est celle qui décide qu'elles ne peuvent reprendre leur service, *qu'elles le veuillent ou non*, qu'après examen et certificat médical constatant qu'elles sont en état de le faire *sans dommage pour leur santé* (en cas contraire, la prolongation de congé nécessaire leur est accordée, aux conditions du congé ordinaire, jusqu'à concurrence de deux mois).

Cette question de la réglementation du travail des femmes nous amène à celle, beaucoup plus complexe encore si c'est possible, de la réglementation du travail à domicile.

Tout a été dit sur les abus qu'il engendre, tant au point de vue de la durée tout à fait excessive de la journée

(1) *Journal officiel*, 1909, page 11386.

(2) *Journal officiel*, 1910, page 2273.

de travail, rendue nécessaire par la modicité des salaires, qu'à celui des conditions hygiéniques déplorables dans lesquelles il est le plus souvent exécuté. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à feuilleter le volumineux rapport qui a suivi l'enquête de l'Office du Travail sur l'industrie de la lingerie à Paris. On y lit, notamment, que les salaires ne dépassent pas 0 fr. 20 l'heure et oscillent pour la plupart entre 0 fr. 10 et 0 fr. 15 (1). On y lit même (2) qu'on trouve encore à Paris des ouvrières à domicile payées à raison de 0 fr. 05 l'heure, et là-dessus il leur faut encore payer leur fil et leurs aiguilles.

D'une façon générale, le rapport estime que les trois quarts des femmes qui font de la lingerie chez elles à Paris, ne gagnent pas 400 francs par an. Or, 97 0/0 d'entre elles n'ont pas d'autres ressources (3). Une femme de grand cœur, M^{lle} Caroline Milhaud, qui a spécialement étudié cette question du travail à domicile, cite diverses monographies d'ouvrières que nous voudrions pouvoir reproduire ici tant elles sont éloquentes dans leur simplicité. La plupart se réfèrent à des ouvrières qui travaillent 14 et 16 heures par jour !

Et cela ne s'explique que trop facilement. Comment s'étonner, en effet, qu'une femme qui n'a que le produit de son travail pour vivre, et parfois pour faire vivre une mère infirme ou un enfant en bas âge, soit obligée de

(1) Page 743.

(2) Page 217.

(3) Page 745.

prolonger son travail au delà de toute limite raisonnable ?

Il appartient donc à l'Etat de protéger ces malheureux travailleurs à domicile contre leur propre entraînement, ou plutôt contre la fatalité qui les domine.

Mais ici, l'on se heurte à un redoutable obstacle. Comment assurer l'observation des règles que l'on va édicter à ce sujet ? On ne connaît pas, en effet, les taudis dans lesquels habitent les malheureuses victimes du sweating. Et, même si on arrive à les connaître, va-t-on se permettre de porter atteinte au grand principe de l'inviolabilité du domicile et de jeter ainsi un regard indiscret sur des misères qui, bien souvent, préféreraient rester cachées ?

D'autre part, une réglementation légale du travail à domicile ne va-t-elle pas aller contre son but et réduire à une misère encore plus complète de pauvres femmes qui s'étaient peu à peu habituées à leur misère relative ? Il est permis de penser qu'une réglementation, même légère, du travail à domicile aurait pour effet d'empêcher un très grand nombre d'industriels de continuer à y avoir recours.

Ce n'est pas tant sur leur principe que sur leurs conséquences, en effet, qu'il faut juger de pareilles lois. La véritable question, c'est d'abord de savoir si elles ne dépassent pas leur but et si, à la place des maux qu'elles prétendent guérir, elles n'en créent pas d'autres au moins aussi grands.

Ce sont là des objections assez graves pour retenir longtemps l'attention du législateur. Mais nous ne croyons pas cependant qu'elles soient suffisantes pour arrêter toute tentative de réglementation.

Au reste, plusieurs pays se sont déjà engagés dans cette voie.

C'est d'abord l'Angleterre, avec la section 107 du « Factory and workshop Act » de 1901 (1). Ce texte réglemente le travail des « outworkers (2) » au triple point de vue de la durée du travail, du salaire et de l'hygiène.

Dans ce but, le patron est obligé d'envoyer chaque année aux autorités sanitaires, deux listes contenant les noms et adresses de tous les outworkers qu'il emploie. La durée de la journée de travail n'est limitée que pour les « jeunes ouvriers » (14 à 18 ans) et pour les enfants (moins de 14 ans).

Pour le salaire, la seule exigence de la loi de 1901 est qu'il soit « public ». Cela lui donne un caractère certain, qui permet à l'ouvrier de refuser le travail qu'on lui propose, s'il estime que le salaire est trop minime.

Avec les prescriptions relatives à l'hygiène, nous quittons le domaine du Paternalisme, car elles ont pour but de protéger, non plus l'outworker, mais les personnes auxquelles sont destinés les travaux qu'il

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1901, pages 20 à 70.

(2) Le mot « outworkers » désigne, mot à mot, ceux qui « travaillent en dehors » de l'usine ou de l'atelier, c'est à-dire chez eux.

exécute. Elles ont uniquement pour but d'interdire, dans les locaux où il y a des maladies contagieuses, la confection des vêtements ou autres objets susceptibles de les transmettre.

L'Allemagne a fait, elle aussi, un timide essai de réglementation du travail à domicile, mais il vise surtout le travail des enfants.

Aux Etats-Unis, les législateurs des différents Etats de l'Union sont allés beaucoup plus loin et n'ont pas craint d'imposer des obligations telles que l'enregistrement de tous les ateliers en chambre, de tous les ouvriers et sous-entrepreneurs qui y travaillent ou y font travailler et l'apposition d'une étiquette sur les objets fabriqués dans de mauvaises conditions hygiéniques, cette étiquette devant être enlevée dès que le service sanitaire a procédé à la désinfection des locaux et des objets.

Mais il semble bien que cette réglementation, à part quelques prescriptions relatives à l'aération, à la ventilation des ateliers, et au cube d'air requis, n'a pas pour but essentiel de protéger le travailleur. Elle cherche avant tout, en effet, en protégeant chaque consommateur, à sauvegarder la santé publique.

Il était réservé à l'Australie, qui semble être aujourd'hui le grand champ d'expérience des jeunes démocraties, d'aller, par la fixation d'un salaire minimum, jusqu'à l'extrême limite de la protection des travailleurs.

Mais cette mesure présente pour l'ouvrier un bienfait

purement gratuit et qui n'est contrebalancé par aucune contrainte directe ni indirecte. Il faut donc lui refuser tout caractère paternaliste.

En France, le travail à domicile n'est encore soumis à aucune réglementation ; mais, en présence des abus qu'ont révélés les enquêtes successives auxquelles il a donné lieu, en présence, d'autre part, de la difficulté, pour ne pas dire de l'impossibilité, où se trouvent les travailleurs à domicile de constituer des organisations syndicales pour se défendre eux-mêmes, il est permis, même à un individualiste convaincu, de souhaiter que l'Etat étende à cette importante catégorie de déshérités un peu de la sollicitude dont il se montre si prodigue à l'égard de tous les autres.

S'il est un cas d'infériorité qui justifie l'intervention paternaliste, c'est bien celui du travailleur à domicile. S'il est un homme qui a besoin d'être protégé contre lui-même, c'est bien celui qui, dominé par le premier de tous les besoins, celui de manger pour vivre, se trouve privé du minimum d'indépendance et de tranquillité d'esprit nécessaire pour distinguer lui-même son véritable intérêt.

2° Réglementation du travail des hommes adultes.

Nous entrons ici dans le domaine de la pure controverse. Interventionnistes et non-interventionnistes se livrent sur cette question à des discussions sans fin ; mais

les arguments des uns et des autres sont trop connus pour que nous les reproduisions ici.

Un parallèle des avantages et des inconvénients réciproques de l'interventionnisme et du non-interventionnisme en cette matière ne saurait trouver place dans cette étude. Délaissant la question théorique, qui relève beaucoup plus de la Philosophie que du Droit, nous nous bornerons donc à constater que la réglementation du travail des adultes est aujourd'hui un fait accompli dans la plupart des pays.

Mais nous croyons devoir, par contre, reprendre la question théorique sous une autre face et essayer de préciser par suite de quel travail psychologique conscient ou inconscient, les interventionnistes admettent la réglementation légale du travail des adultes.

Si l'on creuse cette idée de la réglementation du travail des adultes, si l'on cherche à atteindre ses racines profondes, on est amené à constater que son origine première résulte de l'inégalité de situation existant entre le patron et l'ouvrier.

D'un côté, en effet, il y a un homme qui a des capitaux, qui n'a pas besoin de gagner sa vie au jour le jour et qui se borne à recevoir les offres de travail qui se présentent à lui, sans qu'il ait besoin le plus souvent de les solliciter ; de l'autre, au contraire, il y a un homme qui est dans l'obligation matérielle de trouver du travail à n'importe quelles conditions, dans un délai fixe très limité et qui est obligé, dans la plupart des cas, de faire

ses offres lui-même, car, inconnu comme il l'est, personne ne songerait à lui.

N'est-il pas évident qu'entre ces deux hommes, dont l'un peut attendre, et dont l'autre, au contraire, ne peut pas attendre, la partie n'est pas égale et que le premier pourra imposer au second, par une pression qui pourrait, parfois, aller presque jusqu'au chantage, les conditions de travail les plus pénibles et les plus néfastes ? Il semble donc, à ce point de vue, que c'est avec juste raison que l'Etat intervient pour maintenir la balance égale entre l'une et l'autre partie. Ce faisant, il ne fait que se conformer à une de ses attributions, qui ne lui est déniée par personne : celle d'assurer la loyauté des contrats et l'égalité des contractants.

Mais, l'hypothèse que nous venons d'envisager, c'est-à-dire le contrat passé par *un* ouvrier avec *un* patron, correspond-elle bien aujourd'hui à la réalité des faits ? Dans certains cas, et en particulier dans la petite industrie, on peut sans hésiter répondre que oui ; mais, dans la grande industrie ?...

Le cas le plus fréquent aujourd'hui est, au contraire, celui où le patron a en face de lui, non pas un faible individu, mais une collectivité d'une force au moins égale à la sienne.

Au fur et à mesure que se développent les organisations syndicales, — et elles semblent devoir se développer de plus en plus, — l'égalité se rétablit entre patrons et ouvriers organisés.

Mais alors, au nom de quel principe pourra-t-on justifier l'intervention de l'Etat ? Comment le législateur, en présence d'une collectivité assez éclairée pour avoir conscience de ses droits et de ses véritables intérêts et assez forte pour en assurer la sauvegarde, oserait-il, lui qui en principe connaît tout et par suite ne connaît rien, comment oserait-il prendre la place du groupe le plus compétent en la matière et lui dicter la ligne de conduite qu'il prétend être, à tort ou à raison, la plus conforme à ses intérêts ?

Certes, l'organisation syndicale, surtout en France, n'est pas encore assez développée pour qu'on puisse reprocher à l'Etat de continuer à remplir son rôle tutélaire.

Mais, le jour où cette organisation syndicale sera devenue la règle générale et où les syndicats seront des personnalités responsables, conscientes autant de leurs devoirs que de leurs droits et de leur force et représentant réellement la totalité de la main-d'œuvre de telle ou telle branche de l'industrie, ce jour-là, l'Etat, qu'il le veuille ou non, sera obligé d'abdiquer le rôle intérimaire qu'il remplit actuellement et de rendre à chaque collectivité compétente la charge de défendre ses propres intérêts.

Le zèle paternaliste du législateur pourra peut-être alors s'exercer d'une autre façon ; il faudra sans doute protéger le syndiqué contre la toute-puissance du syndicat, ou parer à d'autres dangers de cette nature ; mais, c'est là le Droit de demain et nous ne saurions nous en occuper.

Ainsi, la réglementation légale du travail dans l'intérêt de l'ouvrier nous apparaît, non pas comme une attribution essentielle de l'Etat, mais comme un accident historique, comme une précaution prise pour combler la lacune creusée par une application exagérée du principe de la liberté du travail, dans l'intervalle qui sépare le régime des corporations du régime des syndicats.

Nous sommes pleinement d'accord sur ce point avec le grand théoricien du syndicalisme, M. Fournière, qui écrit, dans son livre sur « L'Individu, l'Association et l'Etat » :

« Il ne faut pas contester le caractère précaire et transitoire des lois de protection ouvrière, qu'il faut bien se garder de confondre avec les lois de liberté organique nécessaires aux diverses catégories d'associations, et en particulier aux associations professionnelles, pour régler leurs rapports et leurs conflits avec l'individu et avec la société. *Les lois de protection n'ont de raison d'être que par suite de l'infériorité organique de ceux pour lesquels elles sont faites. Que, par l'association professionnelle, disparaisse cette infériorité, et elles n'auront plus aucune raison d'être.* Il va de soi qu'on pourrait supprimer les lois d'hygiène des ateliers et de limitation du travail des femmes et des enfants, si les syndicats ouvriers étaient assez forts, — et ils le seront lorsqu'ils incorporeront la majorité des intéressés, — pour imposer aux employeurs le souci de l'hygiène et le respect des faibles. Il est donc certain que ces lois

« tomberont d'elles-mêmes en caducité, ou ne seront
« plus appliquées qu'à de rares contrevenants, lorsque
« les syndicats en seront là. Mais ils n'y sont pas en-
« core » (1).

Ce que nous venons de dire de la réglementation du travail des adultes, nous aurions pu le dire aussi de la réglementation du travail des femmes. Nous ne l'avons pas fait, car, les syndicats féminins étant encore à peu près inexistants, parler de leur action comme pouvant remplacer celle de l'Etat, aurait pu paraître chimérique. Mais il semble bien que le développement des syndicats féminins, s'il est tardif, n'en sera que plus rapide, et qu'un jour viendra aussi où leur action remplacera avantageusement celle de l'Etat.

Ces remarques préliminaires faites, arrivons à la question qui s'est posée la première en matière de réglementation du travail, celle de la limitation de sa durée.

Nous avons admis le principe de l'intervention de l'Etat en cette matière ; il nous reste à mettre en lumière les quelques objections qu'on peut formuler au sujet de la manière dont ce principe a été appliqué.

La combinaison des différentes lois réglementant la durée de la journée de travail aboutit, en effet, à la plus complète incohérence. Même en mettant à part la loi de 1905 limitant à 8 heures la durée de la journée de

(1) Eugène FOURNIÈRE, *L'Individu, l'Association et l'Etat*, page 213.

travail dans les mines, qui peut se justifier par suite de la nature particulièrement pénible du travail souterrain, il n'en reste pas moins qu'il y a encore, en dehors des ouvriers mineurs, trois limites différentes.

Pour toute la petite industrie d'abord, il n'y a aucune limite, le décret-loi du 9 septembre 1848 ne lui étant pas applicable. Il y a ensuite la grande majorité des ouvriers de la grande industrie, pour lesquels le maximum légal est douze heures ; maximum qui n'a plus aujourd'hui qu'un très minime intérêt, puisque, dans la plupart des cas, l'initiative syndicale a réussi à faire abaisser cette durée bien au-dessous de la limite fixée par le législateur.

Enfin, la troisième catégorie, qui n'existe que depuis la loi du 30 mars 1900, comprend les adultes qui travaillent dans des ateliers où sont déjà employés des femmes ou des enfants. Pour eux, la limite journalière est de 10 heures. Sont-ils donc moins forts que ceux qui travaillent dans des ateliers où il n'y a ni femmes, ni enfants ? Evidemment non. Bien au contraire, le fait qu'ils travaillent avec des femmes et des enfants semble indiquer que leur travail est moins pénible que celui qui n'est confié qu'à des travailleurs hommes. Pourquoi dès lors, et en vertu de quel droit, si cette mesure est uniquement destinée à faciliter le contrôle de la loi de 1900 en ce qui concerne les femmes et les enfants, sacrifier à l'intérêt de ces derniers le droit qu'ont les hommes de travailler plus de 10 heures ?

Dès le mois de juillet 1906 un projet de loi tendant à l'unification de ces différentes limites était déposé par le gouvernement et rapporté favorablement par M. Justin Godart. Ce projet a été repris par M. Viviani, le 7 juillet 1910 (1). Il prend pour base générale la limite de 16 heures, sous réserve de quelques exceptions imposées par la nature des choses. La difficulté sera d'établir sans arbitraire la liste de ces exceptions.

La partie de ce projet Viviani qui semble la plus sujette à caution est celle qui a trait à la limitation de la durée du travail des employés de commerce. L'auteur du projet reconnaît qu'il serait difficile d'appliquer aux établissements commerciaux toutes les prescriptions légales qui sont imposées à l'Industrie, où le travail est continu et ne dépend point des heures où se présente la clientèle.

Il en résulte que, dans le commerce, la durée du travail effectif ne se confondant pas avec la durée de présence obligatoire, une réglementation légale ne peut être basée que sur la fixation d'un temps minimum de repos ininterrompu. M. Viviani propose de fixer à 11 heures par jour ce minimum de repos ininterrompu, pour les employés de magasins et de bureaux.

Le projet prévoit ensuite toute une procédure permettant, en vue d'égaliser les chances de concurrence, de faire établir dans une même commune une heure uni-

(1) *Journal officiel*, 1910, séances de la Chambre, page 2426.

forme d'ouverture et de fermeture, par décision du Conseil municipal, sur la demande des trois quarts des chefs d'établissements intéressés. Mais, nous touchons là à une réglementation qui n'a plus rien de paternaliste.

En résumé, il faut bien le dire, l'incohérence semble difficile à éviter dans cette limitation de la durée du travail des adultes. Pour sauvegarder tous les intérêts en jeu, il faudrait non pas trois limites différentes, mais dix, quinze, vingt ; et encore risquerait-on de faire à certaines catégories de travailleurs un de ces cadeaux dangereux qui entraînent plus de mal qu'ils n'apportent de bien.

Aussi, il n'y a qu'un petit nombre d'Etats qui ont osé s'engager dans cette voie redoutable de la réglementation de la durée du travail des adultes. A peine peut-on citer l'Autriche et la Suisse, où la loi fixe un maximum de 11 heures et la Russie, de 11 heures 1/2.

Mais le zèle infatigable du législateur français devait aller encore plus loin et imposer à l'ouvrier, *qu'il le veuille ou non*, un jour de repos par semaine (1). Certaines lois étrangères, il faut le reconnaître, contiennent également cette obligation ; mais, la plupart d'entre elles, comme notre ancienne loi du 18 novembre 1814 (2), s'inspirent d'une préoccupation religieuse bien plus que paternaliste. Il y a une loi typique à ce point de vue :

(1) Loi du 13 juillet 1906 (*Journal officiel*, 1906, page 4834).

(2) Abrogée en 1880, au nom de la liberté de conscience.

c'est la loi canadienne connue sous le nom d'*Acte du dimanche* (*The Lord's day bill*) (1). Cette loi, par une curieuse coïncidence, porte la même date que la loi française : 13 juillet 1906. Mais c'est leur seul point commun.

Votée à la suite des patientes intrigues de la « Ligue de l'observance du jour du Seigneur », cette loi est, en effet, d'inspiration exclusivement religieuse. Ce qui le prouve bien, c'est qu'elle va jusqu'à prohiber même certains divertissements le dimanche.

La discussion du principe de l'obligation a donné lieu à des débats fort intéressants et nous croyons devoir rapporter ici les quelques paroles remarquables prononcées à cette occasion par M. Foster, député conservateur du Toronto nord, et ancien ministre. Leur portée, en effet, dépasse singulièrement la loi canadienne et s'étend, malgré la différence d'objet qui les sépare, jusqu'à la loi française :

« Cet article (l'article 4) dit M. Foster, me semble si
« contraire au bon sens que je ne puis le laisser adopter
« sans dire ce que j'en pense. Quel droit le Parlement
« a-t-il de se permettre d'intervenir entre un ouvrier et
« un patron pour les empêcher de faire leurs propres
« conditions pour certaines heures de travail? A mon
« avis, le principe qui devrait prévaloir dans une législa-
« tion de ce genre, c'est l'interdiction faite à l'employeur

(1) Voy. art. de M. DEWAVRIN dans la *Revue politique et parlementaire* (novembre 1907).

« d'exiger que le salarié travaille le dimanche sous peine
« de renvoi ou autre punition. »

Il semble bien, du reste, que cette loi canadienne si rigoriste n'est guère appliquée que dans les provinces protestantes d'Ontario et de Manistoba, à l'exclusion de la province française et catholique de Québec.

L'esprit de la loi française est tout différent ; mais le fond en est le même, puisque la loi tout entière repose sur le principe de l'obligation imposée à l'ouvrier, par l'intermédiaire du patron.

Mieux qu'aucune autre loi sociale, celle du 13 juillet 1906 a montré combien il est dangereux de vouloir imposer à tous une règle uniforme, sans avoir égard à l'infinie diversité des cas qui peuvent se présenter ; mieux qu'aucune autre, elle a montré le vice radical de l'obligation rigide.

C'est ce que M. Georges Cahen a très bien mis en relief, dans un article fort documenté qu'il a consacré à cette question, dans la *Revue politique et parlementaire* (1) :

« ... Chaque profession, écrit-il, a ses usages ; chaque
« industrie ses traditions. Elles sont si respectables que
« le Code de commerce leur attribue, en certains cas,
« force obligatoire. Si scrupuleux que puisse être le
« travail législatif, se peut-il accommoder d'une sem-
« blable adaptation ? Ici, ce sont les jours de foires et

(1) N° de février 1909.

« marchés ; là, les jours de pardon que l'on se plaît à
« consacrer au repos. Tantôt on a pris l'habitude de se
« réunir en famille après la récolte, ou bien à la saison
« chaude, durant la morte-saison des affaires. Tantôt
« on préfère régulièrement goûter chaque semaine les
« joies du foyer. Chaque coin de France est attaché à
« ses vieilles coutumes. A vouloir tout prévoir, et tout
« fixer, évitera-t-on l'uniformité tracassière ou bien
« l'arbitraire d'une réglementation trop minutieuse ? Est-
« ce au Parlement qu'il convient d'édicter de véritables
« règlements d'atelier ? Peut-il se transformer en un
« juge capable d'apprécier, pour chaque cas individuel,
« la valeur respective des revendications contradictoires ?
« Va-t-il s'instituer l'arbitre des circonstances, variables
« avec le temps et le lieu ?

« ... Les véritables arbitres des situations particulières
« ne peuvent être, en réalité, que les intéressés eux-
« mêmes. »

C'était, du reste, l'avis émis, en octobre 1906, par le
Congrès des groupements industriels et commerciaux de
France, dont on ne peut songer à nier la compétence.

Il semble bien que le législateur de 1906 aurait évité
beaucoup de difficultés d'application et beaucoup de dé-
cisions arbitraires de l'Administration dans l'octroi ou
le refus des dérogations, si, au lieu d'imposer aveuglé-
ment le repos hebdomadaire à tous les travailleurs du
commerce et de l'industrie, il s'était contenté de décider,
comme le demandait M. Foster à la Chambre canadienne,

que dorénavant le patron ne pourrait plus *obliger* ses ouvriers à travailler plus de six jours consécutifs. Le résultat aurait été le même dans l'ensemble ; mais la liberté de l'ouvrier aurait été sauvegardée et la loi se serait pliée d'elle-même, et sans heurt, à l'infinie diversité des cas dont le législateur n'a pu considérer que l'ensemble.

On objectera peut-être que, dans ces conditions, la loi serait restée lettre morte, la plupart des travailleurs renonçant à s'en prévaloir. Mais, dans ce cas, qui n'est, du reste, qu'une simple hypothèse nullement vérifiée, les travailleurs ne renonceraient vraisemblablement à se prévaloir de la faculté que leur donnerait la loi, que s'ils devaient recevoir en compensation un supplément de salaire. Et, dès lors, ne serait-il pas téméraire de la part du législateur de décider souverainement, au nom de l'ouvrier et soi-disant dans son propre intérêt, s'il lui est préférable de se reposer un jour par semaine en restreignant son budget, ou de continuer son travail, afin d'acquérir quelques ressources supplémentaires ? Mais, cela dépend de la force du travailleur, de son âge, de la nature du travail, de sa durée quotidienne, du plus ou moins d'importance de la famille, du plus ou moins de charges qu'elle comporte et d'une foule d'autres considérations qui varient avec chaque individu. Il est manifeste qu'on ne saurait résoudre par voie générale une question si délicate, et que les intéressés seuls sont aptes à prendre une décision à ce sujet.

Nous devons enfin, en étudiant cette question du repos hebdomadaire obligatoire, réserver une mention toute spéciale à la législation espagnole. Cette législation semble, en effet, encore plus paternaliste que la nôtre, puisqu'elle interdit de travailler le dimanche, *même pour son propre compte*.

Mais il faut se garder d'oublier que cette loi espagnole est d'inspiration religieuse bien plus que paternaliste ; et que, bien que paraissant plus absolue en la forme que la loi française, son application, en fait, ne doit pas être beaucoup plus gênante pour l'Individu.

Il nous reste enfin, pour en finir avec la réglementation du travail des adultes, à signaler la prohibition de l'emploi industriel de la céruse et du phosphore blanc ; mais il semble qu'il ne faut voir là que des mesures de police ou d'administration générale, auxquelles le caractère paternaliste fait totalement défaut. Elles n'imposent, en effet, aucune contrainte, même indirecte, aux ouvriers qui doivent en être les bénéficiaires. L'étude de cette question ne saurait donc trouver place dans cette rapide esquisse.

On pourrait plutôt reconnaître le caractère paternaliste à la loi du 27 mars 1910 (1), qui supprime les économats patronaux. Sans doute, il n'y a là, en apparence, qu'une simple mesure de police et d'administration générale ; mais, n'est-il pas manifeste que cette suppression,

(1) *Journal officiel*, 1910, page 2585.

qui n'impose de contrainte directe qu'au patron, va réagir, en fait, sur l'ouvrier, en le privant d'un bienfait dont il profitait avant la loi récente à ce sujet. On a reconnu, en effet, que, au moins en France, la très grande majorité des économats étaient plus avantageux que nuisibles pour les travailleurs.

Le législateur l'a si bien compris qu'il n'a pas osé englober dans la prohibition générale les économats des compagnies de chemins de fer, de peur de provoquer les plus vives réclamations de la part des employés de ces compagnies qui en retirent exactement les mêmes avantages qu'ils pourraient retirer des sociétés coopératives les plus puissantes.

Il aurait suffi, pour éviter toute possibilité d'abus, que le législateur de 1910, au lieu de prononcer une prohibition aveugle et générale, se contente de décider que dorénavant le personnel ne pourrait plus être *contraint*, ni directement, ni indirectement, à être le client de l'écomat patronal ; c'est ce qu'il a fait, du reste, pour les économats des compagnies de chemins de fer.

On aurait pu ainsi, tout en opposant aux abus une barrière qui, en cas de besoin, aurait joué d'elle-même, sauvegarder des institutions qui, dans bien des cas, rendaient de grands services à la classe ouvrière.

Ce que nous disons de la suppression des économats patronaux, nous pourrions le dire aussi de l'interdiction

du marchandage (1), avec cette différence toutefois, qu'en cette matière, le point de vue paternaliste apparaît avec moins de netteté, la contrainte ne s'exerçant pas sur le sujet protégé. Le point de vue paternaliste existe cependant, tout au moins pour certains puisque en supprimant l'échelon intermédiaire qui permettait à l'ouvrier intelligent de s'élever par ses propres forces au rang de petit patron, le législateur a enfermé le salarié dans le salariat, en lui enlevant à peu près toute possibilité d'en sortir.

Avant de terminer le chapitre consacré à la réglementation du travail, nous devons poser les termes d'une question encore prématurée en France, mais qui présente, au point de vue théorique, un très réel intérêt : l'arbitrage obligatoire en cas de grève constitue-t-il une mesure paternaliste (2) ?

Nous signalons la question ; mais nous ne prétendons pas la résoudre. Il peut y avoir, en effet, à la solution rapide et pacifique d'une grève des intérêts multiples ; intérêt des ouvriers, intérêt des patrons, intérêt du public, parfois même intérêt du pays tout entier. Lequel de ces intérêts le législateur a-t-il voulu spécialement sauvegarder ? De là dépend la solution du problème que nous venons de poser.

(1) Décret du 2 mars 1848, et projet Viviani, voté par la Chambre le 17 mars 1910, actuellement pendant devant le Sénat.

(2) Depuis le jour où ces lignes ont été écrites, les événements se sont précipités et la grève des employés de chemins de fer en

La Prévoyance obligatoire.

Le législateur ne s'est pas borné à protéger l'ouvrier dans son travail ; il a voulu aussi le protéger dans sa vie privée, dans sa vie familiale.

Le salaire étant, dans la plupart des cas, le seul revenu de l'ouvrier et de sa famille, c'est lui dont il fallait avant tout assurer la sauvegarde.

On l'a d'abord protégé contre les créanciers du patron, en cas de faillite de ce dernier, en décidant que la créance de l'ouvrier pour ses salaires serait privilégiée (1).

On l'a protégé ensuite contre les créanciers de l'ouvrier, en le déclarant insaisissable pour les neuf dixièmes (2).

On l'a protégé enfin, et c'est là que le point de vue paternaliste apparaît, contre les entraînements de l'ouvrier lui-même, en décidant que le salaire serait insaisissable pour les neuf dixièmes (3).

C'est une mesure bien hasardée, ont dit certains socio-

octobre 1910 a mis au nombre des questions actuelles celle de l'arbitrage obligatoire.

(1) Article 549 du Code de commerce et 2101 du Code civil, modifié par la loi du 6 février 1895.

(2) Loi du 6 février 1895.

(3) Loi du 6 février 1895.

logues, car elle risque de se retourner contre celui-là même qu'elle doit protéger, en rendant tout emprunt à peu près impossible à l'ouvrier, même dans les cas où il en aurait le plus pressant besoin.

Nous nous bornons à signaler l'objection, sans prétendre résoudre le problème. La question se ramène à savoir lequel de ces deux périls est le plus à redouter pour l'ouvrier : trop de crédit d'une part, pas assez de l'autre. Il semble bien cependant, pour qui connaît un peu l'ouvrier des grandes villes, que le législateur ne s'est pas trompé et qu'un crédit trop large est plus dangereux pour le salarié qu'un crédit plus réduit.

S'occuper de protéger le salaire de l'ouvrier est bien ; mais on n'a pas tardé à s'apercevoir qu'il serait non moins utile de chercher à le suppléer, lorsque pour une cause ou pour une autre, il vient à faire défaut. Frappé de ce que la plupart des ouvriers vivent au jour le jour, le législateur a compris que la famille ouvrière était à la merci du premier évènement qui obligerait son chef à suspendre son travail.

Que ce soit par suite de maladie, par suite de chômage involontaire, par suite d'invalidité prématurée ou par suite de vieillesse, le résultat est le même ; l'ouvrier ne pouvant généralement pas faire d'économies, c'est la misère au bout de quelques jours. Aussi, le législateur n'a pas tardé à sentir la nécessité de remédier à ce déplorable état de choses.

Deux méthodes très différentes s'offraient à lui pour cela.

L'une, qui nous vient de Belgique et qui est connue sous le nom de système de la *liberté subsidiée*, présente l'immense avantage, en sauvegardant la liberté de l'ouvrier, de maintenir entière sa responsabilité vis-à-vis de lui-même, avec les sanctions de fait qu'elle comporte. C'est cette méthode qui a eu d'abord les préférences du législateur français et c'est celle qui semble s'adapter le mieux au caractère de notre race. Mais elle a le tort, pour les esprits intransigeants, de n'être pas assez énergique et de laisser un champ trop libre à l'insouciance de la plupart des travailleurs.

Aussi n'a-t-on pas tardé à préconiser une seconde méthode, plus radicale, mais beaucoup plus tyrannique. C'est le système allemand de l'*assurance obligatoire*. Ce second système seul est paternaliste, parce que lui seul impose une contrainte.

Nous n'étudierons donc pas les assurances organisées d'après le système de la liberté subsidiée. Ce ne sont pas cependant les moins importantes.

C'est le cas notamment de l'assurance contre la maladie, qui n'est guère réalisée en France que par les sociétés de secours mutuels. Sans doute, l'Etat encourage les membres de ces sociétés en leur procurant des avantages honorifiques et pécuniaires, des subventions et des bonifications. Mais il se borne à les encourager. Malgré cela, ce système libéral est plus efficace que ne le pré-

tendent les partisans de l'obligation, puisque le nombre des mutualistes, déjà considérable, s'accroît sans cesse avec une très grande rapidité.

Nous ne nous occuperons pas non plus des assurances contre le chômage qui, elles aussi, sont purement facultatives, ni des assurances contre les accidents, puisque la loi du 9 avril 1898, en les mettant à la charge exclusive des patrons, leur enlève tout caractère paternaliste.

Reste donc uniquement la question de l'assurance obligatoire en vue d'une retraite.

On relève d'abord à ce sujet la loi du 29 juin 1894 qui rend obligatoires, mais pour les ouvriers mineurs seulement, les versements en vue d'une retraite.

C'est ensuite, et surtout, la grande loi générale sur les retraites ouvrières et paysannes (1).

Avant d'aborder l'étude des retraites obligatoires, mettons entièrement à part, afin d'éviter une confusion, la loi anglaise assurant, à partir du 1^{er} janvier 1909, une retraite de 325 francs payée par l'Etat, à tout Anglais âgé de 70 ans et n'ayant pas un revenu annuel supérieur à 650 francs. Quoiqu'elle ait pour objet d'établir des retraites, la loi anglaise est, en effet, une loi d'assistance pure et simple, toute différente de la loi allemande et de la loi française (2).

(1) Loi du 5 avril 1910.

(2) Voy. article de M. MALZAC dans la *Revue politique et parlementaire* (juillet 1908).

La loi française, au contraire, qui, à l'imitation de la loi allemande, *oblige l'ouvrier à faire des versements périodiques* en vue de constituer le capital de sa retraite, est essentiellement paternaliste.

Cette loi est absolument générale. Elle ne distingue ni les catégories d'ouvriers, ni les natures d'industries. Elle n'a qu'un poids et qu'une mesure qui s'appliquent, ou tout au moins qui doivent s'appliquer, aux cas les plus divers. C'est, on le voit, l'idée paternaliste poussée à ses limites extrêmes ; ce n'est plus seulement l'obligation du but, c'est l'obligation des moyens de le réaliser.

Et cependant, rien n'est plus variable que les moyens qui conviennent le mieux à tel ou tel individu pour assurer la sécurité matérielle de sa vieillesse. Tel père de famille, qui a des enfants laborieux et bien doués, voudra employer toutes ses économies à leur faire donner une instruction complète. Ce sera sa manière à lui d'économiser et d'assurer, indirectement, c'est vrai, mais d'une façon très heureuse, la sécurité de son avenir. Tel ouvrier maçon, ébéniste ou serrurier pourra, sans trop d'ambition, s'il est économe, songer à acheter un petit fonds et à s'installer à son compte. Tel autre, qui a des attaches dans une contrée, assurera l'avenir en achetant une petite maison ou un petit coin de terre.

Il y a mille manières d'assurer le pain de sa vieillesse. Le placement en vue d'une retraite est le plus normal, il faut le reconnaître, et le plus répandu ; mais c'est loin

d'être le seul et c'est loin dans bien des cas, d'être le meilleur.

Le législateur belge l'a bien compris, lorsque appelé, en 1900, à organiser les retraites ouvrières, il a pris pour base, non le système de l'obligation, mais celui de la liberté subsidiée.

Sans doute, le versement imposé par la loi au futur retraité est bien minime. Neuf francs pour les hommes, six francs pour les femmes, quatre francs cinquante pour les mineurs au-dessous de 18 ans, c'est peu, même pour le budget de quelqu'un qui vit au jour le jour. Mais, à côté de cette cotisation apparente, il faut voir la cotisation réelle, celle qui résultera indirectement de l'application de la loi.

En dehors du versement de l'ouvrier, il y a, en effet, un versement du patron et une bonification de l'Etat. La question est de savoir si la charge n'en retombera pas, au moins en partie, sur l'ouvrier.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que le patron pourra toujours compenser cette charge nouvelle par une diminution des salaires ; il est même probable que cela sera tout à fait exceptionnel ; mais il est probable, par contre, que les quelques mois, et peut-être les quelques années qui suivront l'application de la loi seront marqués par une grande stagnation des salaires. Ils auraient pu monter, en l'absence de toute charge nouvelle venant peser sur l'Industrie, mais ils ne le pourront plus, ou ne le pourront que dans une bien moindre proportion,

puisque l'Etat a donné d'avance une affectation spéciale et obligatoire à la part d'augmentation des bénéfices qui aurait pu permettre d'améliorer les salaires.

Même en admettant, ce qui est bien improbable, que les salaires continuent à s'élever suivant la même progression qu'avant le vote de la loi, il n'en reste pas moins vrai que les charges patronales ayant augmenté, le prix de vente, qui suit toujours le prix de revient augmentera du même coup. L'ouvrier se trouvera ainsi à payer, en tant que consommateur, une nouvelle quote-part des cotisations imposées au patron.

Pour ce qui est de la bonification de l'Etat, il en sera de même ; et, en définitive, le poids en retombera également sur les bénéficiaires. Les charges entraînées, en effet, par cette bonification individuelle de 60 francs seront énormes. Il est impossible d'en préciser le montant, les chiffres les plus divers ayant été énoncés à ce sujet ; mais il semble bien qu'on puisse dire que l'accroissement budgétaire qui en résultera ne sera pas inférieur à 150 millions. Or, il est impossible d'augmenter un budget d'une pareille somme sans en demander la majeure partie aux classes laborieuses de la population, c'est-à-dire à celles-là même à qui cette somme doit revenir.

Il faut donc conclure que c'est la classe ouvrière elle-même qui fournira la majeure partie de la somme qui lui reviendra plus tard, lorsque l'Etat en aura déduit les frais d'administration et de gestion, qui ne sauraient, quoi qu'il arrive, être de peu d'importance.

Il est permis, dès lors, de se demander si les retraites ouvrières et paysannes obligatoires ne sont pas encore un de ces cadeaux dangereux dont nous parlions plus haut et si la faible somme qui viendra assurer bien petitement l'existence de l'ouvrier trop vieux pour continuer à travailler, sera une suffisante compensation des charges, souvent tyranniques, qu'elle lui aura imposées toute sa vie.

Cela est si vrai que les représentants de la classe ouvrière ont été les premiers à pousser le cri d'alarme. Dès le 7 février 1910, deux mois avant la promulgation de la loi, un syndicaliste notoire, affilié à la Confédération générale du Travail et secrétaire de la Fédération du Textile, M. Renard, lançait cet avertissement aux parlementaires socialistes réunis autour de lui, au Congrès de Nîmes :

« Je regrette que ce soit seulement à la veille du vote de la loi que ceux qui avaient qualité pour cela commencent à protester. Quant à moi, je dis aux députés socialistes élus du parti : « Faites attention à ce que les ouvriers à qui on imposera les prélèvements ne vous tendent bientôt les poings (1) ! »

Et M. Jules Guesde, prévoyant sans doute lui aussi l'impopularité de la loi dans les milieux ouvriers quand viendra l'heure de son application, se fit l'interprète de cette idée devant la chambre, à la veille même du vote définitif de la loi, le 30 mars 1910 (2).

(1) *Le Matin*, 8 février 1910.

(2) *Le Temps*, 31 mars 1910.

Il serait téméraire d'aller plus loin et de vouloir discuter avant la lettre les conséquences d'une réforme si vaste et si touffue. Mais, nous avons cru devoir indiquer et mettre en relief ce qui semble être le vice essentiel de cette loi, c'est-à-dire sa rigidité, son uniformité. C'est le défaut inhérent à la plupart des réformes paternalistes ; nous n'aurions pu trouver un meilleur exemple pour en faire ressortir la gravité.

CHAPITRE V

LE PATERNALISME ET LA MORALE INDIVIDUELLE

Nous avons étudié le Paternalisme dans ses rapports avec la législation du travail et dans ses rapports avec l'alcoolisme, que nous avons cru devoir étudier à part, car c'est de tous les vices celui qui présente le plus de répercussions sociales. Ce sont les deux branches principales de la législation paternaliste ; mais ce ne sont pas les seules. Il nous reste à étudier sommairement les diverses immixtions de l'Etat dans le domaine de la morale individuelle et à poser les termes de ce vaste problème : l'Etat a-t-il le droit de rendre la morale obligatoire, lorsque l'intérêt de l'Individu l'exige ?

En abordant cette redoutable question, nous nous heurtons encore à l'obstacle, qui nous poursuit dans tout le cours de cette étude, à savoir l'impossibilité, dans bien des cas, de discerner si c'est l'Individu ou bien la Société que le législateur a voulu protéger. Cet obstacle, nous ne chercherons même pas à le résoudre, car nous

croyons que, le plus souvent, nous ne pourrions trouver que des raisons sans fondement sérieux pour nous prononcer dans un sens plutôt que dans l'autre.

Ce n'est qu'arbitrairement que nous pourrions trancher cette question. Il suffit, pour le comprendre, de se mettre un moment par la pensée à la place du législateur, ou des juges qui appliquent la loi. Le législateur qui édicte des peines sévères contre l'éditeur et le vendeur de publications obscènes, ou qui ordonne la fermeture des maisons de jeux de hasard, le juge qui condamne tel imprésario coupable d'avoir un peu trop simplifié le costume des actrices qu'il présente au public, ont-ils en vue de protéger la Société ou de protéger simplement l'Individu ?

Ce qu'il y a d'indéniable, c'est qu'ici l'intérêt de la Société n'apparaît qu'indirectement et par une suite de contrecoups qui pourront, bien souvent, ne pas se réaliser. L'intérêt individuel se manifeste au premier plan, tandis que l'intérêt social n'apparaît que dans une ombre lointaine ; mais ce dernier apparaît cependant et cela suffit pour rendre le problème à peu près insoluble.

En dehors même de ces cas, où l'intérêt social apparaît encore dans la pénombre, ne pourrait-on pas trouver quelques mesures tendant à protéger l'Individu contre certains vices, indépendamment de toute répercussion sociale ? Nous n'en citerons pour exemples que le trop fameux article 175 du Code pénal allemand et l'article 11

de la loi anglaise du 14 août 1885 (1), qui punissent les actes *inter viros* même commis très discrètement et dépourvus de tout caractère public ; ou encore la loi de l'Etat de Massachussetts, du 28 avril 1896, qui a pour but de « prévenir les exhibitions ou divertissements immoraux, publics ou privés, dans lesquels on se servirait du « phonographe ou d'autres moyens pour faire entendre « un langage profane, impur ou obscène (2) ».

Nous ne chercherons donc pas à apporter dans la théorie une précision qui n'existe pas dans la pratique ; mais, nous croyons pouvoir dire, d'une façon générale, qu'en ce qui concerne les interventions de l'Etat dans le domaine de la morale privée, l'intérêt de la Société n'apparaît que bien loin derrière l'intérêt de l'Individu.

Les quelques explications que nous venons de donner sur le caractère mixte de ces interventions morales de l'Etat, nous permettent d'examiner beaucoup plus rapidement le point de vue théorique de la question. Si l'intérêt général de la société exige, en effet, que tel acte immoral ne soit commis que le plus rarement possible, il apparaît clairement que l'Etat a le droit d'interdire, au moins dans une certaine mesure, l'accomplissement en public de cet acte.

Là où la question reste entière c'est lorsque l'acte interdit est purement privé et apparaît sans répercussion

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1885, page 60.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1896, page 756.

sociale possible. Mais, n'est-ce pas là une hypothèse imaginaire ? Il semble bien qu'il soit toujours possible d'établir un rapport entre la moralité de chaque individu et le bon ordre public.

La question se ramène donc à savoir si ce rapport est assez direct et assez immédiat pour justifier, ou tout au moins pour excuser, une intervention de l'Etat en cette matière. Que tel individu se ruine dans un tripôt, que tel autre perde quelques louis dans une loterie, qu'un autre enfin s'avilisse dans la contemplation de photographies obscènes, c'est évidemment regrettable ; mais en quoi cela menace-t-il la sécurité de qui que ce soit ? Ne restera-t-il donc pas assez de gens à l'esprit sain pour réagir contre les tendances dangereuses et leur opposer un exemple plus digne d'être imité ? Il ne semble pas que le jour soit encore venu, surtout en France, où les quelques vices contre lesquels le législateur a cru devoir prendre des mesures puissent constituer un péril national.

On répondra peut-être que s'ils ne constituent pas encore un péril national, ils pourraient le devenir et qu'il importe de prendre dès maintenant des dispositions pour enrayer leur développement. Mais alors, si le législateur s'engage sur ce terrain, où s'arrêtera-t-il et que ne réglementera-t-il pas ?

Il semble donc que si l'on creuse cette idée, on soit plutôt amené à l'examiner au point de vue individuel. Mais, la difficulté n'est que déplacée ; car il s'agit main-

tenant de trouver une base juridique pour cette réglementation faite dans l'intérêt de l'Individu.

S'il me plaît à moi de dépenser toute ma fortune dans des maisons de jeu, au nom de quel principe viendra-t-on m'en empêcher ? Je ne fais en cela qu'user de mon droit d'homme libre, puisqu'aux termes mêmes de la Déclaration des Droits de l'Homme, la liberté de chacun ne finit que là où commence celle d'autrui. Or, en dilapidant ma fortune, je ne nuis qu'à moi-même et non aux autres. On objectera peut-être que si j'ai une famille, ma passion pour le jeu lui portera préjudice et que mes héritiers me verront d'un mauvais œil fréquenter les tripôts.

Mais, il y a longtemps que le Code civil a pris soin de protéger la famille du joueur, en lui permettant de requérir l'interdiction de ce dernier ou la nomination d'un conseil judiciaire (1). Quant aux héritiers éloignés, pourquoi se plaindraient-ils, puisqu'ils ne sauraient avoir aucun droit sur la succession avant la mort du *de cujus* ?

Force est donc de faire appel de nouveau au grand principe de l'Etat protecteur général de tous ceux qui, à raison soit de leur âge, soit de leur sexe, soit de leur situation infirme, soit de leur faiblesse mentale et morale, soit de leurs vices, sont incapables de se défendre eux-mêmes, principe si vague et d'une si dangereuse élasticité !

(1) Articles 489, 490, 499, 509, 513 et 514 du Code civil.

Mais alors, où s'arrêter ? Quel critérium pourrions-nous trouver pour tracer quelque limite, si indécise soit-elle, au droit de protection de l'Etat ? Il n'est cependant pas possible d'admettre qu'une matière aussi indécise que la morale individuelle et aussi sujette qu'elle aux évolutions rapides, ou tout au moins aux variations de nuances, puisse être ainsi incorporée insensiblement dans le domaine du Droit.

Qu'il nous soit permis à ce sujet, pour illustrer d'un exemple cette discussion abstraite, de rappeler une controverse toute récente. Nous voulons parler de la question si discutée du « nu au théâtre ».

On nous objectera sans doute que l'exhibition en public de femmes trop sommairement vêtues constitue un outrage public à la pudeur, prévu par l'article 330 du Code pénal et que cet article ne présente aucun caractère paternaliste, puisqu'il se borne à protéger la pudeur de chacun contre les atteintes dont elle pourrait avoir à souffrir *malgré elle*.

Mais alors, de quel droit applique-t-on cet article lorsque la personne dont on prétend protéger la pudeur se soucie fort peu de cette protection et va sciemment, en connaissance de cause, volontairement, dans un lieu où elle sait d'avance que sa pudeur aura à subir les plus rudes assauts ? On ne peut, en effet, se trouver dans un théâtre que si l'on a *librement* décidé de s'y rendre, et c'est à ce point de vue que le côté paternaliste de la question apparaît.

Que l'on prenne des mesures pour empêcher les directeurs de théâtre de laisser rentrer des enfants dans leur établissement lorsque le spectacle est immoral, rien de plus juste et l'Etat en a, non seulement le droit, mais le devoir.

Mais, vis-à-vis des adultes, il ne saurait en être de même. Les juges sollicités d'appliquer à ce sujet l'article 330 du Code pénal, l'ont si bien compris que leur embarras s'est manifesté par des distinctions d'une subtilité voisine de l'incohérence.

S'il s'agit, out-ils dit, d'une femme, même entièrement nue, qui reste immobile sur la scène, il y a *nu artistique* et il ne saurait y avoir délit.

S'il s'agit, au contraire, d'une femme nue qui ne garde pas l'immobilité, il y a *nu pornographique* et délit (1).

Quel artiste pourrait admettre une telle classification ? Quel juriste une telle distinction ?

Et, d'autre part si l'Etat a un tel souci de la moralité de chaque individu, avant d'épargner à ses yeux un spectacle que, trop souvent, ils ont recherché, pourquoi ne commence-t-il pas par épargner à ses oreilles ces refrains orduriers, ces sous-entendus trop faciles à comprendre, mille fois plus immoraux dans leurs allusions vicieuses, et souvent contre nature, que le nu dans sa simplicité ?

(1) Deux jugements du tribunal correctionnel de la Seine, 27 juillet 1908 (Dalloz, jurisprudence générale, 1908, 5, 49.)

Il ne s'ensuit pas que nous dénions à l'Etat tout droit d'intervention dans le domaine de la morale. Bien au contraire, nous nous en référons sur ce point au principe qui nous guide dans tout le cours de cette étude : à savoir que toutes les fois qu'un intérêt social immédiat apparaît, toutes les fois que l'intérêt du pays ou de la race est en jeu, l'Etat a le droit et le devoir d'intervenir dans le domaine propre de chaque individu.

C'est en nous basant sur ce principe que nous avons approuvé dans leur ensemble les mesures prises pour enrayer le développement de l'alcoolisme, et c'est encore au nom de ce principe que nous applaudissons plus que tout autre aux fortes et énergiques observations présentées par M. Larnaude à la « Société des prisons » sur le projet de la Commission extra-parlementaire des mœurs (1) :

« Le Paternalisme et le Préventisme, dit M. Larnaude, « qui ont perdu, je le reconnais, un grand nombre de « leurs applications, sont en train d'envahir certains domaines qui leur avaient échappé jusqu'ici.

« Il me serait facile de multiplier ici les exemples. Je « me contenterai de citer le mouvement législatif si intéressant qui essaie de lutter contre l'alcoolisme. N'est-ce pas du Paternalisme au premier chef que de prétendre « protéger le buveur contre lui-même, comme l'on protège l'enfant contre son inexpérience et ses impru-

(1) Voyez *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, juillet octobre, 1908.

« dences ? Prenez garde qu'en nous ralliant trop tard à
« ces hardies législations anglo-saxonnes qui abandon-
« nent ici le principe de liberté sans regret, nous arri-
« vions quand il ne sera plus temps à la protection
« nécessaire de l'Individu et de la race !

« Car en bridant de mille manières la passion du bu-
« veur, ce n'est pas lui seulement qu'on protège, c'est
« l'avenir de la race qu'on sauvegarde.

« N'est-ce pas encore du Paternalisme que l'obligation
« de la vaccination à laquelle nous sommes arrivés
« 20 ans après les autres législations ?

« Eh bien ! n'y a-t-il pas un Paternalisme cent fois
« plus nécessaire, cent fois plus indispensable pour l'In-
« vidu et pour la race, dans la réglementation étroite,
« rigoureuse de la prostitution, à raison des dangers
« qu'elle entraîne nécessairement après elle ? »

Certes, les peuples même les plus rebelles à l'inter-
vention de l'Etat dans le domaine propre de chaque in-
dividu ont admis une certaine réglementation de la pros-
titution. Mais il semble bien que nous ne sommes plus
ici dans le domaine du Paternalisme, et que nous sommes
plutôt dans le domaine des lois et règlements de police.

La police des mœurs est établie, en principe, dans le
but de sauvegarder un double intérêt : l'intérêt de la
société tout d'abord ; l'intérêt de l'homme ensuite ; mais
même à ce second point de vue, la police des mœurs n'a
rien de paternaliste, car si l'avantage est pour l'homme,
la contrainte ne porte que sur la femme.

On peut critiquer l'organisation actuelle de la police des mœurs. Les voix les plus éloquentes et les plus autorisées ne cessent de le faire, et il semble bien que c'est à juste titre. Mais presque tout le monde reconnaît que le principe d'une réglementation et d'une surveillance spéciales appliquées aux prostituées est inattaquable.

Au reste, — et cela doit suffire, — l'intérêt général de la société l'exige impérieusement. La prostitution, tout au moins celle qui court les rues, doit naturellement être soumise à une surveillance spéciale de l'autorité chargée d'assurer le bon ordre sur la voie publique, c'est-à-dire de la police.

Nous irons même plus loin, et nous n'hésiterons pas à proclamer que l'Etat a le droit et le devoir d'intervenir pour réprimer par des peines pouvant aller jusqu'à un emprisonnement plus ou moins long certaines atteintes à la morale purement privées. Nous faisons allusion ici à cette hideuse prostitution masculine qui n'est encore qu'une assez rare exception, mais qui existe cependant, — c'est indubitable — même dans les villes peu importantes. Nous comprendrions même que pour les affaires de cette nature, le péril résidant surtout dans l'exemple, on porte une légère atteinte à la liberté de la presse, et qu'une loi vienne interdire aux journalistes de raconter des faits de ce genre lorsqu'ils viennent à être découverts.

Mais en dehors, d'une part, de ces cas exceptionnels, de ces faits contre nature qui devraient relever des tri-

bureaux répressifs, en dehors, d'autre part, d'une certaine surveillance de la prostitution, nous estimons que ce n'est pas le devoir du législateur de chercher à modifier l'état des mœurs dans un pays. Tâche impossible d'ailleurs, tâche inutile ! Un exemple nous aidera à le prouver.

La plupart des grandes villes d'Allemagne sont très fières de leur puritanisme. Elles ne comptent parmi leurs cent, leurs deux cents, leurs trois cent mille habitants, aucune femme vivant ouvertement de la prostitution. Façade impeccable et grandiose qui fait l'admiration du visiteur superficiel ! Mais de temps en temps une lézarde se produit dans ce merveilleux édifice, et, à travers ses fentes, laisse entrevoir les plus ignobles scandales.

Ne vaut-il pas mieux, au lieu de cette construction classique et superbe, mais trompeuse, une façade art nouveau, sans prétention, très parisienne, qui laisse voir ses défauts, qui parfois même semble les faire ressortir, mais qui du moins ne dissimule pas derrière elle toutes les tares avilissantes de l'hypocrisie.

Si de la morale ainsi envisagée dans son sens le plus spécial, nous passons à la morale dans son acception générale, nous ne pouvons que constater encore combien imprécises sont ses limites. Nous n'en voulons pour preuve que la fameuse question des loteries. On n'a jamais pu s'entendre à leur sujet. Pour les uns, elles sont immorales ; pour les autres, elles ne le sont pas. Qui a

tort ? Qui a raison ? Certains pays étrangers leur ont donné une consécration quasi-officielle, mais intéressée par l'institution des loteries d'Etat. D'autres les ont interdites. La France, moins prude autrefois qu'aujourd'hui, n'a pas dédaigné d'y recourir ; mais lorsque l'Etat français se fut interdit ce moyen ingénieux d'équilibrer son budget, il voulut aussi l'interdire aux autres, ou du moins le soumettre à son agrément. C'est ce que décida la loi du 21 mai 1836, qui, soi-disant dans l'intérêt de l'individu et de la morale individuelle, soumit toute loterie à une autorisation préalable du gouvernement.

Depuis une trentaine d'années, les mœurs parlementaires ont eu pour résultat de rendre ces autorisations tellement fréquentes qu'elles n'apparurent bientôt plus que comme une formalité. Comment refuser l'autorisation d'organiser une loterie à une œuvre de bienfaisance, qui comptait sur elle pour équilibrer son budget ? Et, dans ce cas, que commandent les principes paternalistes ? Autoriser la loterie, c'est risquer d'occasionner une perte, si minime soit-elle, aux nombreux acheteurs de billets non gagnants. Refuser l'autorisation, c'est nuire à tous les malheureux dont le produit de la loterie aurait permis de soulager la misère.

L'Etat a voulu s'éviter une fois pour toutes l'embarras du choix, en décidant que la multiplicité des loteries ayant constitué dans ces dernières années un véritable scandale, il n'accorderait plus dorénavant aucune autorisation.

Or, nous le répétons, bien des pays, qui ne nous semblent pas plus immoraux que nous, la Hongrie et l'Espagne notamment, ont encore leur loterie d'Etat.

C'est le cas de répéter avec Pascal : « Vérité en deçà « des Pyrénées ; erreur au delà. »

En veut-on un autre exemple ? Nous l'emprunterons à un petit fait tout récent. Au mois de juillet 1910 a eu lieu aux Etats-Unis un match de boxe entre un blanc et un noir qui a déchaîné dans ce pays, nous ne savons trop pourquoi, un enthousiasme dépassant, toute mesure. Des esprits sensés en Europe, et même de l'autre côté de l'Atlantique, ont fait ressortir, avec juste raison, ce que cet enthousiasme avait de peu flatteur pour le peuple qui s'y livrait.

Mais, fallait-il aller plus loin, comme on a proposé de le faire dans certaines villes anglaises et américaines, et interdire la reproduction cinématographique de ce pugilat ? Aux Etats-Unis, cette interdiction pouvait se justifier : c'était une mesure de police, destinée à prévenir les bagarres qui pourraient se produire entre noirs et blancs à la vue d'un spectacle qui rappelait aux uns un succès et aux autres une défaite considérée comme une honte.

Mais, en Angleterre, de tels motifs ne pouvaient pas être mis en avant et on n'y justifiait ces demandes d'interdiction, qui, du reste, n'ont pas abouti, que par des considérations d'une vaine sentimentalité.

Supprimez, disait-on, ces exhibitions vulgaires, qui risqueraient de laisser quelque trace dans les esprits, en

leur rappelant des mœurs barbares depuis longtemps disparues. Les hommes sont ce que vous les faites ; si vous exaltez devant leurs yeux la force brutale, vous les pousserez à ne développer en eux que le côté bestial de l'homme, et vous nous ramènerez à cette époque de la décadence romaine où le peuple ne connaissait d'autre passe-temps que les jeux grossiers du cirque.

Ces conseils, fort heureusement, n'ont pas été écoutés. Certes, nous jugeons comme il convient l'enthousiasme sans mesure provoqué, de l'autre côté de l'Atlantique, par le spectacle vulgaire de deux hommes luttant à coups de poing ; mais nous ne voyons pas bien, par contre, en quoi la reproduction cinématographique de ce combat peut paraître immorale. Certains apôtres de la culture physique y verraient, au contraire, avec excès peut-être, un spectacle éducateur.

En tous cas, il semble bien difficile de se prononcer d'une façon définitive et sans appel sur la question, au fond sans intérêt, de la moralité ou de l'immoralité de ce spectacle.

On peut rapprocher de cette tentative infructueuse un arrêté ministériel portugais, du 14 avril 1889, rendu sur l'avis du Conseil général de santé et d'hygiène de la municipalité de Lisbonne. Cet arrêté interdit les spectacles d'hypnotisme et de suggestion, « comme immoraux et « dangereux pour la santé des acteurs et des spectateurs « et comme pouvant entraîner des abus sérieux et même « des crimes ».

Enfin, nous ne saurions passer sous silence les très nombreuses mesures tendant à interdire, ou à réglementer étroitement, les danses dans les lieux publics. C'est en Suisse surtout que cette législation s'est développée. Nous n'en citerons que deux exemples; c'est d'abord une loi du canton de Fribourg, du 23 novembre 1878 (1), aux termes de laquelle toute danse publique, pour les jours où ce divertissement est permis par les lois, doit être autorisée par le préfet, ainsi que sa prolongation au delà de l'heure légale. Le requérant est tenu d'acquitter au préalable entre les mains du receveur municipal, au profit du fonds d'école, une somme de 15, de 30 ou de 100 francs, suivant qu'il s'agit d'une danse ordinaire, d'une danse au delà de l'heure légale ou d'un bal masqué.

Ces dispositions, déjà sévères, sont renforcées par une loi du 11 décembre 1882 (2), qui assimile à la danse publique la danse dans les auberges et leurs dépendances, et interdit l'une et l'autre, sauf autorisation spéciale donnée par le préfet. En outre, la danse est entièrement interdite 8 jours avant et après Pâques, les jours de l'Ascension, de la Pentecôte et de Noël et, en plus, dans les communes catholiques, pendant tout l'Avant, le Carême, la semaine des Rogations, etc., sans compter les nombreux jours fériés où elle peut être interdite, sans l'être de plein droit. Dans la mesure où elle n'est pas interdite,

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1878, page 580.

(2) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1882, page 786.

la danse ne peut avoir lieu qu'à partir de l'après-midi et elle prend fin, suivant le permis obtenu, à 8 heures du soir, à 11 heures ou à 4 heures du matin.

Ces mesures, d'une sévérité qui cotoie souvent la prohibition complète, ont encore été dépassées par une ordonnance du canton de Lucerne, du 31 mai 1884 (1).

Cette ordonnance autorise les aubergistes munis d'une licence à tenir 4 jours de danse publique dans le carnaval d'hiver et 3 jours dans le reste de l'année, moyennant déclaration et autorisation préalable. Toutefois, toute danse sera interdite d'une façon absolue les vendredis, samedis, dimanches, jours de fête et veilles de fête. L'aubergiste peut donner un bal privé ; mais alors, il perd un de ses jours de danse publique. Dans les noces, la danse n'est permise qu'aux invités, après déclaration préalable et encore à condition que ce ne soit pas un des jours où la danse est interdite.

La danse est-elle donc un divertissement immoral ? Certains n'ont pas hésité à le soutenir ; mais, que n'a-t-on pas soutenu ?... Ce qui est sûr, c'est que les personnes même les plus chastes ne craignent pas de s'y livrer. Cela suffit, semble-t-il, à l'innocenter.

On voit par ces exemples où l'on aboutirait si l'on voulait ainsi confondre le droit et la morale. Ce sont deux domaines qui doivent au contraire rester tout à fait distincts. Séparés, ils conservent chacun un pres-

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, page 576.

tige particulier. Confondus, ils s'affaibliraient mutuellement.

Nous ne voulons pas dire par là qu'il faille s'en tenir strictement encore aujourd'hui à l'antique règle kantienne, d'après laquelle ne sauraient rentrer dans le domaine du Droit que les règles concernant les rapports de deux ou plusieurs individus, ni même au double principe sur lequel Stuart Mill appuie toute son œuvre, et qu'il énonce ainsi :

« 1° L'Individu n'est pas responsable de ses actions envers la société, du moment qu'elles ne touchent les intérêts de personne autre que lui-même. Les conseils, l'instruction, la persuasion, l'isolement, si les autres jugent nécessaire pour leur propre bien de recourir à ce dernier moyen, telles sont les seules manières dont la société pourra légitimement témoigner son dégoût ou sa désapprobation de la conduite de l'Individu.

« 2° Pour les actions estimées préjudiciables aux intérêts d'autrui, l'Individu est responsable et peut être soumis aux punitions sociales ou légales, si la société juge les unes ou les autres nécessaires pour se protéger (1). »

Nous avons déjà vu que la complexité croissante de la vie moderne et des périls qu'elle comporte avait entraîné une certaine extension de l'idée de Droit et qu'on n'hési-

(1) STUART MILL, *De la liberté*, page 264.

taut pas à y faire rentrer aujourd'hui les sanctions concernant certains devoirs primordiaux de l'Individu vis-à-vis de lui-même et ayant pour but d'assurer sa propre sécurité.

C'est ainsi que font manifestement partie du Droit, les mesures prises pour enrayer les progrès de l'alcoolisme, pour assurer la sécurité matérielle et pécuniaire des travailleurs ou pour interdire, par voie d'autorité, le passage dans tel ou tel endroit dangereux.

Mais, il s'agit là de périls bien déterminés et d'une imminence suffisante pour justifier, dans la plupart des cas, l'intervention du législateur. En est-il de même dans le domaine purement moral ? Nous ne le croyons pas.

Un de nos plus illustres contemporains, M. Raymond Poincaré, donnait tout récemment cette remarquable définition de la Loi, organe du Droit : « Elle n'est en « somme, dit-il, que la résultante provisoire des efforts « successifs et variables que font les hommes pour or-
« ganiser le moins mal possible leurs relations mu-
« tuelles » (1).

Comment d'une telle définition, qui nous semble aussi juste que pleine d'esprit, pourrait-on faire découler un droit d'intervention de l'Etat dans le domaine de la morale, en dehors, — et c'est cette seule hypothèse qui nous occupe, — en dehors de tout intérêt social apparent et *immédiat* ?

(1) Conférence sur « la Femme et la Loi » (mai 1910).

Ce qui fait la grandeur de la morale, c'est qu'elle n'a d'autre sanction que celle résultant de la conscience de chacun et du jugement de tous. Le droit, au contraire, est caractérisé par l'idée de contrainte étatique.

Cette contrainte étatique est-elle une sanction plus efficace que celle résultant du mépris public ? C'est une question fort discutable.

Mettre en lisière la conscience de chaque homme et lui tracer, dans chaque cas, une ligne de conduite inflexible et obligatoire, n'aurait-il pas pour résultat d'atrophier cette conscience au point de la réduire au rôle automatique d'une machine qui, en telle occurrence, penche à droite et en telle autre à gauche ?

Il faut, au contraire, que chaque individu soit bien pénétré de cette idée qu'il est libre de faire ce qu'il voudra mais que, suivant qu'il ira à droite ou à gauche, sa destinée sera heureuse ou malheureuse. Qu'il choisisse librement.

Mais, dira-t-on, c'est du Nietzscheïsme, c'est le triomphe des forts ; c'est l'écrasement des faibles ! Non, ce n'est pas du Nietzscheïsme, car le « Wille zur Macht » du philosophe allemand, c'est la volonté de puissance et de domination tyrannique réservée à une élite, tandis que la base de l'individualisme, c'est simplement la « volonté de vie » de Schopenhauer, accessible à tous ou à presque tous et nuisible à aucun.

Toute cette question se ramène, en somme, au puéril mais immortel apologue des deux chemins : l'un rabo-

teux, qui conduit à la vertu et au bonheur ; l'autre, d'aspect enchanteur, mais semé d'embûches. Le législateur croit pouvoir élever à l'entrée de ce dernier une barrière infranchissable. Quand bien même il pourrait réaliser ce rêve chimérique, serait-ce à souhaiter ? Faudrait-il se féliciter de voir les hommes contraints d'abdiquer ce qu'il y a de plus beau en eux, c'est-à-dire la volonté, et de se ranger à la conception aride et uniforme du législateur ?

Il est hors de doute que cette conception des rapports de la Morale et du Droit peut trouver chez d'autres peuples des adeptes enthousiastes ; mais nous ne croyons pas qu'elle puisse jamais s'imposer chez les peuples latins.

Nous avons repoussé plus haut le patronage moral de Nietzsche, parce que son œuvre, tout en servant de prétexte aux médiocres et aux impuissants gonflés de vanité pour justifier leurs appétits de jouissance égoïste ou leurs extravagantes prétentions à la grandeur ne pourra jamais être élevée à la hauteur d'une morale sociale. Elle en est même tout l'opposé.

C'est cependant sur une idée nietzschéenne que nous concluons ce chapitre.

Malgré ses apparences de froideur allemande, Nietzsche est, au fond, un imaginaire. Ce qui le prouve, c'est le côté esthétique de son œuvre. Comme le dit M. Fouillée, dans son livre sur « Nietzsche et l'Immoralisme » :

« Rationnellement intelligible, le monde n'en est pas
« moins esthétiquement beau et le philosophe allemand
« nous invite à le contempler comme un drame varié et
« riche (1). »

Or, en quoi peut résider la beauté psychologique (et c'est celle-là seule que Nietzsche a en vue), si ce n'est dans la volonté de chacun librement manifestée ?

Peut-on trouver quelque grandeur dans l'obéissance servile à une loi, lorsque l'observance de cette loi n'a d'intérêt que pour celui-là même qui la subit ? Et n'est-il pas plus beau et plus fécond de tracer soi-même sa ligne de conduite, suivant les circonstances particulières dans lesquelles on se trouve ?

Bien mieux, la volonté est créatrice. La détruire ou l'affaiblir c'est donc ruiner du même coup l'un des facteurs les plus importants du progrès ; c'est enlever aux hommes, avec le rêve, préface de l'action, ce que Nietzsche appelle « l'ivresse dionysienne », c'est-à-dire le sentiment enthousiaste et optimiste de l'existence.

Ici, nous nous séparons de Schopenhauer. Nous avons admis son principe de la « volonté de vie », parce que nous l'avons trouvé suffisamment fort pour assurer la libre activité de l'individu et pas assez pour amener l'individu à violer les droits de ses semblables ; mais nous ne saurions admettre un pessimisme, utile peut-être à ses constructions métaphysiques, mais dont le

(1) FOUILLÉE, *Nietzsche et l'Immoralisme*, page 226.

transport dans le domaine de la morale sociale ne pourrait se faire qu'au prix des plus grands dangers.

Une volonté pessimiste est presque un non-sens et ne saurait aboutir à rien.

Une volonté optimiste, au contraire, et sûre d'elle-même, saura atteindre son but à travers tous les périls et tous les obstacles.

Or, l'homme soumis à une réglementation paternaliste de sa vie privée ne serait même pas une volonté pessimiste ; ce serait un animal, indifférent et irresponsable, sensible seulement au mors et au fouet.

Écoutons Guillaume de Humboldt :

« Un Etat, dit-il, dans lequel on userait de pareils
« procédés (l'intervention de l'Etat dans le domaine de la
« morale) pour forcer ou pousser les citoyens à suivre les
« meilleures lois, pourrait être paisible, tranquille, pros-
« père ; mais ce ne serait jamais, à mes yeux, qu'un trou-
« peau d'esclaves entretenus ; ce ne serait point une réunion
« d'hommes libres qui ne sont enchaînés que quand ils ou-
« trepassent les bornes du Droit (1) ».

C'est sur cette citation que nous terminerons ce chapitre, dominé tout entier par l'idée de Paternalisme, quoique le mot y ait été rarement prononcé.

(1) Guillaume de HUMBOLDT, *Les limites de l'action de l'Etat*, page 134.

CHAPITRE VI

LE PATERNALISME ET LES MENUS DANGERS DE L'EXISTENCE

Nous venons d'étudier successivement, en trois chapitres, les trois principaux champs d'action du Paternalisme. Ce sont eux qui constituent le bloc de la Doctrine ; mais, il ne faudrait pas croire que toutes les mesures paternalistes puissent se rattacher à l'un ou l'autre d'entre eux.

Le domaine propre de cette catégorie juridique est tellement vaste, en effet, que nous en trouvons les explications les plus variées. Nous ne les étudierons pas toutes ; ce serait sans intérêt. Nous ne les mentionnerons même pas toutes ; ce serait fastidieux. Mais il importe, en arrivant au terme de cette étude d'ensemble sur le Paternalisme, de montrer par quelques exemples, en un chapitre très bref, sur combien de sujets différents le zèle paternaliste des législateurs a pu se manifester.

Remarquons, tout d'abord, que les pouvoirs publics n'ont pas seuls pratiqué l'intervention paternaliste. La

plupart des fondateurs de religions les avaient devancés dans cette voie (1). Il semble bien, notamment, que l'interdiction faite par l'Eglise catholique de se nourrir de matières grasses pendant une certaine période de l'année au printemps, et durant certains jours de la semaine, est, avant tout, une mesure d'hygiène. Ce qui le prouve, c'est que cette prescription relative au régime alimentaire n'est pas spéciale à la religion catholique et se retrouve dans presque toutes les grandes religions : Judaïsme, Islamisme, etc.

La lecture du Coran est très instructive à ce point de vue. Ce merveilleux ouvrage est un véritable livre universel et l'on y trouve, à côté des principes de la plus haute philosophie, les prescriptions les plus minutieuses relatives à la conduite journalière de chacun : ablutions obligatoires ; abstention de tous les excitants et spécialement de l'alcool, plus dangereux encore dans la région torride où l'Islam a pris naissance que partout ailleurs ; et maintes autres prescriptions, de caractère plus ou moins intime.

Il y aurait toute une étude très intéressante à faire sur le Paternalisme dans les religions. Ce serait une œuvre considérable ; nous nous bornerons à la signaler. Au reste, le domaine strictement juridique du Paternalisme

(1) Voir plus haut, page 54, ce que nous avons dit de l'influence exercée sur le développement de la législation paternaliste par la disparition de l'idée religieuse.

est assez vaste par lui-même pour nous dispenser d'aller puiser des exemples ailleurs.

Une circulaire toute récente du ministre de l'Intérieur, réglementant les « appareils à sous » (1), nous offre une première preuve de l'infinie variété des mesures paternalistes.

Ces « appareils à sous » sont assez comparables à de petits billards anglais dans lesquels il serait impossible de calculer son coup. On y met une pièce de cinq ou de dix centimes, moyennant quoi une bille vient se placer contre un ressort à boudin. On tire le ressort et la bille, lancée dans une série de circuits, va aboutir, soit dans une case rouge, soit dans une case bleue. Suivant la couleur, on a gagné ou perdu. Le gagnant est récompensé par un jeton, qui lui donne droit à un lot.

Quoique ces appareils soient placés, le plus souvent, chez les marchands de vin et aient ainsi pour conséquence indirecte d'augmenter la consommation des spiritueux, il ne semble pas qu'on ait eu pour but, en les réglementant, de restreindre cette consommation. Bien au contraire, la circulaire du ministre de l'Intérieur semble chercher à augmenter les chances de gain du joueur.

Nous signalons cette question, parce qu'il nous paraît y avoir là un excellent exemple des conflits qui peuvent se produire dans le sein même du Paternalisme. Le principal but de cette étrange circulaire est, en effet,

(1) Circulaire du 29 juillet 1910.

d'exiger que ces appareils offrent au joueur comme chance de gain un jeton non rejouable, donnant droit à une consommation unique qui devra être prise dans l'établissement même où est installé l'appareil. C'est donc la consommation obligatoire si l'on gagne, puisqu'on n'a aucun autre moyen de se faire payer son lot.

La circulaire va plus loin et (sans doute pour que les entrepreneurs de ce genre de jeux puissent disposer les appareils de façon à ce qu'on gagne plus souvent) elle décide que ces consommations devront être à bas prix. Le prix de la consommation gagnée ne peut excéder, en effet, quinze centimes pour une mise de cinq centimes et trente centimes pour une mise de dix centimes. C'est absolument comme si le rédacteur de la circulaire avait écrit, au moins pour ce qui concernè les appareils à cinq centimes, que l'on ne pourra gagner que des consommations frelatées et de mauvaise qualité. Il est probable qu'en édictant cette singulière mesure, on a eu pour but de protéger ceux qui sont tentés de jouer contre l'appât résultant d'un gain assez élevé. Il est évident que si, en exposant dix centimes, on risquait de gagner un franc, le nombre des joueurs serait beaucoup plus considérable que si on ne peut gagner que trente centimes.

La question est donc de savoir s'il est préférable pour l'individu de boire des alcools de mauvaise qualité que de perdre quelques sous, destinés, la plupart du temps, à être dépensés d'une façon tout aussi inutile.

Les auteurs de cette circulaire ont cru pouvoir résoudre

le problème dans un sens qui n'entraînera probablement pas l'adhésion de ceux, — et ils sont nombreux, — qui considèrent les progrès de l'alcoolisme dans les classes populaires comme un des grands dangers de notre époque. Ils invoqueront sans doute pour leur défense que le nombre relativement minime des chances de gain offertes par ces appareils reluisants et un peu mystérieux constituait, de la part de ceux qui les exploitent, une manœuvre frisant l'escroquerie et qu'il appartenait dès lors à l'Etat d'intervenir pour prévenir ou réprimer ce délit.

Mais, outre que cette intervention aurait pu, semble-t-il, se manifester sous une forme plus heureuse et éviter les véritables encouragements à l'alcoolisme qu'elle entraîne, il apparaît même que l'Etat aurait suffisamment rempli son rôle de protecteur, en se contentant de prohiber ceux de ces appareils où le joueur n'a *aucune* chance de gain. Du moment qu'il en a une seule, il n'y a plus d'escroquerie et le joueur n'a plus lieu de se plaindre. Il joue, il sait à quoi il s'expose ; c'est à lui à fixer d'avance la somme consacrée au jeu et à ne pas se laisser entraîner à la dépasser.

Au reste, avec la réglementation nouvelle, il semble bien que le véritable intérêt de l'individu sera qu'il perde et non qu'il gagne !

Nous avons surtout pour but dans ce chapitre de montrer l'infinie variété des mesures paternalistes ; il

nous est donc permis de passer d'un sujet à un autre tout différent, sans souci des transitions.

C'est ce que nous ferons en citant, dans un tout autre ordre d'idées, la loi du canton de Lucerne (Suisse) du 4 décembre 1903 (1), relative à la police des incendies, qui, entre autres dispositions, interdit de garnir les lampes à pétrole le soir, de se chauffer avec des braseros, de laisser, le soir, dans les cheminées du feu non recouvert de cendres et de laisser des allumettes à la portée des enfants.

C'est déjà assez amusant : il y a mieux encore.

Le Journal du 30 mai 1910 publiait, en effet, la dépêche suivante, originaire, non d'Amérique comme on pourrait le croire, mais de Berlin :

« Les autorités ayant constaté tant de fois avec honte
« et indignation que nombre de jeunes Allemandes, même
« et surtout de la meilleure société, ont une inclination
« irrésistible pour les représentants de la race noire, ont
« cru devoir les protéger contre elles-mêmes.

« En effet, une troupe de nègres se trouvant en ce
« moment dans un établissement de plaisir berlinois, à
« Halensee, près de Berlin, deux sergents de ville et des
« agents en civil se tiennent en permanence près de
« l'estrade, pour empêcher de tendres relations de se
« créer entre gretchens et bamboulas. »

Nous avons examiné déjà bien des mesures paterna-

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1903, p. 458.

listes ; mais c'est assurément la plus amusante de toutes.

A côté de celles-là, il y en a de plus sérieuses et de plus utiles. C'est le cas notamment de la loi française du 15 février 1902 (1) « relative à la protection de la santé publique ». Cette loi, qui est très générale, traite les sujets les plus divers ; mais comme elle est tout entière d'inspiration paternaliste, nous l'étudierons article par article. Ce sera un cadre commode pour examiner toute la législation sanitaire (2).

La loi du 15 février 1902 est divisée en cinq titres :

Titre I. — Des mesures sanitaires générales.

— II. — De l'administration sanitaire.

— III. — Dépenses.

— IV. — Pénalités.

— V. — Dispositions diverses.

Nous ne nous occuperons que des titres 1 et 4, les autres ne comportant qu'un intérêt purement administratif.

La loi commence par donner au maire de chaque commune des pouvoirs très étendus en matière de protection de la santé publique, et, ce qui vaut mieux, elle lui impose l'obligation d'user de ces pouvoirs.

L'article 1^{er} est à citer dans son ensemble :

« Dans toute commune, le maire est tenu, afin de pro-

(1) *Journal officiel*, 1902, page 1173.

(2) Pour l'étude détaillée de cette loi, voyez une thèse de doctorat de M. Campana, Paris, 1904 : « Du rôle de l'autorité municipale dans la lutte contre les maladies transmissibles ».

« téger la santé publique, de déterminer, après avis du
« conseil municipal, et sous forme d'arrêtés municipaux
« portant règlement sanitaire :

« 1° Les précautions à prendre, en exécution de l'ar-
« ticle 97 de la loi du 5 avril 1884, pour prévenir ou
« faire cesser les maladies transmissibles, visées à l'ar-
« ticle 4 de la présente loi; spécialement les mesures de
« désinfection ou même de destruction des objets à l'usage
« des malades ou qui ont été souillés par eux, et généra-
« lement des objets quelconques pouvant servir de véhi-
« cule à la contagion ;

« 2° Les prescriptions destinées à assurer la salubrité
« des maisons et de leurs dépendances, des voies privées,
« closes ou non à leurs extrémités, des logements loués
« en garni et des autres agglomérations, quelle qu'en
« soit la nature, notamment les prescriptions relatives à
« l'alimentation en eau potable ou à l'évacuation des
« matières usées. »

Et l'article 3 ajoute qu'en cas d'urgence et de péril imminent pour la santé publique, « le préfet peut or-
« donner l'exécution immédiate, tous droits réservés,
« des mesures prescrites par les règlements sanitaires
« prévus par l'article premier ».

La liste des maladies transmissibles visées par cette loi a été ainsi fixée, par le décret du 10 février 1903 (1).

(1) *Journâl officiel*, 1903, page 1061.

A. — *Maladies pour lesquelles la déclaration et la désinfection sont obligatoires.*

- 1° La fièvre typhoïde ;
- 2° Le typhus exanthématique ;
- 3° La variole et la varioloïde ;
- 4° La scarlatine ;
- 5° La rougeole ;
- 6° La diphtérie ;
- 7° La suette militaire ;
- 8° Le choléra et les maladies cholériformes ;
- 9° La peste ;
- 10° La fièvre jaune ;
- 11° La dysenterie ;
- 12° Les infections puerpérales et l'ophtalmie des nouveau-nés, lorsque le secret de l'accouchement n'a pas été réclamé.
- 13° La méningite cérébro-spinale épidémique.

B. — *Maladies pour lesquelles la déclaration est facultative.*

- 14° La tuberculose pulmonaire ;
- 15° La coqueluche ;
- 16° La grippe ;
- 17° La pneumonie et la broncho-pneumonie ;

18° L'érysipèle ;

19° Les oreillons ;

20° La lèpre ;

21° La teigne ;

22° La conjonctivite purulente et ophtalmie granuleuse.

La déclaration doit être faite simultanément au maire et au sous-préfet par « tout docteur en médecine, officier de santé ou sage-femme qui en constate l'existence », sous peine d'une amende de 1 à 5 francs (1).

Cette obligation imposée aux docteurs en médecine par la loi de 1902 de violer, dans certains cas, le secret professionnel, a donné lieu, comme il fallait s'y attendre, à d'assez vives polémiques. Mais des médecins éminents se sont ralliés, dès le début, à la législation nouvelle (2) et ont rappelé à leurs confrères plus timorés que c'était sur l'avis de la Faculté de médecine elle-même que la déclaration de certaines maladies transmissibles avait été imposée aux médecins.

Cette partie de la loi de 1902 est d'ailleurs appliquée avec un sage opportunisme et si, dans les grandes villes comme Paris, où la divulgation de la maladie ne peut guère occasionner d'ennuis au malade, les déclarations paraissent être faites assez régulièrement, il n'en est pas toujours de même en province, surtout dans les petites

(1) Article 27 de la loi de 1902 et article 471 du Code pénal.

(2) Voyez notamment *Le secret médical* du docteur BROUARDEL.

villes où les moindres faits de la vie de chacun sont commentés par tous et, le plus souvent, avec malveillance.

C'est à ce souci très louable de ne pas créer dans les petites villes une véritable classe de parias qu'il faut attribuer la prudence des médecins qui ont proposé de diviser la liste des maladies transmissibles en deux parties, ce qui permettait de rendre la déclaration facultative pour certaines d'entre elles.

On s'explique ainsi que la tuberculose pulmonaire, malgré le très grand danger de contagion que présentent ceux qui en sont atteints, ne soit pas soumise à la déclaration obligatoire. Comme c'est une maladie sinon incurable, du moins de traitement excessivement long, il eut été inhumain de la part du législateur d'ajouter encore aux souffrances des phtisiques, outre une difficulté plus grande de gagner leur vie, la torture continue de se voir toujours tenus à distance.

A cette raison humanitaire qui a bien sa valeur, on peut ajouter encore une raison pratique qui, elle, est déterminante. La tuberculose pulmonaire est, en effet, une maladie chronique et, comme telle, elle ne saurait se prêter à une désinfection efficace.

On a reproché, en outre, aux auteurs du décret du 10 février 1903 qui a établi la liste des maladies soumises à la déclaration, d'avoir omis précisément la plus transmissible de toutes, celle que M. Brieux a dénoncée comme un véritable péril social, au même titre que l'alcoolisme : l'avarie.

Le problème qui se posait à ce sujet à l'assemblée de savants qui a préparé le texte du décret de 1903 était des plus difficiles à résoudre. Soumettre à la déclaration obligatoire cette maladie considérée par presque tout le monde comme honteuse, c'était risquer de voir doubler, tripler, quintupler peut-être le nombre déjà si considérable à l'heure actuelle de ceux qui n'osent pas avouer à un médecin, sous la sauvegarde encore intacte cependant du secret professionnel, le mal dont ils sont atteints ; c'était risquer de voir augmenter encore, pour le plus grand danger de la santé publique, le nombre de ceux qui ne se soignent pas ou qui se soignent mal et qui constituent jusqu'à leur mort un redoutable centre d'infection.

D'autre part, ne pas soumettre les « avariés » à la déclaration, c'était leur permettre de continuer à faire autour d'eux, quelquefois sciemment, plus souvent inconsciemment de multiples victimes.

Entre ces deux maux dont l'un était connu et dont l'autre ne l'était pas, dont l'un était limité et dont l'autre pouvait s'étendre au point de devenir un redoutable fléau, les rédacteurs du décret de 1903 ont choisi le moindre. Ceux-là seuls qui ne veulent voir dans les lois que leur texte étroit et non les conséquences qu'elles entraînent pourront les en blâmer.

L'article 6 de la loi de 1902 va encore plus loin que l'article 4. Il soumet, en effet, à certaines obligations

l'homme bien portant lui-même, en vue de le protéger contre les épidémies de variole (1).

Cette obligation a pour but de sauvegarder un double intérêt : l'intérêt de la société d'abord, en enlevant aux épidémies de variole la possibilité de se propager ; l'intérêt de l'individu ensuite, et, d'une façon plus immédiate, en le préservant contre ce mal.

On ne peut qu'applaudir à cette prescription de la loi de 1902, qui répond à une véritable nécessité. En effet, la variole devient, grâce aux bienfaits de la vaccination, un mal très rare et, si nous la connaissons encore assez pour nous soumettre de nous-mêmes à la vaccination, il est fort possible que nos fils et même certains de nos contemporains, n'ayant qu'un souvenir beaucoup plus vague de ses maux, ne songent pas à se prémunir contre elle. Que le germe arrive alors, par un bateau ou par la voie ferrée, et ce serait un véritable fléau faisant de nombreuses victimes.

Pour conjurer un péril aussi grave et intéressant par contre-coup la société tout entière, il appartenait à l'Etat, organe de tous, de remédier à la légèreté de chacun.

Ce que nous venons de dire de la vaccination obliga-

(1) Article 6 : « La vaccination antivariolique est obligatoire au cours de la première année de la vie, ainsi que la revaccination au cours de la onzième et de la vingt et unième année.

« Les parents et tuteurs sont tenus personnellement de l'exécution de la dite mesure. »

toire, nous pouvons le dire d'une façon plus générale des mesures édictées par les articles suivants, qui visent les épidémies.

L'article 8 donne, en effet, au président de la République le droit de prendre par décret exécutoire dans les 24 heures, toutes mesures utiles à l'effet d'enrayer une épidémie menaçante. Le législateur a rédigé à dessein cet article en termes très vagues et très larges, afin de permettre au gouvernement d'édicter les prescriptions même les plus sévères si les circonstances l'exigent. Ces mesures sont souvent vexatoires pour les individus ; mais elles sont utiles, elles sont nécessaires. Cela suffit à les justifier. Au reste, la préoccupation d'ordre social l'emporte tellement, en cette matière, sur la préoccupation d'ordre individualiste, qu'il est permis de se demander si ces mesures ont vraiment un caractère paternaliste.

Les articles 11 à 19 qui composent le second chapitre de la loi de 1902, édictent une série de mesures ne se réalisant pas directement dans l'individu. Elles ont, en effet, pour but d'assurer l'hygiène des immeubles ; il semble donc à première vue qu'on pourrait leur refuser tout caractère paternaliste.

Il est vrai qu'on ne peut guère relever dans ce chapitre toutes les caractéristiques du Paternalisme ; mais on estime généralement, en ce qui concerne la distinction de ce qui est paternaliste et de ce qui ne l'est pas, qu'il faut tenir compte de l'idée en elle-même, beaucoup plus que de la manière dont cette idée est appliquée.

C'est pourquoi la plupart des auteurs reconnaissent à l'ensemble de la législation sanitaire un certain caractère paternaliste. Il y a d'ailleurs certains passages des articles que nous allons maintenant étudier qui justifient pleinement cette manière de voir. Le législateur, en effet, ne s'est pas seulement préoccupé du danger que présentent certains immeubles pour la santé publique, mais même de celui qu'ils présentent *pour leurs occupants*.

La grande innovation de la loi de 1902 en matière d'hygiène des immeubles est contenue dans l'article 11. Cet article pose le principe que dans toutes les villes de plus de 20.000 habitants, « aucune habitation ne pourra « être construite sans un permis du maire constatant « que dans le projet qui lui a été soumis, les conditions « de salubrité prescrites par le règlement sanitaire prévu « à l'article 1^{er} sont observées ».

L'article 12 va plus loin et prévoit les mesures à prendre contre certains immeubles déjà existants. En voici le texte dans ses parties essentielles :

« Lorsqu'un immeuble bâti ou non, attenant ou non à « la voie publique, est dangereux pour la santé *des occu-* « *pants* ou des voisins, le maire, ou, à son défaut, le pré- « fet, invite la commission sanitaire prévue par l'art. 20 « de la présente loi, à donner son avis :

« 1^o Sur l'utilité et la nature des travaux ;

« 2^o *Sur l'interdiction d'habitation de tout ou partie « de l'immeuble, jusqu'à ce que les conditions d'insalu- « brité aient disparu. »*

Suivent de très longs détails sur les formalités administratives à remplir avant de pouvoir arriver à une solution, formalités d'une si extraordinaire complication qu'elles rendent cette partie de la loi de 1902 sinon tout à fait inapplicable, du moins fort peu efficace. Nous n'entrerons pas dans les détails de cette procédure, qui pourraient figurer parmi les plus belles pages de notre Droit administratif, et nous nous bornerons à indiquer que le résultat normal d'un si persévérant effort est un arrêté municipal qui ordonne l'exécution des travaux nécessaires ou interdit l'habitation, et met le propriétaire en demeure de s'y conformer.

En cas de refus de ce dernier et passé le délai d'un mois qui lui est accordé pour intenter un recours devant le conseil de préfecture, le tribunal de simple police autorise le maire à faire exécuter les travaux d'office aux frais du propriétaire ou à procéder à l'expulsion des occupants.

Telles sont, dans leur ensemble, les prescriptions de la loi de 1902 au sujet des logements insalubres. Elles ont pu paraître sévères à ceux qui ont lu le texte de la loi dans le *Journal officiel*. Ne portent-elles pas atteinte, en effet, au droit de propriété d'une part, et, d'autre part, au droit que nous avons tous de nous loger où bon nous semble ?

Mais à ceux qui se sont efforcés de voir au delà du texte de la loi de 1902 et de se rendre compte de la manière dont il était appliqué, il a paru au contraire que

ces mesures étaient bien anodines et que loin de demander leur abrogation au nom de quelque conception intransigeante de la Liberté, il fallait souhaiter au contraire de voir le législateur les débarrasser au plus tôt des complications inutiles qui les rendent inapplicables et renverser du même coup les honteux taudis qui sèment la haine, la maladie et la mort jusqu'au cœur même de nos plus belles capitales.

Signalons aussi, dans le même ordre d'idées, l'interdiction qui frappe, non seulement en France, mais dans de nombreux pays, la fabrication et la vente de la saccharine. Cette mesure se rattache à la législation sanitaire, car la saccharine, dont l'emploi pharmaceutique seul est permis, provoque à la longue, comme tous les extraits de la houille, des troubles graves dans l'organisme. En tolérer l'usage industriel pour la fabrication des confitures, des sirops et autres aliments sucrés équivaldrait donc à tolérer l'empoisonnement insensible et lent, mais assuré d'un très grand nombre de consommateurs.

Il faut ajouter cependant, pour expliquer la sévérité exceptionnelle des mesures prises contre ce produit, qu'un kilogramme de saccharine a un pouvoir sucrant égal à celui de quatre cents kilogrammes de sucre. Or, comme le sucre est assez fortement imposé, la sollicitude du législateur pour la santé publique se trouve accrue du désir très légitime d'empêcher la diminution des recettes de l'Etat.

Signalons encore la loi du 6 avril 1910⁽¹⁾ qui interdit la vente, la mise en vente, l'exposition et l'importation des biberons à tube, considérés comme dangereux au point de vue hygiénique.

Mentionnons enfin une décision toute récente de l'Etat américain de l'Utah, qui punit d'une amende tout citoyen qui n'aura pas pris son bain hebdomadaire, et exprimons l'espoir que l'application d'un tel règlement sera faite avec une sage modération.

Il y a une autre grande obligation que l'on peut considérer comme paternaliste, quoiqu'elle s'adresse aux enfants ; car, en définitive, c'est l'adulte qu'elle a pour but de protéger : nous voulons parler de l'instruction obligatoire.

Certes, l'obligation scolaire reste bien souvent, — trop souvent, — lettre morte ; mais l'obligation légale n'en subsiste pas moins. Le reste est une question d'application qui ne saurait nous arrêter et qui, du reste, peut changer du jour au lendemain, selon la volonté et les efforts de ceux qui sont chargés d'appliquer les lois.

Cependant, on doit remarquer que l'obligation scolaire est une contrainte qui, légalement, s'exerce beaucoup plus sur les parents que sur les enfants. Ainsi le sujet de la contrainte étant distinct du sujet protégé, on conçoit que certains juristes se refusent à voir là une mesure paternaliste.

(1) *Journal officiel*, 1910, page 3.117.

Citons encore l'article 791 du Code civil, qui est ainsi conçu :

« On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer
« à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits
« éventuels qu'on peut avoir à cette succession ».

Cette interdiction de renoncer d'avance à une succession future ne peut s'expliquer que par le désir du législateur de protéger l'Individu, malgré lui, contre des entraînements qu'il pourrait avoir à regretter plus tard.

Pour passer à un ordre d'idées tout différent, citons encore une loi de l'Etat de Colombie (Etats-Unis), du 7 février 1896 (1), ayant pour but d'interdire les luttes de boxeurs et les combats entre hommes et animaux. Cette loi défend de « s'engager *volontairement* dans une
« lutte entre homme et homme, ou entre homme et tau-
« reau ou autre animal, dont le vainqueur reçoit de l'ar-
« gent, des prix ou un objet de valeur, ou dans lequel
« des paris sont engagés ». Tombent également sous le coup de la loi les luttes auxquelles les spectateurs sont admis en payant leur place. Le tout sous peine de commettre le délit de « felony », puni, — on remarquera la sévérité des peines, — de une à cinq années d'emprisonnement.

Nous ne saurions abandonner l'étude des mesures prises contre les abus dont certains sports peuvent être l'occasion, avant d'avoir rappelé ce qui s'est passé en

(1) Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 1896, page 747.

France, il y a quelque dix ans, lors de la course automobile Paris-Madrid. Dans la première étape, de Paris à Bordeaux, plusieurs accidents se produisirent ; un des concurrents se tua avec son chauffeur. Le ministre de l'Intérieur télégraphia aussitôt pour interdire la continuation de la course. Il se basait pour cela sur les dangers auxquels étaient exposés, non seulement les coureurs, mais encore les curieux massés le long des routes. Cependant, les précautions prises étaient telles que ces derniers ne couraient pas beaucoup plus de risques que nous n'en courons tous, du fait du hasard, à chaque instant de notre vie. D'autre part, ils s'y étaient rendus de leur plein gré, et le péril qui les menaçait n'était pas assez certain pour permettre aux pouvoirs publics de les en empêcher. Il est donc permis de croire que le gouvernement a eu surtout en vue de protéger les concurrents contre une griserie de vitesse qui pouvait les conduire à la mort.

Ces courses de vitesse étaient dangereuses sans doute ; mais leurs redoutables aléas étaient courageusement acceptés par les héros, parfaitement conscients et raisonnables, qui y prenaient part. Ces hommes ne redoutaient pas le « risque ». Quelques-uns sont tombés ; c'était fatal. Mais leur héroïsme mérite bien plutôt notre admiration que nos critiques.

En outre, l'utilité de ces courses était indéniable, puisque ce sont elles qui, en enthousiasmant le public et en vulgarisant l'automobile, ont assuré le rapide développement d'un progrès aujourd'hui cher à tous.

Où était donc alors le véritable intérêt de la société et même de l'Individu ?

Cette interdiction de la course Paris-Madrid est restée heureusement une mesure isolée. Les pouvoirs publics ont compris qu'ils n'avaient pas le droit d'entraver le « goût du risque », source de tous les progrès ; et lorsque, il y a peu d'années, des hommes audacieux ont conçu le projet de s'élever dans l'atmosphère, préservés d'une chute seulement par un moteur fragile et par quelques mètres de toile, aucune voix ne s'est élevée pour demander à l'Etat de mettre des lisières à ces fous de génie (1).

Pour bien montrer combien il y a de manières indirectes et dissimulées de faire du Paternalisme, nous ferons appel à un passage du livre de Sidgwick : *The elements of Politics*. Après avoir dit qu'il faut, autant que possible, que l'intervention paternaliste prenne une forme autre que l'interdiction ou le commandement sous cer-

(1) La fréquence de plus en plus grande des accidents mortels dans le courant de l'été de 1910 a cependant ému les partisans sérieux de l'aviation, ceux qui voient en elle non la passion d'un jour, mais le prélude d'une grande révolution économique,

Aussi l'Aéro-Club de France étudie en ce moment un projet qui soumettrait tout nouvel appareil à l'examen d'une commission technique qui lui décernerait (ou lui refuserait) un certificat de navigabilité.

On ne peut qu'applaudir à la sagesse et à la modération d'une telle mesure (Voyez *L'Auto* et *Le Matin* du 1^{er} novembre 1910).

taines pénalités, il cite l'exemple de ce qu'on pourrait faire pour protéger les gens naïfs contre les charlatans.

Les charlatans font du mal, dit-il. Mais, néanmoins, il ne faut pas pour cela défendre de s'adresser à eux. Il vaut bien mieux instituer un certificat de capacité qu'on ne leur donnera pas, les condamner à des dommages-intérêts comme punition du préjudice qu'ils peuvent causer ou leur refuser tout droit légal d'exiger des honoraires de leurs clients.

On voit par le dernier exemple combien extensible est le domaine du Paternalisme et combien il serait vain de chercher à l'enfermer dans des définitions étroites.

Aussi, quoique ayant effleuré, dans ce chapitre, les sujets les plus divers, nous sommes loin d'avoir été complet. Il est à peu près impossible de l'être en une telle matière ; une longue énumération serait, d'ailleurs, fastidieuse et sans intérêt. Ce que nous avons voulu seulement, c'est montrer l'infinie variété des sujets dans lesquels l'idée paternaliste trouve à s'appliquer.

CONCLUSION

La conséquence de cette infinie variété des mesures de protection de l'Individu contre lui-même, c'est qu'il est impossible de porter un jugement d'ensemble sur le Paternalisme.

Parmi les nombreuses mesures que nous avons étudiées, il en est dont la justification n'est plus à faire. A défaut de consécration théorique, la nécessité et le consentement général suffisent à les rendre inattaquables.

Il en est d'autres, nous l'avons vu, qui sont plus discutables.

Il en est même qui sont odieuses ; il en est enfin qui sont presque comiques.

Comment classer les mesures paternalistes dans l'une ou l'autre de ces catégories ? C'est, le plus souvent, une affaire d'appréciation ; il ne saurait y avoir aucune règle fixe à ce sujet.

Ainsi, nous sommes amenés à répéter, au terme de cette étude, la remarque que nous faisons dès le début : c'est qu'il ne faut pas chercher à établir, en cette matière,

des classifications rigides et exclusives. Nous devons nous résoudre, au risque d'y perdre un peu en clarté, à laisser un certain vague dans nos conclusions.

Où doit s'arrêter le Paternalisme ? Quelles limites lui imposer ?

A cette question, nous ne pouvons faire qu'une réponse : c'est que ce n'est pas au théoricien à y répondre, mais aux mœurs, à l'opinion publique, à M. Tout-le-monde. La solution variera avec les races, avec les pays, avec les climats, avec le degré de civilisation, comme l'a si bien montré Dunoyer, dans son ouvrage sur *La Liberté du travail* (1). Elle variera surtout avec les idées de chaque époque.

A l'heure actuelle, nous assistons au combat de deux grandes doctrines : la doctrine socialiste d'une part, la doctrine individualiste de l'autre.

La première, qui jouit encore du prestige de la nouveauté, voudrait nous amener à une mainmise complète de l'Etat sur l'Individu. Tous les services étant monopolisés par l'Etat, tout homme est un rouage de l'Etat, et, comme tel, il appartient à tous. Sa vie même ne lui appartient plus. Il n'est plus un homme ; il est une parcelle de la Société.

A l'opposé de cette théorie, se trouvent les individualistes extrêmes : les Nietzsche et les Stirner, Pour eux, au contraire, l'individu forme à lui seul un être complet,

(1) Voy. DUNOYER, *De la liberté du travail*, t. I, pages 109 et suivantes.

armé de dents et de griffes, qui doit s'élever par sa propre force et, au besoin, en luttant contre tous. C'est de l'anarchisme ; mais de l'anarchisme aristocratique.

Laquelle de ces deux tendances prévaudra ?

Espérons que ce ne sera ni l'une ni l'autre et que le législateur, mettant toutes les théories à l'écart, ne s'inspirera que des circonstances et aussi des mœurs de ceux qui seront appelés à subir ses lois.

Mais, au milieu de ces préoccupations du moment, il n'oubliera pas non plus les qualités et les défauts inhérents à la nature humaine, ceux qui sont de tous les temps et de tous les pays. Parmi ces qualités, il en est deux qui priment toutes les autres : ce sont la Raison et la Volonté. Gardons-nous de les enchaîner : ce serait vouloir les perdre. Donnons-leur, au contraire, tous les moyens de se développer librement, pour le plus grand bien à la fois de chacun et de tous.

Vu, le doyen.

P. CAUWÈS.

Vu : le Président,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE (1)

- GUILLAUME DE HUMBOLDT. — *Essai sur les limites de l'action de l'Etat*, traduction annotée par Henri Chrétien, Paris, Germer Baillère, 1867.
- HENRY SIDGWICK. — *The elements of Politics*, Macmillan, Londres, 1891.
- STUART MILL. — *La Liberté*, traduit et augmenté d'une introduction, par Dupont White, 3^e édition, Paris, 1877, 1 vol. in-8°.
- DUPONT WHITE. — *L'Individu et l'Etat*, 2^e édition, Paris, 1858, 1 vol. in-8°.
- HERBERT SPENCER. — *L'Individu contre l'Etat*, traduit de l'anglais par Gerschel, Paris, 1885, 1 vol. in-8°.
- HERBERT SPENCER. — *La morale des différents peuples et la morale personnelle*, traduit par M. Castelot, Paris, 1896, in-8°.
- EUGÈNE FOURNIÈRE. — *L'Individu, l'Association et l'Etat*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°.
- LABOULAYE. — *L'Etat et ses limites*, Paris, 1871, 1 vol. in-8°.
- STANLEY JEVONS. — *The state in relation to Labour*, Londres, 1887.
- DUNOYER. — *De la liberté du travail*, Paris, 1845, 3 vol. in-8°.

(1) Cette bibliographie ne s'applique qu'à l'étude théorique du Paternalisme. Il nous est impossible, en effet, de donner une bibliographie spéciale pour chacune des mesures paternalistes que nous avons étudiées. Nous ne pouvons à ce sujet que renvoyer aux nombreux articles de journaux et de revues consacrés à ces questions, dans ces dernières années.

CHRISTIAN WOLFF. — *Principes du droit de la nature et des gens*, extraits par Formey, Amsterdam, 1758, 1 vol. in-4°.

MIRABEAU L'AINÉ. — *L'Ami des hommes*, Avignon, 1756, 3 vol. in-4°.

JAY. — La protection légale des travailleurs est-elle nécessaire ? *Revue d'Economie politique*, 1902, page 116.

TABLE ANALYTIQUE

- | | |
|--|---|
| <p>Absinthe (prohibition de l'), 92.</p> <p>Accouchement (repos avant et après l'), 132, 133.</p> <p>Aéroplane, 205.</p> <p>Alcoolisme, 17, 68 et suiv., 188.</p> <p>Alcools non purifiés, 116.</p> <p>Allemagne, 137, 164.</p> <p>Alsace-Lorraine, 85.</p> <p>Angleterre, 83, 97, 109, 136, 157, 165, 173.</p> <p>Appareils à sous, 187.</p> <p>Arbitrage obligatoire, 153.</p> <p>Automobiles (courses de vitesse), 204.</p> <p>Autriche, 80, 84, 115, 132 (note), 146.</p> <p>Avarie, 195.</p> <p>Avertissements à l'Individu (système des), 103, 105.</p> <p>Bains obligatoires, 202.</p> <p>Bâle-Ville (canton de), 132 (note).</p> <p>Belgique, 112, 159.</p> <p>Biberons à tube, 202.</p> <p>Boxe (matches de), 175.</p> <p>Buveurs d'habitude, 93 97.</p> <p>Californie (Etats-Unis), 93.</p> <p>Canada, 83, 92, 99, 147.</p> <p>Céruse (interdiction de l'emploi de la), 151.</p> | <p>Charlatans (protection des naïfs contre les), 206.</p> <p>Chine, 118.</p> <p>Colombie (Etats-Unis), 203.</p> <p>Combats entre hommes et animaux, 203-</p> <p>Coran (les prescriptions paternelles du), 186.</p> <p>Curatelles de tempérance, 103.</p> <p>Danses publiques (réglementation des), 177.</p> <p>Débats de boissons (heure de fermeture des), 74.</p> <p>Défis (de boire), 113.</p> <p>Dunoyer (Charles), 63, 208.</p> <p>Dupont White, 25.</p> <p>Eau de-vie (distribution gratuite d'), 76.</p> <p>Economats patronaux (suppression des), 151.</p> <p>Egypte, 44.</p> <p>Enfants (la protection des), 32.</p> <p>Epidémies, 16, 198.</p> <p>Espagne, 116, 132 (note), 151, 175.</p> <p>Etats-Unis, 103, 137, 175.</p> <p>Femmes (Réglementation du travail des), 124.</p> |
|--|---|

- Fenêtres (ouvrant vers l'extérieur)
43.
- Fribourg (canton de), 177.
- Göthenbourg (système de), 86.
- Hollande, 74, 132 (note).
- Hongrie, 175.
- Humboldt (Guillaume de), 184.
- Hypnotisme, 176.
- Illinois (Etats-Unis), 100.
- Incendies (police des), 43, 190.
- Instruction obligatoire, 202.
- Intérêt personnel (morale de l'), 55.
- Ivresse publique, 107.
- Jeûne (Les religions et le), 186.
- Jeux de hasard (maisons de), 164, 167.
- Jevons (Stanley), 47, 66.
- Liberté subsidiée (système de la),
156, 159.
- Licences (système des), 82.
- Logements insalubres, 198.
- Loteries, 173.
- Louisiane (Etats-Unis), 93.
- Lucerne (canton de), 43 (note), 178, 190.
- Maine (Etats-Unis), 92.
- Maladies (assurance contre les), 156.
- Maladies transmissibles (déclaration des) 192.
- Marchandage (suppression du), 153.
- Massachusetts (Etats-Unis), 103,
114, 165.
- Mœurs (police des), 171.
- Monopole de l'alcool, 117.
- Morale (Les rapports du Droit et
de la), 163.
- Nébraska (Etats-Unis), 94.
- Norvège, 76, 78, 82, 84, 86.
- Nu au théâtre, 168.
- Opium, 118.
- Paternalisme proprement dit, 22.
- Phosphore blanc (interdiction de
l'emploi du), 151.
- Portugal, 176.
- Préventisme, 30, 38, 72.
- Prévoyance obligatoire, 154.
- Prostitution (réglementation de la)
171.
- Réglementation du travail (Con-
trainte indirecte entraînée par
la), 21.
- Religions (Le paternalisme et les),
54, 186.
- Repos hebdomadaire, 146.
- Répressisme, 38, 72.
- Retraites ouvrières, 23, 157.
- Russie, 103, 146.
- Saccharine, 201.
- Saint-Gall (Suisse), 100.
- Salaire (protection du), 154.
- Santé publique (Loi relative à
la), 191.
- Sidgwick (Henry), 47, 66, 205.
- Solidarité morale (théorie de la), 60.
- Spencer (Herbert), 61.
- Stuart Mill, 18, 179.
- Suède, 75, 78, 81, 84; 87, 116.
- Suède et Norvège, 132 (note).
- Succession future, 203.
- Suisse, 92, 146.
- Syndicalisme, 140.
- Travail (voy. Femmes et réglemen-
tation).
- Travail des adultes (réglementation
du), 138.
- Travail à domicile, 133.
- Travail des enfants (réglementation
du), 33.
- Tuberculose pulmonaire, 195.
- Utah (Etats-Unis), 202.
- Vaccination, 197.
- Vaud (canton de), 81, 83.
- Veillées, 126.
- Vente à crédit (de spiritueux), 79.
- Wolff (Christian).
- Zurich (canton de), 132 (note).

TABLE DES LOIS ET DÉCRETS FRANÇAIS

CITÉS DANS CET OUVRAGE

Loi du 7 novembre 1909, relative au mode de paiement des salaires	75
Loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et les progrès de l'alcoolisme	109
Décret du 3 octobre 1908, interdisant l'introduction de la vente de l'opium en France.	119
Décret du 20 mai 1909, étendant aux colonies françaises autres que l'Indo-Chine l'interdiction de la vente de l'opium	119
Loi du 2 novembre 1892	125, 129, 131
Loi du 30 mars 1900	125, 144
Décret du 17 février 1910, réglementant les veillées dans l'industrie de la mode et de la couture	127
Loi du 27 novembre 1909, ayant pour but de garantir leur emploi aux femmes en couches employées dans l'industrie.	133
Loi du 18 mars 1910, accordant aux institutrices un congé de deux mois avec traitement entier moitié avant, moitié après l'accouchement	133
Décret-loi du 9 septembre 1848, limitant à douze heures la durée de la journée de travail	144
Loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire	146
Loi du 27 mars 1910, portant suppression des économats patronaux.	151
Décret du 2 mars 1848, interdisant le marchandage	153
Loi du 6 février 1895, sur l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires	154

Loi du 29 juin 1894, organisant les retraites des ouvriers mineurs .	157
Loi du 5 avril 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes . . .	157
Loi du 21 mai 1836, ayant pour but de soumettre les loteries à une autorisation préalable	174
Loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé pu- blique	191
Décret du 10 février 1903, fixant la liste des maladies transmissibles soumises à la déclaration	192
Loi du 6 avril 1910, interdisant la vente, la mise en vente, l'exposi- tion et l'importation des biberons à tube	202

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Qu'est-ce que le Paternalisme? . . .	5
1° Envisagé en lui-même	7
2° Envisagé dans les personnes auxquelles il s'ap- plique	31
3° La forme juridique du paternalisme.	37
CHAPITRE II. — Principales causes du développement mo- derne des législations paternalistes	43
1° Causes historiques	45
2° Causes politiques	48
3° Causes sociales.	51
4° Causes morales	54
CHAPITRE III. — Le Paternalisme et la lutte contre l'alcoo- lisme	68
I 1° Mesures préventistes.	73
2° Mesures répressives.	106
II. — L'opium et la consommation vicieuse en général.	118
CHAPITRE IV. — Le Paternalisme et la protection du tra- vailleur	121
I. — La réglementation du travail.	122
1° Réglementation du travail des femmes.	124
a) Durée quotidienne du travail	125
b) Veillées.	126
c) Travail de nuit	129
d) Repos avant et après l'accouchement.	132
e) Travail à domicile	133

2° Réglementation du travail des hommes adultes. .	138
a) Durée quotidienne du travail	143
b) Repos hebdomadaire	146
c) Autres interventions (économats, marchandage, etc.).	151
II. — Prévoyance obligatoire	154
1° La protection du salairè	154
2° Les retraites ouvrières obligatoires	157
CHAPITRE V. — Le Paternalisme et la morale individuelle. .	163
CHAPITRE VI. — Le Paternalisme et les menus dangers de l'existence	185
I. — La législation sanitaire.	191
II. — Le Paternalisme et les sports.	203
CONCLUSION. — Les limites du Paternalisme.	207
BIBLIOGRAPHIE	211
TABLE ANALYTIQUE	213
TABLE DES LOIS ET DECRETS FRANÇAIS	215

